

Silence

N° 245  
Juin 99  
25 FF  
150 FB  
6 FS

# S!ilence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## Kosovo

Comment on en arrive à la guerre

### Bioclimatisation

Les matériaux de construction

### Politique Euromagouilles

# Les vélos du futur





Vu  
de l'intérieur...

- 4 Dossier : VÉLOS DU FUTUR**  
• «La» bicyclette, une construction économique & sociale  
de Benoît Lambert  
• Vélo pliable  
• Vélo familial  
• Vélo utilitaire  
• Vélo taxi  
• Vélo de ville  
• Vélo à assistance
- 10 Environnement**  
• Automobile et arbres
- 11 Société**  
• Protection des Algériens  
• Ain : les chômeurs parlent aux chômeurs
- 12 Kosovo : Comment on en arrive à la guerre**  
de Bruno Guichard  
• Déclarations  
• Du côté des opposants Serbes  
• Actions contre la guerre  
• Malaise dans les partis écologistes  
• A qui profite le crime ?  
• Bombardements et pollutions
- 16 Paix**  
• Belgique : inspection civile
- 17 Société : Toute la misère ?**  
de Claude Semal
- 18 Santé**  
• Transgéniques : retraits et moratoire
- 19 Femmes**  
• Iran : 300 élues
- 20 Bioclimatisation : Les matériaux de construction**  
de Madeleine Nutchey
- 23 Alternatives**  
• Ecovillages  
• Espéranto  
• Agri Bio
- 25 Annonces**
- 26 Nord-Sud**  
• Madagascar : criquets et déforestation
- 27 Birmanie : Les droits du pétrole**  
de David Boilley
- 28 Nucléaire**  
• Manifestations  
• Japon : Monju toujours en panne
- 29 Energies**  
• Cogénération : France à la traîne
- 30 Tribune libre : Le ni-ni écologiste**  
de Diogène
- 32 Politique**  
• Greenpeace plus démocratique
- 33 Politique : Euromagouilles**  
de René Hamm
- 36 Livres**
- 38 Courrier**
- 40 Tribune libre : Rompre avec la technique moderne**  
de Jean-Claude Corajoud

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 avril 1999.

## Changement de direction

Après Michel Bernard et Dominique Zanda, c'est Madeleine Nutchey qui endosse la responsabilité de la présidence de l'association qui gère la revue et comme le veut la «tradition», elle devient également directrice de publication. Ce changement fait suite à la démission de Dominique Zanda.

## Comment s'agrandir ?

Plus la revue prend de l'ancienneté, plus elle reçoit de documentation. Et nous croulons sous les livres, les revues... Actuellement, nos étagères sont pleines (plus de 3000 livres, plus de 1000 boîtes archives pleines !). Comme nous envisageons par ailleurs de créer un poste de documentaliste pour répondre aux multiples demandes de nos lecteurs, nous avons besoin de garder cette documentation sous la main. La solution se complique quand on sait que nos voisins de bureau (le Réseau Sortir du nucléaire) manque lui aussi de place. La solution serait d'acheter l'appartement qui jouxte le local et qui est en vente (44 m<sup>2</sup>). Cela suppose un budget global (achat + travaux) estimé à 300 000 F. Si Silence en récupère la moitié pour sa documentation, cela voudrait dire une dépense de 150 000 F. Malgré les bons résultats financiers de ces dernières années, nous ne disposons pas de cette somme. C'est pourquoi nous espérons

mettre en place le scénario suivant : trouver soixante lecteurs qui s'engagent à prendre une part de 2500 F dans la SCI qui gère les locaux. Ce placement peut être fait de trois façons différentes : soit en prenant 2500 F d'un coup, soit en nous envoyant 5 chèques de 500 F avec un chèque encaissable maintenant et les quatre autres tous les six mois à venir, soit enfin en choisissant un virement de banque à banque de 100 F par mois pendant deux ans avec un premier chèque de 100 F maintenant. Dès que nous aurons les engagements de 60 personnes, nous emprunterons l'argent nécessaire à la NEF afin d'acheter le local au plus vite. Les intérêts de cet emprunt seront pris en charge directement par Silence.

## Emploi jeune &amp; documentation

Silence recherche une personne pouvant bénéficier des emplois-jeunes pour un poste à 20 heures par semaine (pouvant évoluer vers un maximum de 27h30 par la suite) à pourvoir en septembre 1999. Salaire net : 4300 F. Poste à Lyon. Horaires négociables dans la semaine. Profil de poste : mettre en place un service documentation en direction des lecteurs et des rédacteurs et coordination des aides bénévoles. La personne devra avoir la capacité de suivre la gestion de son poste afin de mettre en place les outils nécessaires à la pérennisation de celui-ci à la fin de l'emploi-jeune (5 ans). Envoyer votre CV et une lettre de motivation à la revue avant le 17 juin.

## Vous avez la parole !

**A** la rentrée, nous publierons le numéro 250 de la revue. A cette occasion, nous pensions vous laisser la parole. Vous êtes nombreux à nous réclamer plus de «positif». Nous pensions publier un numéro spécial regroupant vos contributions autour d'un thème très large : *présenter une action positive* qui donne du sens à votre vie. Depuis plusieurs numéros, nous renouvelons les appels pour recevoir textes, dessins, poèmes, photos, etc. Nous espérons symboliquement présenter 250 de vos envois. Fin avril, nous avons reçu une cinquantaine de contributions : une bonne dizaine de poèmes, un lot de photos et quelques textes parmi lesquels nous avons bien du mal le plus souvent à trouver l'action positive demandée : le plus souvent vous nous envoyez des textes revendicatifs, ce qui n'était pas le but du jeu. Sauf miracle d'avant l'été, nous nous orientons maintenant vers un supplément lecteurs dans le n°250 avec ces contributions, mais nous n'avons pas pour le moment matière à faire un numéro spécial.

## SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence  
9 rue Dumenge, F 69004 LYON  
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi  
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique  
Brabant-Ecologie  
Route de Rénipont, 33  
B 1380 OHAIN

Imprime sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore  
par Atelier 26 - Lorient - Tel : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve  
d'en indiquer la source et le nom des auteurs

(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2ème trimestre 1999

Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente Sylviane Poulenard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel

Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Hervé Carrier Stands salons et

fêtes : Raynaud Rasse Rédaction : Michel Bernard,

Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine

Nutchey, Sylviane Poulenard Conseillers scienti-

fiques : Roger Bernard, Richard Grantham,

Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe, Lèbre,

Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat, Thiriet, Vésée

Iconographie : Madeleine Nutchey, Hervé Carrier,

Michel Bernard Correcteurs : Chantal

Gros-mollard, Raymond Vignal Expédition :

Claude Crotet, Vincent Martin, Olivier

Montmagnon, Bernard Parez, Christian Rony,

Xavier Sérédine, Myriam Travostino, Suzanne

Vignal Correspondants : Georges David, José Oria,

Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro :

ADTC, David Boilley, Jean-Michel Corajoud, CRA-

Terre, Diogène, Encyclopédia, Greenpeace,

Bruno Guichard, Benoît Lambert, Claude Semal,

Terre Vivante.

## Venez nous voir !

N°246-247 - Eté

Comité de clôture des articles

samedi 22 mai à 14 h

(clôture brèves : vendredi 28 mai à 12 h)

Expédition

vendredi 11 juin à 18 h

N°248 - Septembre

Comité de clôture des articles

samedi 31 juillet à 14 h

(clôture brèves : vendredi 6 août à 12 h)

Expédition

vendredi 20 août à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin  
d'abonnement p 39





# Une vie cyclable

Pendant des siècles, les personnes se sont déplacées à pied ou avec l'aide de la traction animale.

Les vélos se sont développés au XIXe siècle en même temps que le chemin de fer. Les deux représentaient un progrès : le vélo par sa légèreté permettait de valoriser l'énergie humaine, le chemin de fer, permettait de faire de grandes distances avec peu d'énergie. Le développement de la voiture viendra ensuite, au début du XXe siècle, et s'imposera pendant la deuxième moitié de ce siècle.

Présentée abusivement comme un facteur de liberté, la voiture accompagne en fait la montée de l'individualisme (1). Réfléchir aujourd'hui à une société sans voiture, c'est aussi s'interroger sur les liens sociaux que nous désirons ici et dans le monde (2).

Tout ne passera donc pas par le vélo... mais faire le choix - aujourd'hui possible en ville - de se déplacer en vélo et en transports en commun, c'est faire ressortir tout un ensemble d'autres questions qui dépassent largement le cadre des transports.

Rouler à vélo n'est donc pas seulement un moyen de s'entretenir les mollets, de diminuer la pollution, c'est aussi un moyen «vélorutionnaire» d'entrer en contact avec d'autres personnes, d'autres questionnements.

Francis Vergier ■

(1) Voir «La liberté de circuler» de Colin Ward, préface de René Dumont, Ed Silence et ACL, 1993.

(2) Il circule actuellement quatre fois plus de vélos dans le monde que d'automobiles et l'écart va grandissant... du fait de l'usage du vélo dans les pays dits «pauvres».



# «La» bicyclette

une construction économique et sociale

Au moment où l'on cherche des alternatives à la dérive de l'effet de serre, faisons la promotion des technologies à propulsion humaine.

«**L**a bicyclette était parfaite dès le départ». Cette vision du deux roues non motorisé est partagée par plus d'un défenseur de la petite reine. En termes énergétiques, elle bat tous les records d'efficacité. Il est aussi vrai que depuis l'invention du pneu en caoutchouc par Dunlop en 1888 et du pneumatique démontable par les frères Michelin en 1891, puis du changement de vitesses, dont le dérailleur, au tournant du siècle, aucune innovation n'aura une telle importance dans le développement de la bicyclette. Or, cet arrêt dans le développement technologique des véhicules à propulsion humaine n'est aucunement le résultat d'un «plafonnement».



## Vélos du futur



Preuve spectaculaire, en 1977, Allen Bryan réalise un kilomètre en huit dans un avion à pédales conçu par Paul MacCready. MacCready et son équipe recoltèrent pour leur exploit le prix Kremer de 100 000 dollars offert par l'industriel anglais Henry Kremer depuis 1959, et l'exploit technologique et sportif en amena un autre, qui, lui, fit la une des journaux du monde entier : la traversée de la Manche en avion non motorisé le 12 juin 1979 par le même Bryan, en 2h49. La Société américaine des ingénieurs mécaniques déclarera MacCready «ingénieur du siècle» pour son exploit en 1980. Le magazine *Insigh* en juin 1990 parle en ces termes de MacCready : «un champion de l'environnement, considérant le vol actionné par la force humaine comme un symbole prouvant qu'une utilisation extrêmement réfléchie de nos ressources peut permettre de réconcilier technologie et environnement».

Mais derrière les avions à pédales se trouvent la NASA, Dupont, l'industrie aéronautique testant de nouveaux matériaux.

Vélo pliable

## Dahon ▼

En 1975 Dr David Hon, employé dans la technologie laser voulait mettre son énergie au service de la paix plutôt que de la guerre. A l'époque, aux Etats-Unis la crise du pétrole provoquait de longues queues pour obtenir du pétrole, ce qui l'incita à chercher un vélo plus efficace. Il lui fallut sept ans pour développer son modèle. Malgré des concours remportés pour son design, aucune entreprise ne se montra intéressée à le produire. Dr Hon quitte donc son emploi, la Californie pour Taïwan où il fonde son entreprise. Dix-sept ans et un million de vélos plus tard, Dahon est connu pour son vélo pliable abordable, et qui ne fait aucun compromis sur la vitesse et la performance.



De tels moyens ne sont malheureusement pas disponibles pour le développement de véhicules à propulsion humaine, au sol. La bicyclette constitue pourtant, avec la marche, un élément de bon exemple d'écomobilité dans le monde, en Suisse, au Danemark, en Allemagne, aux Pays-Bas ou en France (Strasbourg). Multimodale au tournant du siècle et jusque dans les années cinquante, la mobilité dans les pays dits développés, devient unimodale avec l'automobile. Ce «tout-à-la-voiture» n'est guère favorable à l'innovation de nouveaux véhicules à propulsion humaine, mais, comme nous le verrons, il n'est pas la seule cause de stagnation. Malgré ce contexte peu favorable, des ingénieurs et des techniciens résistent et consacrent leur savoir-faire, leur énergie et leur argent dans le développement de véhicules à propulsion humaine — et à proportion humaine — plus confortables, plus efficaces, s'adressant parfois à un public handicapé ou nécessitant une attention particulière.



Tricycle couché et caréné

La bicyclette, dont chacun croit plus ou moins savoir qu'elle fut inventée à la fin du XIXe siècle, a en réalité une histoire aussi méconnue qu'étonnante : elle est l'exemple par excellence d'une construction économique mais aussi sociale d'une technologie.

## Le vélo-couché : l'horizontal contre le vertical

Peu de gens le savent : le record de l'heure sur vélo-couché (ou vélo horizontal) — le cycliste s'y trouve en fait en position allongée, les pieds devant, d'où le nom *recumbent* en anglais — est bien supérieur à celui sur vélo conventionnel.

Vélo pliable

## Animal Bikes ▼

Alors que Yap Fook Fah étudiait l'ingénierie à l'Université de Cambridge, il rencontra Richard Loke, un coureur cycliste spécialisé dans les très longues distances. Ses compétences d'ingénieur l'amènèrent à imaginer Animal, dont la première version vient se sortir. Amortisseur, pliable, 18 vitesses, 10 kilos : Animal !



Il est aujourd'hui détenu par Lars Teutenberg qui réalisa 78,04 kilomètres en une heure à Munich le 27 juillet 1996, sur un vélo-couché équipé d'un carénage. Cette distance est à comparer aux 53 kilomètres de Miguel Indurain, aux 55,3 kilomètres de Tony Rominger, deux performances réalisées en 1994, et aux 56,4 kilomètres du *recordman* actuel de l'heure selon l'Union cycliste internationale (UCI), Christopher Boardman, une performance réalisée à Manchester en 1996.

Le grand public, même cyclophile, ignore souvent que la mécanique du vélo de compétition est strictement réglementée. L'article 49 des Règlements généraux de l'UCI stipule : «Les bicyclettes doivent être d'un type qui est ou qui peut être commercialisé pour leur utilisation par l'ensemble des pratiquants du sport cycliste. L'usage d'une bicyclette conçue spécialement pour l'accomplissement d'une performance particulière (record

L'inventeur de ce vélo le présente comme le plus laid !





ou autre) n'est pas autorisé». Concernant la position : «Le coureur doit être en position assise sur sa bicyclette. Cette position requiert les seuls points d'appuis suivants : les pédales, la selle, le guidon». Au sujet de la selle : «Le bec de la selle doit se situer au minimum 5 cm à l'arrière d'une verticale passant par l'axe du pédalier, la selle ayant une longueur maximum de 27,5 cm» (1).

Derrière ce qui apparaît comme de bonnes intentions — un accès démocratique aux véhicules de compétition — certains voient plutôt un protectionnisme économique et technologique bloquant le développement de la bicyclette depuis près de 70 ans. Définissant ce qu'est une bicyclette, l'UCI bannit le vélo horizontal des compétitions internationales en 1934. Imaginé dès la fin du XIX



siècle, c'est le français Charles Mochet, ingénieur autodidacte, qui créa la sensation en Europe en 1932, en introduisant un vélo-couché, le Vélocar. Un cycliste professionnel de deuxième catégorie, François Faure, l'utilisa pour battre des cyclistes de première catégorie, et dans sa lancée, la plupart des records de vitesse de l'époque. Coureur professionnel, Paul Morant remporta lui le Paris-Limoges en 1933 avec un Vélocar. Peugeot s'étant intéressé à la commercialisation d'un modèle horizontal en 1914 — malheureusement juste avant la guerre — le vélo-couché, au vu de ces résultats sportifs spectaculaires, semblait promis à un



développement prometteur. Mais en 1934, après d'âpres débats, l'UCI en interdit l'usage dans les compétitions officielles et annule les records de Faure.

Il semble qu'à l'époque, les fabricants de deux roues firent pression sur l'UCI pour éviter à l'industrie du cycle la mise en place de nouvelles lignes de montage nécessaires à la production de vélo-couchés (2). On sait également que l'opposition des coureurs cyclistes professionnels au vélo-couché fut vive. Or hier comme aujourd'hui, le grand public se forge une image de la bicyclette à travers celles qu'enfourchent les champions cyclistes dont parlent les médias. L'UCI

défend sa position en expliquant qu'elle s'intéresse à l'exploit sportif et non aux exploits techniques, à l'homme et non à la machine. Mais toutes ces spécifications enferment les fabricants de vélos dans des critères de construction dont il est financièrement risqué de s'éloigner.

## Des ingénieurs croient au développement des véhicules à propulsion humaine

Le vélo-couché n'est pas commercialisé précisément parce qu'on n'en diffuse pas les avantages — «plus confortable, plus facile à pédaler, plus rapide» — rétorquent ses avocats. L'un d'eux, Gordon Wilson, est professeur d'ingénierie mécanique au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT). Wilson, se penchant sur la propulsion humaine, a réinventé — littéralement une deuxième fois ! — le vélo-couché au début des années soixante-dix aux États-Unis. Selon lui, l'UCI bloque par sa réglementation, la diffusion de vélos plus performants et surtout plus confortables de par la multiplication des appuis : en l'occurrence, le dossier du vélo-couché permet une poussée plus importante

le vélo & la famille

### Filibus ▼

Il est étonnant ce que peut transporter un vélo. Il est aussi étonnant à quel point cette entreprise peut devenir plus sûre, plus facile, lorsqu'un engin construit pour ce travail est utilisé. Pour transporter des enfants, l'assurance supplémentaire d'un véhicule prévu pour cette tâche peut être d'une très grande valeur. Deux enfants peuvent facilement être transportés sur un Filibus, mais voici un véhicule pouvant servir aussi bien à d'autres tâches.



(1) Union Cycliste Internationale, *Règlements généraux*, Article 49 point I. Principes et II. Spécifications techniques, 1995, pp. 1/4 et 1/5, Lausanne.

(2) Nous avons souvent lu ce commentaire, mais n'avons pas pu en identifier la source.



sur les pédales grâce à un soutien dorsal, inexistant sur un vélo conventionnel. L'UCI s'alignerait sur les commanditaires d'abord intéressés à la publicité que peut leur apporter un événement cycliste conventionnel dont les médias s'emparent et c'est ainsi que le développement de bicyclettes plus performantes, pour une utilisation quotidienne ou sur de longues distances, serait négligé.

Si la domination actuelle du traditionnel vélo «safety», le «vélo de sécurité» actuel — par opposition aux Penny Farthing,

**véhicule de transport**

## Transport bike ▼

Le Reiko peut transporter 80 kilos, mais si vous joignez deux Reiko en parallèle, une charge de 300 kilos s'avère possible, ce qui prouve bien, pour ceux qui en doutaient encore, que 1 plus 1 ne fait pas 2 !



Xtraordinary et autre grand-bi — sur le vélo horizontal, a certainement pour une part des causes économiques, il n'est pas à exclure qu'elle ait aussi des causes sociales. C'est en expliquant pourquoi le développement du «safety» a été retardé au dix-neuvième siècle, qu'un Néerlandais du nom prémonitoire de Wiebe E. Bijker, a lancé ce qui est devenu une véritable école de pensée dans le Nord de l'Europe : «la construction sociale de la technologie». Le choix décisif du «safety» parmi la multitude de



**Descente des Champs-Élysées en ... 1932 !**



**Vélo de type Zampano**

modèles disponibles à la fin du dix-neuvième siècle, ne se basait pas uniquement sur des différences techniques : selon Bijker, ce choix fut fonction des besoins et des intérêts des groupes sociaux. Les femmes virent dans le safety un outil d'émancipation, et ce dernier finit par s'imposer dans une dialectique où s'enchevêtraient technique, morale et politique (3).

## Pour une reconstruction sociale des véhicules à propulsion humaine (HPV)

Le vélo-couché renaîtra-t-il grâce à l'image de détente et de bien-être qu'il projette? Pourrait-il devenir le symbole d'un certain droit à la détente, voire à la paresse, soudainement valorisé dans la société des stressés et autres disfonctionnements personnels (4) ? Le vélo-couché ferait alors sa réapparition pour des raisons sociales, comme le vélo de sécurité à la fin du XIXe siècle. L'UCI, en définissant de manière stricte ce qu'est un vélo, semble avoir neutralisé toute velléité d'innovation. Mais le mouvement écologiste et social pour une modération de la circulation et pour réintroduire le vélo comme mode de transport au quotidien, pourrait changer la donne. Gordon Wilson appela ses deux premiers vélo-couchés : Green Planet Special I et II (en 1972 et 1973), exprimant par là un intérêt technique mais également environnemental. Issu de cette poignée d'ingénieurs progressistes qui font partie intégrante du mouvement que nous avons appelé «cyclo-écologiste» (5), l'Association internationale pour les véhicules à propulsion humaine (IHPVA), dont le

**véhicule de transport**

## Pick-up ▼

Le pick-up est un pousse-pousse high-tech; sous sa forme « camion », il a une capacité de 1.4 mètre cube, et permet de transporter jusqu'à 180 kilos de marchandise. Il protège de la pluie et peut être fermé à clef. La version pousse-pousse, utilisée pour transporter des gens depuis les supermarchés en Grande-Bretagne, et comme flotte de taxi en Belgique, s'avère très populaire. Le carénage partiel au dessus du pédalier qui protège de la pluie, est un accessoire utile du pick-up. Le miroir qui y est fixé permet également une meilleure visibilité dans la circulation.



(3) Pinch, Trevor J., and Bijker, Wiebe E. (1987), « The Social Construction of Facts and Artifacts : Or How the Sociology of Science and the Sociology of Technology Might Benefit Each Other », in W.E. Bijker, T. P. Hughes and T. Pinch (eds), *The Social Construction of Technological Systems*, Cambridge, Mass. : MIT Press.

(4) Paquot, Thierry (avril 1999), « Le devoir de paresse », *Le monde diplomatique*, p. 36.

(5) Lambert, Benoît (1995), « Les cyclistes en milieu urbain et le nouveau mouvement d'opposition au tout-voiture en ville », *Recherche, Transport, Sécurité*, Institut national français de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS), Paris, no. 47, pp. 51-58.





secrétariat est situé à Indianapolis aux États-Unis, fait revivre depuis les années soixante-dix le vélo-couché.

Le vélo-couché, un véhicule utilitaire pour un développement durable ? C'est en tout cas l'avis du professeur Wilson, utilisateur du vélo-horizontale dans ses déplacements quotidiens. Il déclarait dans un reportage sur le sujet : «Le vélo-couché est le vélo du futur. En fait, jusqu'à aujourd'hui c'est la réglementation internationale, *en cul de sac*, qui a découragé les ingénieurs imaginatifs à se joindre aux fabricants de vélos. Les compagnies ont été durant longtemps très conservatrices» (6). Notons que c'est un vélo-couché, le *Lightning*, qui a remporté la course à travers les États-Unis en 1989 devant un vélo conventionnel. Selon son constructeur, Tim Brummer, le *Lightning* est 40% plus rapide qu'un vélo conventionnel tel que défini par Union Cycliste Internationale. Le *Lightning* détient divers records, dont celui de Peter Penseyres qui a parcouru 966 kilomètres en 24 heures, 40,25 km/h de moyenne !

## Bike Culture : un magazine hors des sentiers battus

Nous vous présentons dans les pages qui suivent quelques modèles innovants de véhicules à propulsion humaine, issus des publications d'une entreprise de York

City Bikes

## Culture

Une des raisons du succès de la société Riese et Müller qui produit le très élégant Culture à Darmstadt en Allemagne, c'est que tous les mercredis, l'ensemble du personnel part en balade, tester le matériel ! Une véritable «bike culture» d'entreprise ! Le Culture est un vélo tout-usage. Ce modèle est une parfaite synthèse d'un vélo de montagne et d'un vélo de ville. Avec ses freins à disques, Encycleopedia parle «d'une merveille à la conduite».



en Grande-Bretagne, *Open Road*, spécialisée dans la diffusion d'une information de qualité sur ces véhicules. La naissance de ce magazine est une démonstration de plus que les deux-roues mobilisent des individus aux intérêts divers — ingénieurs imaginatifs, écologistes, sportifs — mais qui partagent une certaine «culture de la bicyclette», le goût d'un mode de vie différent, une inquiétude quant à l'avenir de l'Homme sur notre planète. Également disponible en allemand, *Bike Culture* est complété d'un catalogue annuel, *Encycleopedia*, présentant une variété de véhicules non

conventionnels à propulsion humaine : vélos pliables, véhicules non motorisés pour le transport de marchandises, vélo-couchés, vélo à assistance motorisée légère, etc. Dès le premier *Encycleopedia* les auteurs expliquent leur démarche : «Le pouvoir par le pédalier est un atout formidable pour notre planète fragile, et de par le monde il y a une beaucoup d'imagination parmi les fabricants de vélo et d'accessoires, une imagination qui va bien au delà de ce qui est accessible dans le magasin de vélo moyen». Aujourd'hui avec 8000 abonnés à *Bike Culture* et à *Encycleopedia*, *Open Road*, après six ans, s'avère financièrement viable.

En décembre 1993, dans son éditorial que l'on peut qualifier d'historique — c'est bien de l'apparition d'un magazine sur la renaissance de la bicyclette, en vue d'un choix de société, dont il est question — Jim McGurn précise la démarche : «*Culture n'est pas un mot à utiliser avec légèreté pour une activité aussi agréable et vivifiante que le vélo. Or, pour beaucoup, le vélo est devenu beaucoup plus qu'un plaisir. C'est devenu l'expression d'alternatives individuelles pratiques pour éviter la destruction de nos écosystèmes, de nos communautés, de notre santé physique ou mentale. Je ne parle pas ici du cyclisme habituel, commercial. Ce cyclisme amène à n'en pas douter des bénéfices à des millions de*

**Encycleopedia**  
The guide to alternatives in cycling

99

- Portables
- Recumbents
- City Bikes
- Family Bikes
- Load-Carrying
- Racing Bikes
- Fun Bikes
- Power-Assist
- Mobility
- Accessories
- Trailers

(6) York Films of England, *Bicycle*, un document vidéo en six épisodes sur la bicyclette, P.O. Box 1SF, Newcastle upon Tyne, NE99 1SF, U.K.. On avait également hésité à tolérer les changements de vitesse au début du siècle !



NATURALIES  
D'AYTRE

25<sup>ème</sup> foire écologique

19 et 20 juin 1999

en Charente-Maritime

Parc Jean Macé, à AYTRE

120 exposants - Conférences - Spectacles

Renseignements : Mairie, BP102

17440 Aytré, tél : 05 46 30 19 22



Vélo  
à assistance  
motorisée



## Hydrogene Power & Smartwheels

Recevant son énergie de quatre sources différentes, ce tricycle a terminé troisième de la compétition American Tour de Sol en 1998 et a raflé plus d'un prix d'ingénierie. Ce prototype visait surtout à présenter une des technologies les plus prometteuses du moment : la transformation d'hydrogène en électricité, sans combustion, par une «pile à énergie». Comme on peut faire le plein d'hydrogène, votre pile n'a, dans les faits, pratiquement jamais besoin d'être remplacée ! Notons que la chaleur dégagée par la pile à énergie augmente sa propre performance par rapport au début d'une utilisation ! Contrairement aux piles traditionnelles, les piles à énergie n'utilisent pas de métaux lourds toxiques, et le processus de transformation électrochimique est parfaitement silencieux. La motorisation de ce véhicule a été placée dans le moyeu d'une des roues et fournit entre 420 et 750 watts. Il est partiellement alimenté par un panneau solaire photovoltaïque. Le contrôle électronique, le changement de vitesse et le moteur se trouvent réunis dans le moyeu, et pèsent 2,7 kilos. Cette roue motorisée peut être mise sur n'importe quel vélo. Allez citoyens, tous à vos vélos solaires!

personnes. Mais il y a maintenant une culture de la bicyclette, plus profonde. Ceux qui y adhèrent voient dans le vélo une façon de vivre plutôt qu'une activité de loisir occasionnelle. Ils souhaitent voir les modèles de vélo se libérer des conventions pour que le pédalier puisse être utilisé dans des secteurs plus variés et d'importance dans nos vies. Cette volonté va de pair avec des opinions dissidentes concernant les politiques de transport et d'environnement. La bicyclette est certainement un joyau pour la

liberté personnelle, pour la santé et le bonheur ; mais elle est également formidablement importante dans ce qui sera une lutte désespérée pour sauver le monde d'une catastrophe écologique et sociale » (7).

Les scientifiques, en confirmant certains effets perturbateurs à l'échelle planétaire des activités de l'espèce humaine sur la biosphère nous invitent implicitement, et parfois explicitement, à développer un mode de vie plus frugal. La bicyclette en est un symbole (8). C'est pourquoi l'Institut japonais de promotion de la bicyclette, avec le soutien des grandes associations cyclistes européennes et américaines, a proposé que soient ajoutés trois mots au texte de la Convention cadre sur les changements climatiques. La 48e section du texte reconnaît «le besoin de promouvoir l'usage des transports publics». L'institut a fait campagne, sans succès, pour qu'y soit ajouté «et la bicyclette».

Et si on multipliait les «cyclo-technologies», patins à roulettes et autres hybrides «écotechnologiques» ? Horizontal ou vertical, soutenir le développement et l'usage des véhicules à propulsion humaine devrait être une priorité de tout Agenda 21, local ou international.

**Benoit Lambert** ■  
Université de Genève

(7) Mc Gurn, Jim, *Bike Culture 1*, éditorial, décembre 1993.

(8) Lambert, Benoit (janvier 1998), « Le retour de la bicyclette », *La frugalité : un mode de vie?*, in *Le Courrier de l'UNESCO*, Paris.



## Contacts

- Open Road Ltd. The Danesmead Wing, 33 Fulford Cross, York, YO10 4PB, GB, tél : 44 1904 654654, fax : 44 1904 654684, email : peter@bcqedit.demon.co.uk, site web : <http://www.bikeculture.com/>
- France - Human Powered Vehicle Association, Les VPH Déchaînés, Jean-Charles Gosselin, 24, rue Gabriel-Péri, 94000 Créteil, France. Tél : 0033 1 43 39 31 75, email : gost@cicrp.jussieu.fr

## Un vélo-couché ▼

Un vélo-couché présenté au Salon du vélo à Londres en 1936. L'arbre de direction rejoint directement la roue avant, ce qui fait de ce vélo (à droite) un précurseur quasi identique au Kingcycle (à gauche) produit aujourd'hui en Angleterre.





seurs le droit de passage sur les propriétés de moins de 20 hectares, est illégale. Les Verts ont appelé à un «grenelle de la chasse» car c'est après la loi votée en juillet 1998, la deuxième loi française remise en cause au niveau européen.



## Grenoble : Vélo parc à la Gare ▲

Depuis le 4 janvier, un vélo-parc propose 52 places dans le couloir d'accès de la gare de Grenoble. On peut y déposer son vélo à la journée, louer un vélo, louer une place à l'année et même avoir un contrat d'entretien à prix modique (350 F par an place comprise). Ce parc a vu le jour suite aux démarches de l'association «Un p'tit vélo dans la tête» auprès de la SNCF. Succès immédiat : un mois après 32 places sont déjà louées à l'année et la SNCF étudie déjà comment agrandir le lieu. (source : ADTC infos, mars 1999)

## Pétition LPO : 500 000 signatures !

Le 6 avril, la Ligue pour la protection des oiseaux a annoncé avoir collecté plus de 500 000 signatures pour sa pétition demandant le respect de la directive européenne «oiseaux» mise à mal par la loi du 3 juillet 1998 votée par un Parlement français cédant au lobby des chasseurs. La pétition continue de circuler jusqu'au 31 octobre. On peut se la procurer auprès de la LPO, BP263, 17305 Rochefort cedex, tél : 05 46 82 12 34.

## Chasse : loi Verdeille illégale

Le 29 avril, la Cour européenne de justice, saisie par dix propriétaires terriens, a reconnu que la loi Verdeille, accordant aux chas-

## Incinération : baisse des pollutions ?

Le ministère de l'environnement a annoncé qu'en 1998, la pollution atmosphérique des incinérateurs avait baissé en moyenne de 40 %. Cela semble mieux a priori puisque dorénavant 63 des 75 installations prises en compte sont aux normes françaises (10 nanogrammes de dioxine par m3 de fumée), mais d'une part les normes françaises sont dix fois plus laxistes que les recommandations européennes, mais de plus, la dioxine ne disparaît pas pour autant : on la retrouve dans les filtres qui iront polluer une décharge. La solution n'est pas dans le retraitement des déchets sous une forme ou une autre mais dans l'absence de production des déchets ou par leur entier recyclage.

## Automobiles & arbres ▼

Environ un quart des accidents de la route met en jeu un arbre, d'où la proposition du président socialiste du conseil général du Gers, M. Martin : couper les arbres en bord de route. Il y a plus efficace, cher élu : 100 % des accidentés le sont avec leur voiture! Supprimons la voiture.



## CNIID : nouveaux locaux

Né depuis moins de deux ans, le CNIID, centre national indépendant d'information sur les déchets, a mis en place un réseau pour agir contre les fausses solutions techniques proposées actuellement par nos élus et industriels. Sachant que rien ne se perd, tout se transforme, la seule solution pour ne pas avoir de problème de déchets, c'est de ne pas en produire. Assez de fausses solutions technologiques ! Le CNIID qui dispose maintenant de trois permanents a vu le jour grâce aux aides de différentes fondations et aux aides à l'embauche, il lui faut maintenant trouver 3000 adhérents sur toute la France pour assurer l'équilibre financier nécessaire à son travail.

Nouvelle adresse : CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

## 5 juin : tous à vélo !

Le 5 juin est la journée européenne du vélo. Des manifestations sont organisées dans la plupart des grandes villes avec un seul mot d'ordre : faire la promotion du vélo comme mode de transport.

Renseignez-vous auprès des associations de protection de l'environnement locales.

## Rencontres Ecole et Nature

Le réseau national Ecole et Nature organise du 22 au 27 août ses 16e rencontres nationales en Poitou-Charente avec dans un premier temps des visites de sites puis une rencontre plus formelle à Ménigoute (Deux-Sèvres). Renseignements : GRAINE, 97 bis, rue Cornet, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 64 42.

## Loir-et-Cher Rien que des potagers

Depuis 1992, le festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire réunit des paysagistes du monde entier chargés de réaliser un jardin sur un thème. Cette année, le thème est le potager et une trentaine de jardins seront présentés au public du 12 juin au 17 octobre. Renseignements : Ferme du château, 41150 Chaumont-sur-Loire, tél : 02 54 20 99 22.



### USA Libérez

### Mumia Abu-Jamal

La manifestation pour l'anniversaire de Mumia Abu-Jamal, emprisonné et condamné à mort suite à un «montage» de la police, a réuni plus de 15 000 personnes dans les rues de New-York, le 24 avril dernier. La manifestation a notamment emprunté la rue où Mumia est accusé d'avoir tué un policier. Une délégation française d'une cinquantaine de personnes était présente, avec Mgr Jacques Gaillot, Aline Pailler, députée européenne apparentée communiste, des représentants de Sud, du MRAP, du PC, de la CGT, de la Fédération anarchiste, de la Ligue des droits de l'homme... et évidemment des comités de soutien à Mumia.

(source : Politis, 29 avril 1999)

### Fonds de pension : arnaque !

Les fonds de pension sont annoncés depuis de nombreux gouvernements comme la solution pour pallier le manque de cotisation de nos retraites. Déjà en 1982,

En décembre 1997, à la suite des actions menées par des chômeurs dans toute la France, des chômeurs de Bourg décident de monter une association dont les statuts précisent que le bureau comme le conseil d'administration comportent au moins 50 % de chômeurs. Cette «association des initiateurs de la maison des ensembles» (AIMDE) voit le jour en octobre 1998 avec comme objectif de favoriser la création d'emplois par les chômeurs eux-mêmes. Un conflit éclate très vite entre «inclus» et «exclus» et le 6 mars, les «inclus» (surtout des enseignants) quittent le projet. Les chômeurs continuent. Des recherches ont débouché sur deux projets : une production maraîchère biologique, une entreprise sociale de parkings gardiennés (cela existe en banlieue de Lyon avec succès : moyennant un loyer, les gens n'ont plus de vols ou de détériorations). L'association cherche à échanger directement avec d'autres chômeurs. Pour cela, elle organise une rencontre le dernier week-end de juin (26-27 juin) avec comme un objectif d'écrire un livre sur le thème «les chômeurs parlent aux chômeurs». Ils cherchent des contacts dans d'autres villes.  
Contact : AIMDE, c/o Alain Belen, 7, rue Comte-de-Montrevel, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 23 93 57 ou 04 74 61 65 24.



Dominique Strauss-Kahn, aujourd'hui ministre des finances, et Denis Kessler, aujourd'hui n°2 du Medef (ex-Cnpt), cosignaient un livre sur «l'épargne et la retraite» prônant la capitalisation comme substitut partiel à la retraite. Ces deux amis de toujours (rappelons que Jospin est copain du n°1 du Medef...) nous annoncent qu'en plaçant notre argent dans les entreprises via les fonds de pension, on va sauver la retraite. On aimerait bien en être sûr. Mais actuellement, si les caisses de retraite souffrent c'est parce que les chômeurs représentent déjà un manque à gagner de 90 milliards

de francs. Or, en plaçant son argent en bourse, on demande aux entreprises de faire du bénéfice et aujourd'hui, avec la fiscalité qui taxe le travail et peu le bénéfice, pour gagner plus, il faut licencier. Donc en demandant à nos fonds de pension de rapporter, on risque de vider un peu plus les caisses de retraite... et d'entrer dans un nouveau cercle vicieux. Notre confrère *A Contre-courant* a publié un texte sur le sujet qui explique bien l'erreur d'orientation de ces fonds de pension. On peut se le procurer contre 5 F à : *A Contre-Courant, BP 2123, 68060 Mulhouse cédex.*

### Alpes-maritimes policier acquitté

Todor, enfant tsigane venu de Serbie, a été tué en août 95 par un policier lors d'une tentative de passage en force de la frontière franco-italienne. L'affaire avait fait grand bruit : jusqu'où doit-on aller pour empêcher les personnes qui fuient la guerre de franchir nos frontières ? Le geste du policier avait été jugé suffisamment grave pour qu'il soit inculpé pour crime et passe donc devant une cour d'Assises. Au début de l'année, les jurés du tribunal des Alpes-Maritimes ont donné leur verdict : acquitté. Certains sont donc prêt à tout pour défendre la citadelle assiégée.

(source : Rouge et Vert Info, février 1999)

### Ile-de-France violence au collège

La Maison de vigilance de Taverny organise le 13 juin à la salle Moulié, place du Général de Gaulle, une soirée vidéo-débat sur le thème «prévention de la violence dans un collège de banlieue». La soirée sera animée par Brigitte Liatard, enseignante et formatrice à la médiation en milieu scolaire.

Renseignements : Maison de Vigilance, 134, route de Béthemont, 95150 Taverny, tél : 01 39 95 68 28.



### Protection des Algériens

De nombreux Algériens souhaitent quitter leur pays qui est en guerre. On estime qu'il y a déjà eu plus de 70 000 morts depuis 1992 en Algérie. Malgré cela, la France et la plupart des Etats européens opposent une indifférence croissante aux besoins de protection des Algériens. De 500 000 visas délivrés en 1989 en France, on est passé à 40 000 en 1996. Jospin avait promis un assouplissement en ce domaine, toujours pas mis en application. En 1997, seuls 9 % des 976 Algériens qui ont fait une demande de droit d'asile l'ont obtenue ! Renvoyer un Algérien dans son pays, c'est l'exposer à une exécution sommaire. C'est pourquoi, une campagne a été lancée par de multiples associations (ACAT, CCFD, Cimade, Droits Devant, Gisti, LDH, MRAP, SOS Racisme, SUD, etc) qui demande l'arrêt des renvois forcés d'Algériens. Pour participer à cette campagne, contacter la Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél : 01 44 18 60 50.



# Comment on en arrive à la guerre

**A**u sortir de la seconde guerre mondiale, Tito avait réussi à stabiliser la Fédération en n'enfermant pas les peuples de Yougoslavie sous le joug de l'URSS et en essayant de construire un modèle social autour de l'autogestion.

Tous les droits démocratiques et nationaux des Albanais du Kosovo (deux millions de personnes) sont abolis et la province est soumise à la loi martiale.

En 1989, la célébration du 600<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Kosovo Polje, «Le

**En aidant l'émergence de la démocratie pendant qu'il était encore temps, on pouvait éviter le conflit actuel, mais cela n'intéressa pas nos dirigeants.**

Dès la fin des années 60, les revendications nationales des différents peuples amènent Tito à accorder, en 1974, une large autonomie aux provinces du Kosovo et de Voïvodine. Le 4 mai 1980, Tito décède. En 1981, les Albanais du Kosovo demandent un statut de République (à cette date, la modification démographique du Kosovo est accomplie, les Albanais représentent 70 % de la population alors que les Serbes ne sont que 11 %, cinquante ans avant, le rapport était inverse). Après sept années de batailles internes, Milosevic arrive au pouvoir

en reprenant à son compte le nationalisme serbe. Pour ce faire, il reprendra les thèses plus extrémistes des nationalistes qui affirment que la politique de Tito a été anti-serbe. En 1987, la fraction la plus stalinienne de la ligue des communistes, soutenu par l'armée, confisqua tous les pouvoirs en Serbie. La tragédie yougoslave commence à cet instant. Dès son accession au pouvoir, Milosevic lança une campagne hystérique contre la minorité albanaise dont le seul crime est d'habiter le sud de la Serbie, centre politique et religieux de la Serbie, huit siècles aupara-

vant. Tous les droits démocratiques et nationaux des Albanais du Kosovo (deux millions de personnes) sont abolis et la province est soumise à la loi martiale. En 1989, la célébration du 600<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Kosovo Polje, «Le champ des Merles», est l'occasion pour Milosevic de mettre au premier plan de son action politique l'épuration ethnique en déclarant «les frontières historiques de la Serbie, c'est partout où il y a des tombes serbes».

Quand le système soviétique implose, Milosevic a donc déjà construit ce qui apparaît aujourd'hui, et pas uniquement dans l'espace des Balkans, comme une réponse politique à la chute de l'URSS, à savoir une alliance entre les anciens «communistes» et les nationalistes, véritable empreinte du fascisme moderne (le dernier

avatar de cette alliance est le ralliement de Vuk Draskovic, un des trois porte-parole de l'opposition serbe à Milosevic en 1996, Ensemble, qui avait manifesté pendant trois mois dans les rues de Belgrade pour demander le respect du résultat des élections locales). Sonia Lichet qui fut l'animatrice du mouvement anti-guerre de Belgrade, pendant les guerres de Croatie et de Bosnie pouvait écrire dans une interview à Diagonales : «C'est en partie par défaut que le nationalisme est devenu le nouvel idéal. Le nationalisme a exercé une attraction particu-

## Déclarations

«Les bombardements ne dureront que quelques jours» Hubert Védrine, 24 mars 1999.

«Dès les accords de Dayton, il aurait fallu continuer l'action politique en soutenant les démocrates, en tendant la main vers tous ces pays pour une intégration rapide dans l'Union européenne, pour des programmes de développement. On ne l'a pas fait. On s'est engagé aujourd'hui de manière inacceptable dans cette opération militaire : aucun débat préalable, aucune transparence» Marie-Hélène Aubert, députée verte d'Eure-et-Loir, Politis, 15 avril 1999.

«Si on avait, à l'époque de Dayton, tenu compte sérieusement des propositions d'Ibrahim Rugova, je suis persuadé qu'on aurait pu obtenir de Slobodan Milosevic un début d'accord. Car celui-ci était en position de faiblesse. Après avoir reculé en Bosnie, il n'était pas prêt à assurer un nouveau coup au Kosovo» Pierre Dufour, spécialiste du Kosovo au MAN, mouvement pour une alternative non-violente, Politis du 15 avril 1999.

«La pensée unique n'est pas qu'en économie, elle est aussi omniprésente dans cette guerre, où Lellouche et Mamère, Debré et Hollande, tiennent absolument le même discours unique et belliqueux, répétant les arguments concoctés par Washington et Bruxelles» Jacques Cousin, Politis, 15 avril 1999.

«Si l'Occident ne fait pas son autocritique, reconnaissons que c'est difficile pour la Serbie de le faire». Philippe Vichérat, commission transnationale des Verts.

«On ne le répétera jamais assez, on ne bâtit pas un idéal démocratique sur un tas de cadavres. Même si l'Irak, la Serbie sont dirigés par de sinistres individus, ne respectant aucun droit et en particulier celui de la vie humaine, ce n'est pas une raison suffisante pour bombarder des villages, massacrer des civils, provoquer l'exode des populations minoritaires. Et si les Corses, les Bretons, les Basques, réclamaient leur autonomie, faudrait-il faire appel à l'OTAN pour bombarder Paris ? Et pourquoi deux poids, deux mesures ? Pourquoi l'OTAN ne fait aucun cas des Kurdes, des Indiens d'Amérique ? Pourquoi l'OTAN a fermé les yeux lors des génocides africains ? Pourquoi ? Parce que l'illogisme de la guerre n'est entretenu que par des politiciens à courte vue et à l'intérêt électoral immédiat» André Desforges, Dossiers d'Aquitaine et d'ailleurs, avril 1999.





## Du côté des opposants Serbes

● **Appel des ONG Serbes.** Le 6 avril, de nombreuses ONG serbes ont publié l'appel suivant : «*profondément bouleversé par les destructions de l'OTAN et le calvaire du Kosovo, nous, représentants d'ONG et du syndicat Nezavisnost («indépendance»), demandons à tous les responsables de cette tragédie de recréer immédiatement les conditions d'une reprise du processus de paix. Les puissances militaires, politiques, économiques les plus fortes du monde, tuent sans arrêt depuis deux semaines des personnes et détruisent non seulement des objectifs militaires, mais aussi civils. Elles font sauter les ponts et les voies ferrées, des usines, des centrales thermiques, des magasins... Pendant ce temps, craignant les bombardements et les actions militaires du régime et de l'UCK, des centaines de milliers d'Albanais kosovars sont, dans un exode sans précédent, obligés de quitter leurs foyers dévastés et de rechercher le salut dans une fuite tragique et incertaine. Il est évident qu'il s'agit d'une catastrophe, et qu'une solution pacifique et équitable au problème du Kosovo, grâce à la médiation internationale, à laquelle nous travaillons depuis des années, semble plus éloignée que jamais.*

Les efforts passés de nos organisations dans le domaine de la démocratisation, du développement de la société civile et de l'intégration de la République fédérale de Yougoslavie dans toutes les institutions internationales ont constamment connu la répression et l'intimidation de la part du régime serbe. En tant que membres d'associations de la société civile, nous avons courageusement lutté, dans notre pays, contre la guerre, la propagande nationaliste, nous avons soutenu les droits de la personne. Nous soulignons que nous avons toujours élevé la voix contre les répressions à l'encontre des Albanais kosovars et exigé le respect de leurs libertés et la garantie de leurs droits. Nous avons également demandé la restitution au Kosovo de son autonomie. Nous soulignons que seules les institutions de la société civile ont su préserver un lien et une coopération entre Serbes et Albanais. L'intervention militaire de l'OTAN a réduit à néant les résultats que nous avons ob-

tenus et mis en danger l'existence même de la société civile en Serbie.

Face à la situation tragique dans laquelle nous nous trouvons, au nom de nos idéaux et valeurs humaines, et conformément à nos activités passées, nous demandons :

○ l'arrêt des campagnes de bombardements et de tous les mouvements de troupes,

○ la reprise du processus de paix grâce à une médiation internationale au niveau des Balkans, de l'Europe, et dans le cadre des Nations Unies ;

○ à fin du processus de purification ethnique et le retour immédiat de tous les réfugiés ;

○ un soutien aux citoyens du Monténégro pour sauvegarder la paix et la stabilité, résoudre les graves conséquences de la catastrophe qui frappe les réfugiés et reprendre le processus démocratique en cours.

Nous demandons aux médias serbes et internationaux d'informer le public d'une manière professionnelle, de ne pas attiser la guerre, de ne pas susciter la haine inter-ethnique, de ne pas développer des arguments irrationnels, de ne pas glorifier la force comme s'il s'agissait de l'accomplissement ultime de l'intelligence humaine. Nous sommes incapables d'obtenir cela à nous tous seuls. Nous attendons que vous souteniez nos demandes, et que par vos initiatives et vos actions vous contribuiez à leur réalisation».

Texte signé par Association des citoyens pour la démocratie, la justice sociale et le soutien aux syndicats, Cercle de Belgrade, Centre pour la démocratie et les élections libres, Centre pour une transition démographique aujourd'hui, Initiatives civiles, Mouvement européen de Serbie, Forum pour les relations ethniques, Fondation pour la gestion de la paix et des crises, Groupe 484, Comité d'Helsinki pour les droits de la personne en Serbie, Union des étudiants serbes, Union sur la vérité sur la résistance antifasciste, Union syndicales Nezavisnost, Femmes en noir, Comité yougoslave des juristes pour les droits de la personne, Centre EKO. (source : Helsinki Citizen's Assembly, e-mail : hca@ecn.cz.)

● **La mort de la démocratie.** Les analyses de l'opposition démocratique à Milosevic en Yougoslavie convergent autour des mêmes idées que résument Vojin Dimitrijevic, président du centre des droits de l'homme de Belgrade : «*Les frappes aériennes massives contre la Yougoslavie ne détruisent pas seulement les installations militaires, elles tuent aussi des vies humaines et ruinent les infrastructures de notre pays appauvri. Dans la longue liste des dommages, le plus important est, qu'indirectement, toute tentative de démocratisation en Serbie vole en éclats. Nous craignons que le seul résultat durable de cette guerre non-déclarée soit un état d'urgence permanent, légal et moral, et cette fois avec le soutien de la majorité, désorientée, qui a toujours été du côté du gouvernement dans les périodes d'animosité et de danger extrêmes (...)* En une nuit, les frappes aériennes ont annihilé les résultats d'un travail assidu de dix ans de groupes courageux dans les organisations non-gouvernementales et dans l'opposition démocratique (...)

La démocratie émergente au Monténégro est en péril et sera difficile à maintenir. Le problème du Kosovo ne sera pas résolu et l'avenir de la démocratie et des droits de l'homme en Serbie restera incertain pour de nombreuses années encore».

MILOSEVIC, INSENSIBLE AUX BOMBARDEMENTS

ET SI LA YOUGOSLAVIE EST ENTIÈREMENT DÉTRUITE  
ON IRA S'INSTALLER AU KOSOVO



● **Serbie : déserteurs en nombre.** Le nombre de déserteurs pendant le conflit entre la Serbie et la Bosnie avait été élevé. Ce mouvement de désertion avait poussé les étudiants à des manifestations monstres en 1996-97 dans les rues de Belgrade sur le thème «nous ne voulons pas mourir pour Milosevic». Aujourd'hui, avec la guerre, les nationalistes serbes essaient de faire taire cette fraction importante de la population. Le pire est que les médias «alliés» se font les complices des nationalistes en oubliant totalement de parler des mouvements de résistance interne. Les pacifistes yougoslaves essaient de communiquer par Internet. Certains écrits sont repris dans la traduction française Zaginflat (Zagreb information pollach) que diffuse la CNT-AIT, 112, rue Bourneuil, 89000 Auxerre.

lière sur des gens à la recherche d'une nouvelle identité mais trop éceurés pour reprendre à leur compte l'idée de classe et trop impatient pour comprendre celle de citoyenneté. Dans le retour de bâton contre l'ancien système, les identités sociales et professionnelles se trouvaient discréditées. Etre Serbe, Croate ou Slovène était le moyen

d'avoir une identité sûre et sans tache». En 1991, la Croatie, la Slovénie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine proclament leur indépendance. Le 26 septembre 1991, un référendum est organisé clandestinement au Kosovo qui se prononce pour l'indépendance. Les guerres en ex-Yougoslavie peuvent commencer.

Dès novembre 1991, c'est la chute de Vukovar et de 1992 à 1995, la guerre en Bosnie. La Bosnie qui connaîtra l'épuration ethnique, l'abandon des Occidentaux à Sarajevo, Srebrenica et Mostar... La guerre se termine provisoirement par les accords de Dayton qui ne soufflent mot de la situation au Kosovo et au Monténégro.



## La lutte du peuple albanais au Kosovo

Pour s'opposer à la police et aux milices, la population albanaise a fait le choix majoritaire de la non-violence et de l'organisation parallèle de la société (écoles, dispensaires...). En juin 1992, Ibrahim Rugova est élu clandestinement à la présidence du Kosovo et le 28 août, il assiste à la Conférence de Londres dont le but est de demander à la communauté internationale la reconnaissance du Kosovo. Demande qui restera sans effet. Cette année-là, les Serbes suspendent les directeurs albanais des principales usines et vote un programme pour la colonisation du Kosovo par l'installation de Serbes et de Monténégrins.

Devant les coups portés par Milosevic, et l'isolement dans lequel la communauté internationale a laissé les forces démocratiques albanaises, les Albanais se divisent sur la stratégie à adopter. Ces débats favorisent l'émergence d'une force militaire, l'UCK, qui, depuis 1996, a engagé la lutte armée pour obtenir la libération du Kosovo.

Le 22 mars 1998, de nouvelles élections semi-clandestines confirment le pouvoir de Rugova, mais entérinent les divisions



Une rue de Pristina

des forces albanaises. L'UCK déclare «qu'elle ne reconnaîtra la légitimité d'un processus électoral qu'une fois le pays libéré». L'émissaire américain déclarait, quant à lui, que ces élections n'avaient aucun statut légal... Un an plus tard, les négociations de Rambouillet pouvaient commencer et avec elles la partie de poker menteur.

## L'Europe et ses incapacités

Depuis 1989, l'Europe n'a pas été capable que de montrer ses divisions politiques. Elle a laissé à l'abandon les forces démocratiques sur le territoire serbe, elle a été incapable de proposer un plan pour l'ensemble des Balkans. Les Américains ont su jouer de ces hésitations et divisions pour montrer leur puissance et essayer d'imposer leur ordre (depuis 1991, des forces américaines sont stationnées en Macédoine et en Albanie, ces mêmes forces que les

Américains avaient refusé de déployer à la frontière croato-bosniaque en 1991 avant le début des affrontements en Bosnie).

David Warszawski, en septembre 1992, alors qu'il accompagnait une mission d'enquête européenne en Bosnie, faisait l'amer constat suivant : «les défenseurs des idées pluralistes, de la démocratie pluri-ethnique sont restés seuls. Il ne faudra pas beaucoup de temps pour qu'ils perdent le combat au sein de leur propre camp, pour que la

baine ethnique, le fondamentalisme religieux deviennent une réponse à la terreur et à la violence pratiquée de l'autre côté de la barricade». Une autre politique était possible en s'appuyant dès 1987 sur l'émergence des forces démocratiques, en s'opposant dès les premiers mots et gestes à la stratégie de l'épuration ethnique, en proposant comme perspective à moyen terme la création d'une communauté des Etats balkaniques associée à l'Union européenne. Ce n'est malheureusement pas le choix qui a été fait.

L'alliance au pouvoir à Belgrade sera vaincue par un processus de démocratisation sur l'ensemble du territoire serbe. Depuis le 24 mars, on sait que ce ne sera pas l'effet produit par les bombardements de l'OTAN.

**Bruno Guichard** ■  
Directeur de publication  
de Diagonales Est-Ouest

Texte légèrement résumé.

Lire le dossier complet sur le Kosovo dans le numéro 58 de mars 99 de Diagonales, à commander contre 30F à Diagonales, BP 5054, 69245 Lyon cedex 05.

PAS D'INTERVENTION TERRESTRE

POUR RAMASSER SUR LA GUEULE  
UNE DE NOS BOMBES !?  
ÇA VA PAS NON !?



## Actions contre la guerre

● **2500 ONG contre la guerre.** Le 15 avril, lors d'une conférence de presse organisée par Amnesty International, Médecins du monde et Oxfam, une liste impressionnante de 2500 organisations non-gouvernementales a été communiquée à la presse. Ces 2500 groupes dénoncent la stratégie de l'OTAN : «les bombardements ont eu pour effet d'affoler les Serbes, de les rapprocher de Milocevic et d'accélérer le processus d'épuration ethnique. L'OTAN a annoncé qu'elle avait un but humanitaire, or nous constatons son incapacité à secourir ceux qui sont à l'intérieur du Kosovo». Médecins du Monde a dénoncé les entraves de plus en plus fréquentes de la part des militaires lors de leurs actions en faveur des populations civiles. Ces associations s'étonnent de l'inefficacité de l'ONU et de l'impossibilité pour cette institution de prendre en compte les aspirations des citoyens qui eux auraient préféré des solutions politiques à la guerre.

● **D'autres actions que la guerre.** L'association pour la promotion des objections de conscience, APOC, BP 2402, 13215 Marseille cedex 02, proposent différentes actions possibles pour essayer de désamorcer la guerre : accueil de tous les réfugiés qui veulent quitter les zones de combat, qu'ils soient kosovars, albanais, serbes ou autres ; soutien à tous les déserteurs, objecteurs et insoumis de tous bords ; soutien matériel et financier aux médias indépendants qui combattent dans les différents pays les logiques nationalistes et guerrières. Le groupe demande à la France d'adopter la résolution du Parlement européen du 28 octobre 1993 sur les objecteurs, déserteurs et insoumis de l'ex-Yougoslavie et l'abolition des accords de Schengen qui ferment les frontières de l'Europe aux victimes des guerres économiques, ethniques, nationalistes et religieuses. *Ecologie Sociale*, BP 642, 85016 La Roche-sur-Yon cédex propose une force d'interposition civile sous le commandement de l'ONU chargée de stopper les violences avec en parallèle la reprise de négociations avec tous les partenaires concernés dans le but de redéfinir la place des différents peuples de l'ex-Yougoslavie au sein de l'Europe et y incluant le droit des Kosovars à choisir leur indépendance, la mise en place d'une politique économique d'aide à tous pour reconstruire ce que la guerre a détruit et enfin de faire pression sur les médias et les politiques pour qu'ils arrêtent l'amalgame entre la population serbe et le pouvoir serbe. *Ecologie sociale* demande à la France de se retirer de l'OTAN afin de permettre d'ouvrir le débat sur un défense européenne qui inclue les techniques non-violentes, ne soit pas agressive mais qui peut uniquement intervenir à l'étranger comme force d'intervention sous contrôle international.



## Malaise dans les partis écologistes

● **Indignation des survivants de l'holocauste.** Le 23 avril, 14 survivants de l'holocauste ont adressé une lettre ouverte à Fischer et Sharping, dénonçant le fait que ces deux ministres comparent sans cesse la situation au Kosovo avec les exterminations de juifs en Allemagne : «*se référer à Auschwitz pour justifier une telle guerre est infâme*». (correspondance René Hamm).

● **Tensions chez les Verts allemands.** Jürgen Trittin, ministre vert de l'environnement, a estimé lors d'une visite aux Etats-Unis, le 20 avril dernier, que les frappes aériennes étaient une erreur. Schröder avait pourtant interdit à ses ministres la moindre critique, mais le fort débat qui agite la base des Grünen, a incité le représentant de la «gauche» du parti à sortir de son silence. Provoquant la colère de Joschka Fischer, le très «réaliste» ministre vert des affaires étrangères, la secrétaire d'Etat à l'environnement, Gila Altmann a signé une pétition demandant la fin de cette «*guerre d'agression*». Ont également signé ce texte plusieurs députés européens comme Hiltrud Breyer, Elisabeth Schroedter, Wilfried Telkämper et Frieder Otto Wolf, ainsi que la ministre à la condition féminine du Schleswig-Holstein, Angelika Birk. Des élus siègent chez les Grünen avec des foulards datant des manifs pacifistes des années 80. 250 adhérents ont déjà rendu public leur démission. Selon les réunions préparatoires du congrès des Grünen prévu pour le 13 mai, une majorité semble se dégager contre l'intervention. Joschka Fischer a annoncé que si les Grünen prenaient une position pacifiste, cela remettrait en cause la participation du parti au gouvernement. Joschka Fischer, proche de Cohn-Bendit, envisagerait même une scission. Il pourrait alors rejoindre les socialistes.

● **Les Verts français déchirés.** Alors que lors de la guerre du Golfe, les Verts avaient, sans état d'âme, manifesté du côté des pacifistes, cette fois-ci le mouvement est profondément divisé. Dès le premier jour, Marie-Hélène Aubert, fidèle au programme des Verts, est intervenue à l'Assemblée nationale (26 mars) pour dénoncer une intervention «*ni légale, ni*

## A qui profite le crime ?

● **La guerre propre ?** Théorie annoncée par l'OTAN avant l'engagement des hostilités. Et il y a encore des Noël Mamère pour y croire ! Les voisins d'une caserne à Pristina, le 6 avril, d'autres à Aleksinak le 6 avril, le train sur le pont de Grdelica le 12 avril (une quinzaine de morts), le convoi de réfugiés kosovars proprement bombardés le 14 avril (75 morts, 25 blessés). Le 28 avril, un missile égaré de l'OTAN a tué une vingtaine de personnes à Surdulica, à 250 km au sud de Belgrade après avoir atteint une zone résidentielle au lieu d'une caserne. Fin avril, l'OTAN reconnaît avoir tué 200 civils, les Yougoslaves parlent de 1000.

● **Dysfonctionnements de l'ONU.** L'Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, rappelle qu'au sein de l'ONU, la Chine, la Russie et l'Inde, parmi d'autres, ont annoncé leur refus de ces bombardements. Alors que ces trois pays représentent la moitié de la population mondiale, il n'a été tenu aucun compte de leur avis.

● **Rôle des Etats-Unis.** Pourquoi l'investissement massif des USA dans ce conflit. Voici une réponse de Bernard Langlois dans son éditorial dans Politis du 15 avril : «*Regardez la carte, voyez l'Albanie. Cette belle façade sur l'Adriatique (...) cette magnifique tête de pont qui ouvre le passage des Balkans, cette route vers l'Orient... Ça ferait pas une belle base américaine ? (...) Renforcer la présence américaine au moment où l'Europe montre des velléités d'indépendance ; renforcer le rôle de gendarmerie mondiale d'une OTAN entièrement sous contrôle ; démontrer à la Russie qu'elle n'a rien à espérer pour retrouver un rôle à sa mesure (...) et dans un même mouvement contribuer à la séparation du reste du continent européen (...) Ajouter le plaisir d'utiliser les joujoux électroniques de la 'guerre propre', considérez enfin le bonheur des marchands d'armes et la bonne santé des cours de la Bourse des firmes de logiciels militaires*».

● **18 000 000 000 F.** Dix-huit milliards de francs par mois, c'est le budget qu'a annoncé l'OTAN au début du conflit. L'OTAN demande aujourd'hui à bénéficier de 330 avions de plus.

● **Budget de guerre.** Bill Clinton se moque complètement des Kosovars. La meilleure preuve en est sa demande de budget supplémentaire faite au Parlement américain, mi-avril : sur la rallonge demandée, 97 % est destinée aux forces armées, 3 % aux aides humanitaires.

légitime» rappelant que «*le recours à la force était évitable*» et que l'intervention «*était pire que le mal*». Bref, il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre.

Noël Mamère s'est alors démarqué de sa collègue et a affirmé soutenir l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo. Reprenant la propagande officielle, il s'est fendu de comparaison simpliste comme «*Milosevic = Hitler*», refrain bien connu puisque Saddam Hussein était l'Hitler précédent.

Daniel Cohn-Bendit a dans un premier temps affirmé (le 2 avril) son regret que «*l'Europe se soit soumise à la stratégie américaine d'intimidation par les bombes*» avant de faire un demi-tour après avoir consulté son ami Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères vert en Allemagne. Il a alors déclaré (le 5 avril) «*qu'il approuve l'engagement des Etats européens aux côtés de l'OTAN*».

Le 7 avril, les Verts ont enfin publié un communiqué officiel demandant que soit engagée le plus vite possible une offensive humanitaire terrestre, mais ne remettant pas en cause la stratégie de l'OTAN et de l'Europe sur le fond. A la base, de nombreux groupes locaux des Verts ont manifesté dans la rue contre l'intervention militaire, provoquant des rappels à l'ordre des Verts nationaux. Quant à Dominique Voynet, après une tentative timide de critique, elle a appliqué le dicton de Chevènement : «*un ministre, ça ferme sa gueule ou ça quitte le gouvernement*».

Le 18 avril, la majorité du CNIR, le parlement des Verts, a accepté la proposition de soutien au gouvernement présentée par Cohn-Bendit et Voynet concernant l'intervention (75 % pour). Des engueulades ont marqué la réunion. Devant les fanfaronnades de Noël Mamère, certains lui ont demandé publiquement d'aller s'engager sur le front au lieu d'envoyer les autres au casse-pipe. Marie-Hélène Aubert a été la seule députée à ne pas voter pour la motion : elle reçoit de nombreux soutiens de la base : le CNIR est-il vraiment représentatif de sa base ? Solange Fernex, dans un forum sur Internet, a fait part de son étonnement et dénonce un marchandage politicien probable avec le PS.

● **Désescalade militaire.** Stéphane Lavignotte, secrétaire des Verts-Paris s'est démarqué publiquement de la position nationale de son parti en appelant à rejoindre les manifestations anti-guerre et en souhaitant l'arrêt unilatéral des frappes occidentales «*afin d'enclencher une désescalade militaire propice à une solution politique négociée plus conforme à la tradition des Verts*».

● **Evolution du MAN.** Le mouvement pour une alternative non-violente, malgré ses précautions rappelant l'inactivité des alliés lors du conflit en Bosnie et malgré des propositions de force d'intervention civile, accepte quand même les actuels bombardements en annonçant qu'«*entre la lâcheté et la violence, il faut choisir*». Une évolution proche de celle de la direction des Verts.

## Bombardements & pollutions

● **Pollutions chimiques.** Le représentant de la Yougoslavie aux Nations-Unies, dans une lettre envoyée à Kofi Annan, le 27 avril, dénonce le fait que le choix des cibles de l'OTAN ait provoqué une catastrophe écologique. La destruction de raffineries, d'usines chimiques à proximité des grandes villes, a provoqué la libération de produits extrêmement toxiques sous forme de gaz ou de liquides. En particulier, le Danube est complètement recouvert de pétrole en aval de Belgrade et la nappe devrait rejoindre d'ici peu la mer Noire qui portera alors bien son nom. Des nuages de produits phosphorés sont également retombés en Croatie lors de pluies, mi-avril.

● **Pollution radioactive.** Le 28 avril, un professeur de la faculté des sciences naturelles de Skopje, en Macédoine (pays au sud du Kosovo) a signalé que les balises de radioactivité présentes sur le campus mesuraient une hausse sensible de la radioactivité dans l'air : trois fois la normale. Pas d'explication pour l'instant : il n'y a pas a priori d'objectifs nucléaires en Serbie, de même, il n'y a pas d'usage de produits radioactifs par l'OTAN si ce n'est de l'uranium appauvri qui ne peut provoquer ce genre de hausse de radioactivité. La possibilité d'un bombardement d'un service radiologique dans un hôpital n'est pas exclue.

● **Pollutions d'extrême-droite.** Un collectif «Non à la guerre» a vu le jour dès l'annonce du conflit. Celui-ci a commencé à regrouper des signatures diverses et des personnes comme Gisèle Halimi, Solange Fernex... ont signé le texte, probablement sans remarquer d'autres signatures plus bizarres : le général Bigeard, l'ancien ministre de l'intérieur Bonnet, le philosophe Alain de Benoist et l'inévitable Laurent Ozon. Ce collectif est domicilié à la même adresse que la revue «Le Recours aux forêts». Le 21 avril, à Paris, ce collectif a donné une conférence de presse avec la présence de la Nouvelle Droite, du Grece et de groupuscules d'extrême-droite. Des personnalités comme Solange Fernex ont réagi, mais trop tard.



## Mines antipersonnel

Officiellement, depuis 1986, la France ne vend plus de mines antipersonnel. C'est d'ailleurs un argument repris par les firmes qui ont fait un procès à Agir Ici lorsque ce groupe de pression avait fait campagne pour éviter d'acheter des feux d'artifices à ces firmes. Malheureusement pour le ministère de la Défense et pour les marchands d'armes, l'ouverture d'une enquête sur les aides de la France au régime rwandais responsable du génocide a permis de se rendre compte que non seulement la France a bien armé les bourreaux, mais qu'en plus, en 1992, elle avait fourni 20 000 mines antipersonnel. Conclusion : il n'est pas impossible qu'on en fabrique encore. (source : Lettre de l'Observatoire des ventes d'armes, mars 1999)

### Petite phrase

«De tout temps, on a obligé les peuples à faire la guerre. Il se-rait temps que les peuples obli-gent leurs dirigeants à faire la paix !»  
Paul Béné.

## USA contre les armes à feu

Au nom de la liberté individuelle, les porteurs d'armes au USA refusent toute restriction. Chaque année 35 000 personnes meurent dans ce pays par arme à feu dont la moitié par suicides. La ville de Nouvelle-Orléans a porté plainte le 30 octobre 1998 contre l'industrie des armes à feu pour leur demander des dédommagements pour les frais d'hospitalisation et autres occasionnés par les armes à feu. Plusieurs autres grandes villes (comme Chicago) se sont jointes à la plainte.

## Essais nucléaires : Moruroa s'enfonce

Lors d'une visite sur le lieu avec la presse, les militaires ont été bien embêtés lorsqu'il leur a été demandé pourquoi l'atoll s'affaisse par endroit. Des photos du phénomène ont été publiées dans le numéro de février 1999 de *Tahiti Pacifique*. Trente légionnaires restés sur place pour la surveillance disposent d'un dispositif d'alerte en cas d'effondrement plus grave. Lors du colloque organisé par Stop-Essais le 20 février dernier,

## Belgique : inspection civile

Depuis que le 8 juillet 1996, la Cour internationale de La Haye a jugé que l'usage ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires constitue une infraction au droit international, une campagne non-violente a été mise en place par plusieurs groupes non-violents radicaux : entrer sur les bases militaires pour demander où en est le démontage des missiles nucléaires. C'est ainsi que le 21 février dernier, le groupe *For Mother Earth* réunissait une centaine «d'inspecteurs civils» devant la base belge de Kleine Brogel qui abriterait 10 bombes à gravité B61 entreposées dans des abris souterrains et gardées par 110 militaires américains. Contrairement aux visites de l'UNSCOM en Irak, la visite avait été annoncée par un courrier recommandé. Tous les participants à l'action se sont d'abord retrouvés à l'écart pour que leur soit remis un plan de la base, une charte de ce qu'ils prenaient comme risque (cela peut être considéré comme un crime de pénétrer dans une enceinte militaire) et ce qu'ils devaient faire ou ne pas faire (non-violence). Après une demi-heure de discussions vaines pour entrer par la porte principale, les «inspecteurs» se sont répartis par petits groupes tout au long des kilomètres de clôture. A une heure donnée, ils ont coupé à la pince les fils de fer barbelés et ont pénétré à l'intérieur. Les militaires ont alors lâché des chiens pour les arrêter. Ce qui a été fait avec succès. Dans la centaine de personnes arrêtées se trouvaient un député flamand. Les actions se renouvellent régulièrement en Belgique et ailleurs pour demander le respect du droit international.

Contact : *For Mother Earth*, 16d Lange Steenstraat, B 9000 Gent, tél : 09 233 84 39. (source : *Alternative Libertaire*, avril 1999)



le spécialiste des volcans Pierre Vincent avait affirmé que cela était prévisible : les tirs n'ont pu que fragiliser les atolls qui naturellement — à l'échelle géologique — de toute manière finissent par s'effondrer dans l'eau. après avoir «océaniser» les déchets embêtants de l'atoll avant les expertises internationales, les militaires français vont-ils maintenant «océaniser» l'atoll pour que l'on cesse de les embêter avec ce sujet ?

(source : *Stop-Essais*, mars 1999)

pourraient se tenir dès le mois de mai prochain sur le site du CEA à Moronvilliers, près de Reims.

## Allemagne

### De plus en plus d'objecteurs

En 1998, 171 657 jeunes gens appelés sous les drapeaux avaient requis le statut d'objecteur de conscience. Le record précédent, 160 494, datait de 1995. Depuis 1991, plus de 100 000 refusent chaque année de rejoindre les rangs de la Bundeswehr. Parmi les motifs non explicitement formulés figureraient la crainte d'être incorporé dans un régiment impliqué dans une intervention «out of area», par exemple au Kosovo, où à terme 5500 soldats allemands pourraient être mobilisés dans les unités de l'OTAN... (correspondance René Hamm)



## Objecteur condamné

Philippe Wannesson a effectué son service d'objecteur de conscience de 1987 à 1989 au secrétariat du MAN, mouvement pour une alternative non-violente. Pour protester contre la durée double du service civil, il a déserté quinze jours avant la fin de son temps. Depuis, l'armée s'accroche pour essayer de le punir. En 1996, il est condamné pour désertion à quinze jours d'intérêt général. Il refuse de les faire et met en avant les textes de l'ONU et de l'Europe qui condamnent cette durée discriminatoire. Le 9 mars dernier, il a été de nouveau condamné, près de dix ans après les faits, à un mois de prison ferme pour refus d'appliquer une décision de justice. Il a fait appel. Soutien : MOC, BP 363, 54000 Nancy.

## Essais nucléaires : près de Reims ?

Les militaires s'excitent depuis que les Etats-Unis ont réussi à faire des essais nucléaires «sous-critique» au Nevada. Selon les USA, ces essais où il n'y a pas de réaction en chaîne ne sont pas interdits par le traité international d'interdiction des essais nucléaires. Il n'en fallait pas plus pour que nos généraux essaient d'en faire en France. Selon Stop-Essais, de tels essais



# Toute la misère ?

«On ne peut pas accueillir toute la misère du monde».

Dans le dictionnaire des idées reçues, cette maxime figurerait certainement en bonne place au chapitre des lieux communs.

O r cette phrase est un bâton merdeux : on ne sait pas par quel bout le prendre. A la première écoute, elle résonne à l'oreille comme une évidence. Ecoutez-la mieux : elle sonne comme une imposture...

Tant et si bien qu'on est d'abord tenté de renvoyer ce sophisme à sa fausse logique : qui pourrait bien accueillir la misère du monde, si ce n'est le monde lui-même ?

Nous ne faisons plus partie du monde ? Ou faudrait-il expédier la misère sur Mars ?

Si cette pirouette amuse l'esprit, elle ne convaincra pas nécessairement le lecteur. Renversons donc cette phrase sur le dos, ouvrons-lui le ventre, et examinons de près ces quelques mots qui, pris ensemble, engendrent tant d'ambiguïté.

«Monde», en fin de phrase, semble bien à sa place. D'emblée le mot globalise. Il rappelle incidemment notre commune humanité. Il signale que nous vivons sur la même planète. Il dit que le hasard seul nous fait naître au cœur d'une forêt tropicale, au milieu d'un désert, ou au bord d'un champ de betteraves.

Quels droits particuliers cet accident géographique pourrait-il légitimement nous donner ? Pourquoi d'autres, victimes ailleurs d'une malédiction locale, seraient-ils condamnés à la subir sans pouvoir la fuir ?

Une célèbre déclaration, souvent citée pour son cinquantième anniversaire, n'affirme-t-elle pas ingénument dans son article premier que les hommes naissent libres et égaux en droits ? Quel serait le contenu d'une «liberté» qui nous obligerait à souffrir et à mourir là où le sort seul nous précipita ? Et que signifierait le mot «égalité» qui figerait les uns dans une perpétuelle misère et les autres dans une redondante opulence ? Or l'incroyable développement des techniques de communication et de transport a aujourd'hui fait du plus lointain des hommes notre plus proche voisin. Que nous le voulions ou non, il nous faudra apprendre à vivre avec lui.

## Le mot le plus obscène

Ce disant, je ne nie pas pour autant les différences culturelles et la réalité historique des civilisations et des Etats. Je dis que, dans le respect des premières, il nous faut démocratiquement construire les seconds avec les hommes et les femmes qui y vivent. Tous les hommes, toutes les femmes. Nous ne bâtissons pas la démocratie en Europe comme une forteresse assiégée sur une île déserte, en rejetant à la mer les damnés de la Terre qui veulent y rêver et y travailler avec nous. En ce sens «accueillir» est sans doute dans notre phrase le mot le plus obscène, le plus hypocrite, le plus hors propos. Quel sens de l'accueil, vraiment ! Priver de liberté des hommes, des femmes et des enfants dont le seul crime est d'être né ailleurs ! Construire spécialement pour eux des camps de rétention, c'est-à-dire des camps de prisonniers ! Les couper totalement de la population pour leur reprocher ensuite ne pas avoir su «s'intégrer» ! Fixer des quotas d'expulsion et prétendre renvoyer ces personnes scotchés au siège d'un avion. Bonjour l'accueil ! Par comparaison, le mot «misère» peut sembler aller de soi. Il n'en est pas moins ambigu. Car si c'est bien la *misère* (guerre civile, dictature, famine ou «simple» pauvreté) qui pousse les gens à quitter leur pays, ce n'est pas la *misère* qui débarque ici. C'est un homme ou une femme, avec son énergie, ses projets de jeunesse, ses économies parfois, sa force de travail souvent, son envie de vivre toujours. Avec sa culture et une partie de la mémoire du monde - ses parfums, ses rythmes, ses couleurs. C'est grâce à eux tous s'il y a des dizaines et des dizaines de restos, snacks et de commerces espagnols, grecs, italiens, marocains, chiliens, indiens, pakistanais, polonais, turcs... Grâce à eux que les musiciens qui nous font danser sont souvent blacks, italos, latinos, beurs, californien... Grâce à eux que mes ami(e)s sont parfois catalans, tunisiens, suisses, congolais, américains, québécois, juifs polonais...

C'est toute cette *richesse* que nous pouvons accueillir — celle qui nous fait voyager sur place, celle qui fait de nous les vecteurs d'une culture universelle, qui pourra indéfiniment croire en chacun de nous sans jamais en priver personne. Qui nous parle de *misère* ?

## Un mot, toute l'imposture

Nous avons presque fini, mais il y a un autre mot dont nous n'avons pas encore parlé. Ce petit mot c'est *toute*. Et c'est pourtant la clé de l'imposture. Car qui pourrait porter sur ses épaules *toute* la misère, *toute* la richesse ou même *toutes* les frites du monde ? Avouez que ça vous fatigue rien que d'y penser. Alors qu'une partie de la misère du monde - surtout si c'est aussi une partie de sa richesse - cela devient plus facile à accepter, non ? Les candidats réfugiés ne représentent actuellement que 0,01 à 0,02 % de la population. Imaginez une grande salle où vivraient et travailleraient un millier de personnes. Tous les ans, une ou deux personnes supplémentaires pousseraient la porte et se mêleraient aux mille autres. La vie de la cité s'en trouverait-elle bouleversée ? Y aurait-il de quoi en faire un fromage ? Les gens seraient-ils vraiment plus riches, plus productifs, plus heureux, plus libres, que sais-je ? s'ils laisseraient enfermer ces nouveaux venus dans un camp de prisonniers ? Où est-ce une partie de leur propre humanité qu'ils auraient ainsi mise sous clé ?

Je laisserai le mot de la fin à Alexandre Von Sivers, le plus syldave des comédiens belges, qui, après une naissance en Europe centrale, a vécu ses premiers mois en Belgique comme «bébé-sans-papiers». Dans une vidéo de soutien aux demandes de régularisation, il disait en substance : «Je ne comprends pas grand chose aux Etats et aux frontières. Je sais seulement que la Terre est ronde et que, contrairement aux arbres qui ont des racines, les hommes ont des pieds pour marcher». La Terre est ronde et les hommes ont des pieds pour marcher ? Merci Alexandre de nous rappeler avec Brecht cette autre évidence.

**Claude Semal** ■  
Comédien belge

Texte repris dans le bulletin du collectif contre les expulsions, 338, chaussée de Jette, 1081 Bruxelles.



## Qui veut la peau de l'homéopathie ?

173 médicaments homéopathiques ont été récemment interdits parce qu'ils contiennent des produits d'origine animale. Raison invoquée : éviter tout risque du fait de la vache folle. Les médecins homéopathes dénoncent cette mesure en faisant remarquer qu'*Apis* par exemple provient du venin des abeilles utilisés par ailleurs par les allergologues, sans interdiction. *Calcarea carbonica* interdit ne contient que du carbonate de calcium minéral et non issu comme au siècle précédent des coquilles d'huître. Enfin, VAB est un vaccin homéopathique obtenu par dilution du vaccin BCG, lequel est toujours utilisé. Edouard Broussalian, président de la Coordination des médecins homéopathes français dénonce une manipulation : «*qu'on s'en prenne à l'homéopathie qui depuis cent cinquante ans n'a jamais fait l'objet d'une seule plainte en pharmacovigilance et qu'on n'interdise pas le Viagra qui a fait au moins 150 morts aux Etats-Unis et une dizaine en France, me laisse perplexe quant à la bonne foi et à l'honnêteté du ministère et de l'Agence du médicament*». Les médecins homéopathes annoncent que déjà plus de 200 000 courriers ont été envoyés en un mois à Bernard Kouchner.

Contact : *Coordination des médecins homéopathes français, 229, route de la Tire, 74410 Saint-Jorioz. (source : Alternative-Santé, mars 1999)*

### Lyon

## Toxiques dans le lait maternel

La Maison de l'Ecologie de Lyon organise dans ses locaux, le jeudi 27 mai à 20 h une soirée-débat avec l'association IPA, information pour l'allaitement. Après l'annonce de présence de produits toxiques dans le lait maternel (dioxines provenant de l'incinération par exemple), on peut s'interroger sur la possibilité de continuer à allaiter son enfant. L'allaitement au sein apporte des bénéfices importants même en situation polluée et les laits de substitution ne sont pas forcément moins pollués.

Renseignements : *Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

## Amiante : inculpé pour empoisonnement

Durcissement dans l'affaire sans fin de l'amiante, pour la première fois un ancien directeur d'usine a été inculpé pour crime d'empoisonnement. Claude Chopin, pdg de l'ex-entreprise Amisol, de Clermont-Ferrand, a été mis en examen le 12 avril dernier pour «empoisonnement, voies de faits ayant entraîné la mort, homicide involontaire, coups et blessures involontaires et abstention délictueuse». Cette décision fait suite à une plainte déposée le 3 juillet 1997 avec constitution de partie civile contre X de la part de sept anciens salariés et riverains de cette entreprise spécialisée jusqu'en 1974 dans la fabrication d'objets en amiante. Une dizaine de personnes sont mortes dans l'année qui a suivi la fermeture de l'usine, un nombre suffisamment important pour que cela ne soit pas naturel. Les associations de défense des victimes demandent que d'autres inculpations soient faites, en particulier que l'enquête se penche sur le rôle de la médecine du travail, du service de prévention de la Sécurité sociale, et d'autres pouvoirs publics qui à l'époque ne pouvaient ignorer les mauvaises conditions de travail dans cette usine et qui n'ont rien fait pour que cela cesse.



## Transgéniques ▼

● **Les députés Verts bataillent.** Le 2 novembre dernier, Marie-Hélène Aubert, députée verte, a interrogé le ministre de l'agriculture sur la question du devenir de la récolte de maïs transgénique après la décision du Conseil d'Etat de demander au niveau européen s'il était compétent pour se prononcer sur les autorisations de commercialisation et l'annonce de Dominique Voynet du stockage à part de ce maïs. Le ministre de l'agriculture a annoncé que le maïs serait commercialisé comme l'autre aussi bien pour des usages animaux qu'humains... donc en passant outre les recommandations de Voynet. Le 24 mars, les députés Verts ont proposé à la commission de la production agricole de décréter un moratoire de cinq ans sur les OGM afin d'avoir le temps de faire une évaluation des risques pour la santé et pour l'environnement. La commission a repoussé l'amendement par 5 voix contre 4. Les Verts ont reproposé le même moratoire le 7 avril en Assemblée, toujours sans succès.

● **La Grèce pour un moratoire.** Le ministre de l'environnement grec, Théodore Koliopoulos a annoncé début avril que son gouvernement, soutenu par le Luxembourg et l'Autriche, demandait une révision de la directive européenne de 1990 sur les OGM et se prononçait pour un moratoire d'au moins deux ans. Il a par ailleurs annoncé que la Grèce n'autoriserait pas pour le moment la présence d'OGM sur son territoire.

● **Magasins sans transgéniques.** Après Sainbury (Grande-Bretagne), le mouvement des chaînes de magasins qui s'engagent à ne pas vendre des aliments contenant des OGM s'allonge : Mark & Spencer (GB), Efelunga (Italie), Delhaize (Belgique), Superquinn (Irlande), Carrefour (France) et Migros (Suisse) se sont associés à Sainbury pour mettre en place un laboratoire d'analyses permettant d'éliminer les produits contenant des OGM. Un laboratoire qui ne semble pas encore très efficace, les militants de Greenpeace-France ayant à plusieurs reprises trouvé des produits contenant des OGM dans les magasins Carrefour.

● **Les semenciers font marche arrière.** ADM, Cargill et Staley, trois importants semenciers américains ont annoncé mi-avril qu'ils n'achèteraient plus de semences transgéniques non autorisées en Europe car il est alors impossible pour les agriculteurs américains d'exporter leur production.

● **Retraits britanniques.** Tesco, leader anglais de la distribution a annoncé le 27 avril qu'il passait contrat avec Greenpeace pour mettre au point une méthode visant à éliminer les OGM qui pourrait être présent dans les produits de leurs fournisseurs. C'était le dernier distributeur anglais à ne pas avoir pris position. Unilever-GB, transformateur de produits agro-alimentaires a immédiatement réagi en annonçant le 28 avril son intention d'éliminer les OGM de ses produits. Nestlé-Grande-Bretagne a pris la même décision le 28 avril au soir. Globalement, Greenpeace estime que les distributeurs qui refusent aujourd'hui les OGM représentent déjà un chiffre d'affaires au niveau mondial de 900 milliards de francs. Les producteurs sont à leur tour en train de faire marche arrière.

● **Retraits de capitaux.** Les revues spécialisées dans les placements boursiers après avoir conseillé pendant des années les investissements dans les biotechnologies mettent aujourd'hui en garde contre le risque d'effondrement du marché des transgéniques, notamment à la suite des retraits de plus en plus nombreux annoncés un peu partout.



## Petite phrase

«Il y a quelqu'un de plus inconnu que le soldat inconnu, c'est sa femme»

Autocollant de mai 68.

## Guatemala les «mamá Maquín»

Longtemps les femmes ont été déconsidérées au sein de la cellule familiale et en totale dépendance de leur père, mari ou frère. Depuis les massacres des années 80, les choses changent. Considérées comme des «ventres à guérilleros», les femmes fuient les massacres en passant la frontière mexicaine. Elles découvrent alors la façon de vivre des indiennes du Chiapas, plus émancipées. Dans les camps de réfugiés, en contact avec les groupes d'aides occidentaux, elles bénéficient d'un soutien contre la domination masculine. C'est dans ces camps que l'association des Mamá Maquín voit le jour. Cette association revendique les mêmes droits pour tous et donc pour toutes. Les femmes commencent à participer aux lieux de décision qui les concernent.

## Iran : 300 élues

Aux dernières élections municipales, sur 300 000 candidats, 5000 étaient des femmes et 300 d'entre elles ont été élues. C'était la première fois que les femmes pouvaient se présenter dans ce pays.



Alphabétisation, maintenance et gestion de moulin à maïs, réalisation et gestion de jardins potagers, création de petits ateliers de tissage et de vannerie, souvent veuves, les femmes se prennent en charge. L'association Mamá Maquín revendique alors la participation des femmes dans les réunions communautaires. Les hommes ont dû accepter sous le regard des partenaires étrangers. Ceci a débouché, lors des négociations avec le gouvernement, en décembre 1996, à ce que les femmes obtiennent pour la première fois le droit à la terre et à être chef de famille.

Pour en savoir plus : *Collectif Guatemala, 17, rue de l'Arve, 75015 Paris, tél : 01 45 78 05 64.*

## Belgique ministre entartée

Pour marquer la journée de la femme, le 8 mars dernier, Miet Smet, ministre du travail, devait remettre dans un hôtel de luxe de Bruxelles, le trophée Marie-Claire de la femme de l'année à une chef d'entreprise. Une cinquantaine de chômeuses et chômeurs se sont invités à la remise des prix. Vêtues sobrement, miss exclusion, miss perquisition, miss sanction et miss radiation entonnaient devant la ministre pour le moins surprise la chanson suivante :

«Ave madame la Ministre  
Nos sommes vos collaboratrices  
Nous sommes les miss exclusions  
Qui adorons notre mission  
Nous avons exclu plus d'chômeurs  
Que nos collègues les inspecteurs  
Et nous espérons de tout cœur  
Une récompense pour notre ardeur  
Nous savons que vous estimerez  
Nos chiffres d'exclusions élevés  
Et que vous remettrez à vos fêtes  
Une médaille bien méritée»

En guise de médaille, la ministre s'est ensuite pris une tarte à la crème en pleine figure alors que tout le groupe criait d'une seule

Paris

## Contre les femmes-mannequins ▼

Environ 250 personnes ont manifesté le 24 avril à Paris contre l'utilisation de mannequins vivants dans les magasins des Galeries Lafayette. Cette campagne en faveur de sous-vêtements a provoqué de nombreuses réactions négatives depuis les salariés jusqu'à nos ministres femmes.

voix : «Qui sème la misère, récolte la colère». Le groupe a pu regagner la sortie avant que le personnel de sécurité ne puisse réagir. (source : *Alternative Libertaire, avril 1999*)



## Contraception : pilule du lendemain

Alors que le RU486 est une pilule du lendemain abortive, un nouveau contraceptif a vu le jour depuis le 4 janvier dernier en pharmacie. Tétragynon est un contraceptif qui peut agir jusqu'à 48 heures après le rapport en deux prises. Cette pilule empêche la nidification de l'œuf. Elle est efficace à 80 %.

Pour en savoir plus :

- *Mouvement français pour le planning familial, 10, rue Vivienne, 75002 Paris, tél : 01 42 60 93 20.*
- *Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Cadac, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.*

## Prochoix : infiltration chez les anti-IVG

Quel meilleur moyen de connaître les motivations des groupes anti-IVG que d'y participer. C'est ce qu'a décidé de faire Caroline Fourest, rédactrice de la revue Prochoix, en devenant bénévole chez Laissez-les-vivre. Le résultat est éloquent : si la référence au catholicisme est sans surprise, l'omniprésence de militant-e-s FN montre bien l'origine de cet activisme.

Pour en savoir plus : *Prochoix, 14, rue Saulnier, 75009 Paris.*

## Travail de nuit

Au nom de l'égalité des sexes, la commission européenne veut infliger une amende à la France parce qu'elle maintient une loi (peu appliquée) qui interdit en théorie le travail de nuit pour les femmes. La France reste le seul pays européen à maintenir cette «discrimination» qui pour une fois est positive. Suggérons à nos gouvernants, dans un souci d'égalité, d'interdire le travail de nuit aussi aux hommes, car, c'est bien connu, le travail de nuit nuit à notre santé.

## Loire-Atlantique

### Abaya

Une femme qui participe au groupe de Frères des Hommes de Nantes se rend au Sénégal pour y rencontrer un partenaire local. Elle fait ainsi connaissance avec le groupement d'intérêt économique des femmes teinturières et ramène quelques tissus dans ses bagages. Cela plait beaucoup et une association se constitue Abaya qui organise des ventes à domicile pour soutenir les teinturières sénégalaises. L'argent collecté permet également de faire des échanges entre les deux groupes. Originalité : le projet est entièrement géré par des femmes. *Contact : Abaya, s/c A. Laplanche, 8, rue JB Robert, 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire. (source : Peuples en marche, mars 1999)*



# Les matériaux de construction

**L'**une des techniques les plus anciennes est sans doute la terre crue. Déjà les Sumériens, dans les temps antiques, construisaient en terre séchée au soleil leurs maisons et leurs temples. Plus près, au début du XIX<sup>e</sup>

siècle, François Cointeraux, architecte lyonnais, a souvent choisi un matériau surprenant, le pisé, pour construire des immeubles en ville. Dans le quartier Saint-Just, et notamment sa propre demeure sur la place du Marché. Les boulangers de Lyon savaient d'expérience que «les rats et la vermine ne peuvent s'introduire dans ces murs massifs» (1). La terre comme protection ? Oui, mais pas seulement contre les rats amateurs de grains et farines. C'est aussi un des matériaux isolants les plus anciennement reconnus.

transport) et bien sûr, contrairement au béton vorace en énergie à la fabrication, elle est toute prête à l'emploi et indéfiniment recyclable ! Elle avait autrefois un côté relationnel qui peut se retrouver aujourd'hui : la mai-

son de terre se bâtit en commun, avec l'aide des voisins. Et l'on peut la construire dans les pays pauvres où il n'est pas possible de se procurer d'autres matériaux.

*construction. Et avant tout, on dispose généralement de la terre à proximité du chantier, si bien qu'il n'existe pas de problèmes de transport. Autres avantages : du point de vue de la biologie de la construction, la terre n'offre aucun inconvénient, elle n'est pas nocive pour l'environnement, et elle peut être recyclée sans aucun problème, cela veut dire qu'elle est réutilisable à volonté. Il existe différentes techniques. Les terres sont différentes dans leur composition et dans leur taux d'humidité. Il y a des méthodes qui traitent la terre dans son état naturel. Quelquefois, il faut la préparer en lui ajoutant d'autres matériaux pour compenser certaines lacunes. Autrefois, cela se faisait davantage par intuition et par ex-*

**Si vous décidez de construire, le choix du matériau de construction peut déjà résoudre en grande partie les problèmes futurs de régulation thermique et hygrométrique.**

Dans *Construire en terre dans le cadre des projets de développement* (2), l'auteur, Herbert Mathissen explique : «La terre est un matériau de construction ancestral et élémentaire qui a des propriétés qui doivent être prises en considération. Quand on le fait, tout est possible. On peut la travailler avec un grand déploiement technique ou avec la seule force des mains. Le besoin en énergie est faible, contrairement à ce qui est le cas pour la production et le traitement d'autres matériaux de

construction. Et avant tout, on dispose généralement de la terre à proximité du chantier, si bien qu'il n'existe pas de problèmes de transport. Autres avantages : du point de vue de la biologie de la construction, la terre n'offre aucun inconvénient, elle n'est pas nocive pour l'environnement, et elle peut être recyclée sans aucun problème, cela veut dire qu'elle est réutilisable à volonté. Il existe différentes techniques. Les terres sont différentes dans leur composition et dans leur taux d'humidité. Il y a des méthodes qui traitent la terre dans son état naturel. Quelquefois, il faut la préparer en lui ajoutant d'autres matériaux pour compenser certaines lacunes. Autrefois, cela se faisait davantage par intuition et par ex-

son de terre se bâtit en commun, avec l'aide des voisins. Et l'on peut la construire dans les pays pauvres où il n'est pas possible de se procurer d'autres matériaux.

Dans *Construire en terre dans le cadre des projets de développement* (2), l'auteur, Herbert Mathissen explique : «La terre est un matériau de construction ancestral et élémentaire qui a des propriétés qui doivent être prises en considération. Quand on le fait, tout est possible. On peut la travailler avec un grand déploiement technique ou avec la seule force des mains. Le besoin en énergie est faible, contrairement à ce qui est le cas pour la production et le traitement d'autres matériaux de

(1) Citation tirée de *Tour de la Terre* édité par CRATerre, centre de recherche pour la construction en terre. CRATerre est intervenu dans une trentaine de pays pour installer des filières de production et réaliser des projets pilotes. CRATerre, Parc Fallavier 38092 Villefontaine, tél : 04 74 95 43 91.

(2) *Construire en terre dans le cadre des projets de développement*, Ed. Bischöfliches Hilfswerk Misereor ev, Mozartstrasse 9, D 52064 Aachen, 1994.

## La terre protectrice

Tombé en désuétude à l'âge du béton, le pisé est aujourd'hui redécouvert et réutilisé dans de nombreux pays, du Pérou à la Finlande.

La terre se décline de diverses façons :

- le pisé : agrégat de terre et de cailloux de compositions diverses, prélevé sous la couche de terre arable et tassé au pilon ou psoir dans un coffrage.
- l'adobe : terre argileuse et sableuse mélangée à de l'eau et façonnée en blocs de formes variables.
- la terre comprimée : terre plus argileuse compactée dans des presses pour en faire des briques crues.
- le torchis : terre très argileuse mêlée à de la paille ou autres végétaux et posée sur des claies de bois.
- la bauge : terre associée à de menus branchages et modelée en boules qui seront empilées.

La terre n'a pas un très bon coefficient d'isolation mais une excellente inertie thermique. De plus, elle se trouve sur place (aucune dépense d'énergie pour le





## ► Pour cent briques...

Non, ce n'est pas son prix, c'est le matériau qui constituera peut-être les murs de votre maison...

Excellente, la brique. Surtout la brique alvéolaire. Voyez ce qu'en disait Antoine Bosse-Platière dans *Les Quatre Saisons du jardinage* (3) :

*«Au cœur de la briqueterie, il y a ce four qui ronronne en permanence, monstre de 90 mètres de long engloutissant les briques par wagons entiers pour les restituer plus de vingt heures après au terme de leur cuisson. Impressionnant. Vingt-neuf wagons portant chacun une douzaine de tonnes de briques progressent dans le tunnel au rythme d'une poussée toutes les vingt minutes. Dans la partie centrale, les brûleurs au gaz naturel assurent une température proche de 1000°C. Au terme de ce voyage en enfer, l'alchimie de la cuisson a donné aux fragiles blocs de terre crue leur belle couleur brique. Elle les a également gratifiées des qualités que tout le monde leur reconnaît depuis plus de 7000 ans d'utilisation pour la construction : solidité, durabilité, résistance au feu, à l'eau, au gel, aux rongeurs et autres parasites, régulation de l'hygrométrie. Rien de nouveau en somme.*

*Eh bien si, car ce matériau archi-classique a su évoluer et acquérir des caractéristiques nouvelles, en particulier en matière d'isolation thermique. Des changements déterminants qui en font aujourd'hui un matériau des plus intéressants pour l'habitat sain.*

*(...) En 1976, le centre technique des tuiles et briques met au point, en s'inspirant de ce qui se fait déjà en Allemagne et en Autriche, une brique auto-isolante désignée par le terme générique de «brique G».*

*(...) Son épaisseur inhabituelle de 37 centimètres présente un très grand nombre d'alvéoles dont les parois sont décalées pour allonger le cheminement thermique. Ces perforations sont verticales (...). Pour préserver ses qualités d'isolation et réduire le plus possible les ponts thermiques, les joints horizontaux entre deux rangées de briques sont réalisés au moment de la construction avec un gabarit qui permet d'ajouter une bande d'isolant en laine minérale entre deux bandes de mortier.*

*(...) Au début des années 80, intervient une nouvelle amélioration : la brique*

(3) Antoine Bosse-Platière, *La brique qui isole*, Les Quatre saisons du jardinage, mai-juin 1996.

*périence. On ajoutait de la paille, de l'urine de bœuf, du sang et des éléments semblables. De nos jours, la terre est étudiée scientifiquement. On peut l'analyser exactement et, en cas de besoin, lui ajouter des compléments comme le ciment, la chaux ou bien le bitume, afin d'en améliorer la qualité. De vieilles recettes intéressantes sur la façon d'améliorer la terre avec le suc des plantes existent encore, par exemple, en Afrique. Il s'agit d'empêcher la disparition de ce savoir et de le mettre à la disposition de l'architecture de la construction en terre, de manière que la boucle des anciennes traditions soit refermée.*

*La terre est utilisable partout et elle a la particularité de pouvoir équilibrer les extrêmes climatiques. La terre a une capacité énorme d'accumulation. Dans les régions chaudes et sèches, elle accumule la chaleur du jour et c'est seulement la nuit, quand il fait frais, qu'elle la restitue à l'intérieur, donc lorsque la chaleur est souhaitée. Mais par contre, le froid qui a pénétré les murs pendant la nuit est restitué pendant la journée lorsqu'on a besoin de fraîcheur. Ceci est également valable pour l'humidité que la terre peut absorber et restituer en grande quantité, en maintenant une humidité constante à l'intérieur. Ceci est un avantage qu'aucun autre matériau de construction ne possède.*

*Dans les régions où il pleut souvent, il est possible de protéger la terre de l'eau. Ainsi l'Irlande possède un patrimoine de constructions en terre crue. Un proverbe irlandais dit : 'un bon chapeau et une bonne paire de bottes'. Cela signifie que, par en bas, l'humidité ne doit pas pouvoir pénétrer à travers les fondations, et que, au-dessus, il faut un toit solide».*

**jouvence**  
EDITIONS



**Pierre Pradervand**  
un pionnier  
de la vie simple

## Découvrir les vraies richesses

Pistes pour vivre plus simplement

Cet ouvrage passionnant indique avec clarté et humour qu'il existe des alternatives aux aberrations de la société de consommation. Sa lecture rend sa conclusion évidente :



il est possible de vivre mieux avec moins.

256 pages • 96 FF

## Vivre sa spiritualité au quotidien



Pour Pierre Pradervand, la spiritualité authentique doit pouvoir se vivre au quotidien, dans le bureau ou à l'usine, le supermarché ou la cuisine, les conflits... et les joies. Il propose

donc une spiritualité de tous les instants, qui peut s'exprimer et se vivre partout. Avec *Le simple art de bénir*, texte constituant l'âme de ce livre, il nous fait redécouvrir le sens originel de la bénédiction, en dehors de toute doctrine religieuse, et nous propose de poser un nouveau regard sur le monde.

144 pages • 85 FF

GRATUIT avec chaque livre, le poster A4 :  
**Le simple art de bénir**  
une invitation à donner et recevoir de l'amour !

EN CADEAU pour toute commande de 2 livres

"Le travail n'a de sens que s'il est partagé" de René Longet (Valeur 35 FF)

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Je commande \_\_\_\_\_

Frais de port : 25 FF  
Paiement par chèque à la commande

A retourner à : Editions Jouvence - BP 7  
F - 74161 St Julien-en-Genevois Cedex  
Tél. 04 50 43 28 60 • Fax 04 50 43 29 24





perd 15 à 18 % de son poids par incorporation dans le mélange d'argile de billes de polystyrène ou de sciure de bois (plus écologique). Leur combustion lors de la cuisson crée de nombreuses alvéoles qui améliorent encore les performances thermiques.

Ces briques ont un niveau d'isolation égal à un mur ordinaire de 20 centimètres en agglo de béton associé avec 12 cm d'isolant, ce qui correspond au niveau 6, le plus élevé de la réglementation. Mais la notion de confort n'est pas seulement liée à la température. Si les parois des murs et les sols restent froids et humides, une température plus élevée n'apportera pas la même sensation de confort qu'avec des parois dotées d'une bonne inertie thermique. Cette dernière caractéristique rend compte de la capacité d'un matériau à accumuler la chaleur et à la restituer. L'inertie thermique des murs auto-isolants en briques s'avère idéalement adaptée pour amortir les variations rapides de température qui créent les sensations d'inconfort. Le temps de restitution de la chaleur emmagasinée par le mur est en effet d'environ 12 heures, ce qui permet d'atténuer les fortes différences de température entre le jour et la nuit.

Une caractéristique aussi intéressante en hiver qu'en demi-saison pour réduire la durée de la période de chauffage, ainsi qu'en été pour maintenir la fraîcheur intérieure. (...)

## Dans le bois

Quoi de plus accueillant qu'un petit chalet ou la cabane du trappeur ? Nous avons tous dans la tête l'image rassurante de la maison de bois de nos livres d'enfant...

Qu'en est-il vraiment côté confort ?

On sait que le bois massif est un bon isolant (15 cm d'épaisseur d'un mur bois

équivalent à 35 à 40 cm de maçonnerie). La bonne impression de chaleur correspond à une réalité mesurable.

Par contre, l'inertie thermique est mauvaise (sitôt le chauffage arrêté, la maison se refroidit tout de suite). Autre inconvénient : une acoustique détestable.

Mais on peut composer. Profiter des avantages du bois (surtout s'il s'agit d'un matériau de proximité évitant le transport et provenant d'une forêt bien gérée), de son aspect si agréable, de sa souplesse d'emploi autorisant des formes contemporaines audacieuses, tout en utilisant de la maçonnerie pour les parties le nécessitant (dalles par exemple).

La photo ci-dessus présente un exemple de maison en bois située au-dessus du village de Monsols, dans le Beaujolais (Rhône) : cette habitation présente, par sa conception et sa réalisation, une synthèse écologique où le bois massif s'impose comme seul matériau approprié.



Voici comment elle est présentée dans la revue *Séquence bois* d'avril 1998 (4) :

« Construire sur un sommet n'implique pas que l'on érige un belvédère, au contraire. L'idée était ici, de se protéger du vent du nord, et donc, d'enfoncer le bâtiment dans le sol, en privilégiant les vues au sud, par de larges baies ouvertes sur une terrasse abritée. Les lignes horizontales de l'habitation suivent, en les soulignant, les mouvements

de terrain. Au nord, un mur de granit sert de contrefort au reste de la maison. Les techniques de construction et les matériaux ont été choisis en fonction de leur faible coût énergétique et de leur qualité écologique. Un crible sélectif où le bois massif s'avère très performant. Il est vrai que la réalisation a bénéficié de circonstances favorables du fait de la présence sur place d'un bois de sapin à maturité où furent prélevées les grumes nécessaires à la construction. La structure en sapin massif se compose de poteaux écorcés supportant les poutres maitresses, auxquelles est assujéti un platelage en planches de sapin clouées qui file sous l'ensemble de la toiture. Celle-ci, entièrement recouverte de terre végétale se divise en deux parties : l'une plate, pour les chambres et les espaces servants, l'autre en forme de coque cintrée au-dessus du séjour, pour lui donner un grand volume. Les panneaux de façade sont à ossature de sapin, bardés de mélèze à l'extérieur et recouverts de panneaux de plâtre armé de cellulose vers l'intérieur. La mise en œuvre du bois brut impose de prévenir les risques de gerces en pratiquant sur toute la hauteur des poteaux une gorge de décharge de quelques millimètres de large.

Les matériaux naturels (bois, lasures et peintures biologiques, liège, cire, terre cuite, isolation et panneaux à base de bois, etc.) ont été volontairement privilégiés. L'installation de capteurs solaires et d'une couverture plantée en toiture, la recherche d'une solution écologique pour chaque détail, font de cette maison un remarquable exemple d'architecture bioclimatique dans lequel le bois massif joue un rôle déterminant.

Madeleine Nutchey ■

(4) *Séquence Bois* est une publication du Comité national pour le développement du bois, 6, avenue Saint-Mandé, 75012 Paris, tél : 01 55 17 19 60.

## Petites phrases

«Ne désespérez jamais, faites infuser davantage»  
Henry Michaux.

## Ecovillages

● **Belgique : clarifier et vivre le but de ma vie.** Dans le cadre d'un petit groupe d'une dizaine de personnes, selon des méthodes mises au point par la communauté Findhorn, avec différentes méthodes faisant appel au corps, au ressenti, à l'intuition, incluant des jeux, une méthode pour faire «chanter son cœur». Une session se tiendra au sud de la Belgique, du 11 au 16 juillet. Renseignements : *Chantier Coopératif, Grande Eneille 102, B 6940 Durbuy, tél : 32 86 32 34 56.*

● **Ecovillages en Provence.** Cette nouvelle association s'est constituée pour promouvoir le développement durable des campagnes en favorisant notamment l'éclosion d'écovillages et aidant les personnes à s'y installer. Pour en savoir plus : *Ecovillages en Provence, Maison de la biodiversité, La Thomassine, 04100 Manosque, tél : 04 92 72 40 24.*

● **Pyrénées-Orientales : Oasis en tous lieux.** Le réseau des Biocoop catalanes et le «Jour de la Terre» organisent une conférence avec Pierre Rabhi le vendredi 28 mai à 20h30 à la salle de spectacle «Le Lido» à Prades sur le thème des «oasis en tous lieux». Un atelier poursuivra la conférence le lendemain. Rens : *Biocoop de Prades, tél : 04 68 96 08 58.*

● **Ile-de-France : fête de l'été.** Le réseau français des éco-villages dispose maintenant d'un local au sein de la Ferme des Moulineaux, à Versailles. Une fête de la Saint-Jean pour tous ceux qui s'intéressent aux écovillages en Ile-de-France est organisée le 20 juin sur place avec animations musicales, discussions et feu de joie en soi-

rée. S'inscrire à l'avance au 01 47 41 92 34 ou 01 34 62 63 00.

● **Ariège : autoconstruction.** Le Mille Pattes, avec le soutien des collectifs du Frayssinous, de La Valette, de La Gardesse et de Droit paysan organise toute la dernière semaine de juin une rencontre dans leur château à Durban/Arize, avec autoconstructions intergalactiques. Renseignements au 05 61 65 80 70.

languer en option au bac circule actuellement. On peut se la procurer contre une enveloppe timbrée à son nom en écrivant à : *Espéranto Vive, Maison des associations, 73000 Chambéry, tél : 04 79 33 95 50.*

● **CD en espéranto.** La maison de production Vinilkosmo diffuse de nombreux CD en espéranto, preuve que la culture de la langue internationale se développe. Vous pouvez en demander le catalogue à : *Vinilkosmo, 31450 Donneville, tél : 05 61 81 95 65.*

## Espéranto

● **Parlement européen.** 131 députés sur 626 se sont prononcés pour l'étude de l'espéranto comme langue commune possible. Parmi eux, 14 sur 15 irlandais, 18 sur 25 belges, 30 sur 87 britanniques. Les plus indifférents à la question sont les députés néerlandais (2 sur 31), danois (1 sur 16) et grec (aucun sur 25). En France, 13 sur 87 se sont prononcés en faveur de l'espéranto. (source : *Espéranto-Info, mars 1999*)

● **Pour une option au bac.** Une pétition pour demander la possibilité de passer l'espéranto comme

## Belgique concours photo

Le salon Valériane organise en vue de son édition du 3, 4 et 5 septembre prochain, un concours de photos sur les thèmes «de la ferme à nos assiettes», «de la vache au lait», «de la semence au potager», «de l'arbre au bois cordé». Renseignements : *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.*



## Agri bio

● **Drôle de tests.** Dans son numéro d'avril, 60 millions de consommateurs ouvre un dossier important sur l'agriculture biologique. Mais les tests effectués nous laissent sur notre faim : dans les céréales, la revue montre qu'on trouve autant de résidus de pesticides dans la bio que dans le reste. Que la patuline, une moisissure, se développe plus dans les jus de pommes bio que les autres, qu'il y a autant de dioxines dans le lait bio que dans les autres et qu'il y a autant de nitrates dans les salades bio que dans les autres. Rien de bien étonnant : les pesticides étant pulvérisés, on sait que plus de 90 % d'entre eux sortent de la zone visée ; il est normal qu'une moisissure se développe plus en bio, la dioxine qui arrive par voie atmosphérique tombe évidemment indifféremment sur les champs bio ou non ; quant aux nitrates amenés par l'eau, là on pourrait espérer une plus grande vigilance des sources d'eau des agriculteurs bio, mais cela reste difficile. Donc, beaucoup de lapalissades. La revue termine ainsi son dossier par «on ne peut donc pas en conclure un avantage des produits bio». Mais chers collègues, pour comparer bio et non bio, il faudrait comparer l'ensemble de ce qui compose une plante : lipides, protéides, glucides, vitamines, oligoéléments... Cela serait plus intéressant... et justifierait dans bon nombre de cas les écarts de prix.

● **Danone contre l'agriculture biologique.** Le groupe Danone n'est décidément pas intéressé par l'écologie. Après avoir baptisé un yaourt «Bio» alors que celui-ci n'est précisément pas bio. Danone essaie de jeter le discrédit sur l'agriculture biologique dans ses publications. On peut ainsi lire dans «Danoé» (magazine du groupe) que «le bébé est un être fragile et la caution de l'agriculture biologique seule n'est pas suffisante pour sa santé. Tout n'est pas sans danger dans la nature, les plantes ont besoin d'être soignées. Sans traitement, des bactéries et des moisissures dangereuses pour la santé des bébés peuvent se développer». Danone propose donc des traitements aux pesticides «de manière raisonnée» pour éviter ces grands dangers. C'est tellement mieux que de développer notre système immunitaire... Le même numéro (printemps 1999) nous annonce un partenariat... avec MacCrado.

▼ **Jardinez bio, c'est facile.** Le centre écologique Terre Vivante vient de publier une brochure intitulée «Jardinez bio, c'est facile». Elle s'adresse aux treize millions de jardiniers qui utilisent encore des pesticides et des engrais dans leur jardin, pour leur montrer qu'il est aujourd'hui facile de jardiner sans ces produits dangereux. On peut obtenir la brochure gratuitement en faisant la demande à : *Terre Vivante, Domaine de Raud, BP20, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*





## Ariège Notes en bulle

Du 17 au 23 juillet, à Artigues, dans l'Ariège, se déroulera le festival *Notes en bulles* avec la présence d'une quinzaine de chanteurs ou groupes.

Programme : *Ass. Els Segadors, 09460 Artigues, tél : 04 68 20 43 84.*

## Ecrire & Editer ▼

Depuis 20 ans, l'association Calcre, association de défense des auteurs contre les éditeurs malhonnêtes, publie de nombreux renseignements sur les méthodes et les précautions à prendre pour se faire éditer. Aujourd'hui forte de 500 adhérents, elle publie une revue bimestrielle «Ecrire & Editer» maintenant disponible en kiosque. Contact : *Calcre, BP 17, 94404 Vitry cedex.*



## Paris Chapishapô

Ce petit local instantané est né récemment au 22, rue des Orteaux dans le 20e. Ce squat propose des brochures, des zines, des BD... Ouvert le vendredi de 15 à 20 h pour le moment.

Ils diffusent une publication : *Zanzara athée c/o Padi, BP232, 75624 Paris cedex 13.*

## Jura Peindre au naturel

Peindre à la chaux, au lait, à l'œuf... un stage est organisé par Marielle Bonnefoi du 26 au 30 juillet à Saint-Lupicin (haut Jura) avec hébergement sur place.

Programme complet au *04 42 96 47 79 ou 03 84 42 17 65.*

## Ariège Droit paysan

Au lieu-dit Baluet, à Mas d'Azil, une ferme est à l'abandon. Les propriétaires refusent de vendre ou de louer. Revendiquant le droit à la terre, un collectif a décidé l'occupation des lieux, reprenant à son compte les revendications de l'association Droit Paysan. Cette action pacifique veut montrer qu'il est légitime d'entretenir des terres avant que la friche ne reprenne totalement le dessus. C'est aussi un défi concernant la possibilité de développer un lieu collectif sans recherche de profit.

Contact : *Collectif Baluet, Château de Durban, 09240 Durban-sur-Arize.*

## Aveyron fête des initiatives

La première fête des initiatives se tiendra le dimanche 30 mai à la ferme accueil de la Salvetat, à la Courvertoirade, sur le plateau du Larzac. Elle réunira une trentaine d'associations présentes sur le causse et aux environs et qui ont une action dans le domaine du territoire local.

Programme : *La Cardabela, La Salvetat, 12230 La Couvertoirade, tél : 05 65 62 22 65.*

## Lyon la bio à domicile

Huit producteurs agrobiologistes de la région lyonnaise se sont regroupés pour distribuer leurs produits à domicile : fruits, légumes, fromages, œufs, volailles, charcuterie, vins, pains...

Renseignements : *Biorély, 4, rue des Maraîchers, 69420 Ampuis, tél : 04 78 16 91 60.*

## Imagine en France ▶

L'excellent trimestriel écolo belge est maintenant disponible en France. Abonnement 100 F pour 4 numéros à adresser à *Imagine, 13, rue Lacharrière, 75011 Paris.*



## Salons, fêtes, foires...

● **Maine-et-Loire : Festi-bio.** La 9e édition de Festi-Bio se tiendra à Durtal, en Maine-et-Loire, les 29 et 30 mai. 60 exposants. Producteurs, produits de la ferme, artisanat et vie associative. Programme : *LPAB, Le Buisson, 49430 Durtal, tél : 02 41 76 32 99.*

● **Tours : Horizon nature.** Le salon des produits biologiques, de la nature et de l'environnement se tiendra au Parc des expositions samedi 5 et dimanche 6 juin, à Tours. Organisation : *Promart, 11, allée Beethoven, 35000 Rennes, tél : 02 99 50 74 19.*

● **Gironde : foire bio de Cadillac.** La 12e édition se tiendra le dimanche 6 juin, dans les rues de Cadillac. Programme : *APENEM, Catherine Cauhape, 22, rue Martin Rey, tél : 05 56 67 33 98.*

● **Charente-Maritime : Naturalies.** La 25e édition des Naturalies d'Aytré aura lieu les 19 et 20 juin. 140 stands. Programme : *Naturalies, BP102, 17440 Aytré.*

● **Saône-et-Loire : La Gaudriole.** La 5e édition de la foire agrobiologique de Bourgogne aura lieu le 26 et 27 juin au Château de Pierre-de-Bresse, en Saône-et-Loire. Organisation : *La Gaudriole, tél : 03 86 72 92 24.*

● **Pyrénées Orientales : Bonavida.** Foire bio autour du thème du vin bio le dimanche 27 juin à Espira de l'Agly. Programme : *Civam bio, Maison de l'agriculture, 19, avenue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan, tél : 04 68 35 34 12.*

## Banque alternative : à mi-chemin

En dix ans, la société coopérative Nef (nouvelle économie fraternelle) a réussi à réunir un capital de 20 millions de francs, ce qui représente la moitié de la somme nécessaire au niveau européen pour créer une véritable banque. Cette somme se répartit entre 3000 personnes... et le plus sûr moyen de trouver la deuxième moitié de la somme est de convaincre 3000 autres personnes de se joindre à la constitution de cette banque. Pour cela, la Nef anime des réunions publiques régulières, met en place un réseau de correspondants dans les différentes régions. Elle y explique notamment en quoi elle est alternative : transparence financière, possibilité de choisir les domaines où son épargne travaille...

La création en novembre dernier d'un compte épargne nature, en liaison avec France-Nature-Environnement, le WWF et les Biocoop connaît un vif succès : plus de 2 millions de francs ont été collectés pendant les trois premiers mois.

Il existe actuellement dix banques alternatives au niveau européen qui représentent un capital global d'environ 4 milliards de francs. Leurs origines étant différentes (plus tiers-mondistes, plus écolo, plus ceci, moins cela), il y a pour le moment échanges d'information, mais à terme des formes de coopérations entre ces banques ne sont pas exclues.

Pour en savoir plus :

• *La Nef, 46, rue de la Burge, 03160 Bourbon-l'Archambault, tél : 04 70 67 18 50.*

• *La Nef, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 97 00.*

• *La Nef, Jean-Paul Mège, 4, rue Jules-Massel, 83400 Hières, tél : 04 94 35 88 55.*

## Emplois

- **Silence** embauche un emploi-jeune: voir en page 2.
- La Nef, future banque alternative, poursuit son développement. Elle cherche actuellement à embaucher un **responsable épargne** pour mettre en place et gérer une plate-forme d'accueil téléphonique à Bourbon-l'Archambault (Allier). Il aura pour charge le traitement des services à distance, la réalisation d'appels pour proposer les services de la Nef. La Nef cherche également un **analyste-programmeur** chargé d'assister le chef du service informatique pour assurer la mise en œuvre et la maintenance des systèmes informatiques «hard» et «soft» sur réseaux Intranet et Internet. Travail également à Bourbon-l'Archambault. Candidature à envoyer à **La Nef, 46, rue de la Burge, 03160 Bourbon-l'Archambault** ou par e-mail : nef@lanef.com.
- Si vous désirez devenir **boulangier biologique** dans le Nord de la France, Saveurs et Saisons aide les porteurs de projet à partir d'un cahier des charges particulier et préétabli et un concept novateur. Si vous voulez en savoir plus : **Saveurs et Saisons, La ferme de Villeneuve, 59650 Villeneuve-d'Ascq.**
- Hiti Tau, regroupement d'associations autonomistes de Polynésie, cherche des volontaires pour aider à mettre en place un **écotourisme** hors des actuelles pratiques coloniales. Pour en savoir plus : **Hiti Tau c/o Laurent Ziegelmeyer, 70, avenue d'Alfortville, 94600 Choisy-le-Roi, tél : 01 48 53 14 04.**

## Vivre ensemble

- Une association «Oasis en tous lieux - Isère» vient de voir le jour. Forte d'une trentaine de personnes, elle cherche un lieu et des participants (en particulier une personne dotée d'un CAP en agriculture) pour créer un éco-village d'après la charte Oasis en tous lieux. Le lieu recherché est espéré dans la région grenobloise, avec entre 2 et 5 hectares dont au moins un qui soit plat et une partie en forêt. Il faut environ 2000 m<sup>2</sup> de construction ou l'équivalent en terrains constructibles. Le projet prévoit un centre d'accueil, de séjour et d'école. Contact : **Gregg West, Agnès Pétilon, Oasis en tous lieux-Isère, 45, rue des Alliés, 38100 Grenoble.**

## Recherches

- Lasserpe cherche revues, revues d'entreprises, plaquettes publicitaires... à illustrer. **Ecrire à Silence qui transmettra.**
- Cherche à entrer en contact avec Mireille et Pascal Limousin (courrier de janvier 1999) pour précision sur leur procédé solaire. Merci de me contacter. **Dominique Lang, 7 bis, rue Pasteur, 63140 Chatel-Guyon.**
- Maire de la commune, propose une maison contre 2000 F (frais de nota-

re) pour groupe de la région parisienne souhaitant s'installer en milieu rural (150 km, 2 heures de Paris). Préférence pour un projet permettant le rapprochement villes-campagne et écodéveloppement. Téléphoner à **François Brailon, 03 23 20 00 04.**

● Cherche à retrouver Hervé, Tao et Zara. Merci de m'appeler au **05 63 56 44 31 (Françoise, Tam).**

● **Monique Marcade, le Village, 34390 Saint-Martin-de-l'Arçon** cherche à entrer en contact avec Martine Ragot (courrier de mai 1998).

● Cherche jeune agriculteur en bio pour participer à la remise en exploitation d'une ferme. Possibilités : céréales, basse-cour, pisciculture, cressonnière... **Amitié et Civilisations, Guy Barthélemy, Relais Dufourcq, 64270 Ramous, tél : 05 59 65 20 71.**

● Cherche un logement indépendant en échange d'un travail en agri bio ou durable. Bretagne de préférence, mais étudie toute proposition. **Hélène Chevalier, La Redoute, 14100 Saint-Germain, tél : 02 31 31 68 65.**

● Petit éleveur de montagne souhaiterait accueillir personne voulant profiter de la nature sauvage et participer aux différentes activités de la ferme. **Didier Saint-Roch, ferme de Champ-Dolent, 04200 Authon, tél : 04 32 61 33 27.**

● Dans un récent courrier de la PEEP, j'ai eu la désagréable surprise de trouver une publicité pour un spectacle scolaire «camarguais» : taureau pourchassé par un homme à cheval. D'autres parents d'élèves ont-ils vu cette pub et souhaitent-ils réagir auprès de la PEEP avec moi ? **Corine Domergue, 3, rue de la Liberté, 13140 Miramas.**

● Femme, la quarantaine, aimant la nature sauvage, les arbres, les petits coins vallonnés et enchanteurs, en rupture familiale, cherche une région accueillante, respectueuse de la diversité biologique, protégée du béton, pour un travail si possible en rapport avec la nature, l'environnement ou les médecines douces. **Anita Berth, 29, impasse du Parc, 02200 Courmnelles.**

● Les communes libres de la Valette cherchent du matériel de traction animale (colliers, outils, petite charrette...). Merci de prendre contact au **04 66 25 32 62.**

● **François Grande de la CRIL-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50,** cherche à créer un spectacle sur la question de la radioactivité. Pour cela, il cherche des textes d'auteurs dramatiques ou toute matière première susceptible d'être utilisée par exemple en atelier d'écriture, des comédiens, amateurs ou professionnels que cela intéresse, toute proposition de co-production, notamment en ce qui concerne la diffusion, la publicité...

● Je cherche l'ouvrage de D. Koehlin-Schwartz et M. Grapas, «Le guide de l'anti-consommateurs» paru entre autres en livre de poche pratique ainsi que la brochure «Biohabitat à 2527 F/33 m<sup>2</sup>» éditée par C.J.L. **Moreau Jean-Pierre, 56, rue E. Sarty, 92140 Clamart.**

● Je cherche des articles sur les écrans LCD à matrice active ou des témoignages de gens qui en utilisent pour savoir si avec ce type d'écran il n'y a vraiment pas de fatigue visuelle comme avec les écrans habituels à tube cathodique. **G. Reymond, 17, rue M. Barthe, 64000 Pau.**

● Couple avec un enfant cherche le moyen de retourner à la campagne au sud de Bordeaux. Achèterait terrain minimum 2 ha pour maraîchage bio, petits élevages, fruitiers (possède expérience en agriculture) et habitation (autoconstruction envisagée). Souhaiterait rencontrer personne faisant une démarche similaire sur la région. **Thomas Catherine, 14 bis, avenue de Bordeaux, 33850 Léognan, tél : 05 56 64 58 05.**

● Le dimanche 11 avril, l'émission Arrêt sur image (Arte) a diffusé un reportage intitulé «nucléaire, un si long silence». Quelqu'un a-t-il enregistré cette émission. Je suis prêt à payer les frais pour en récupérer une copie. **Patrick Pappola, 125, boulevard Flammarion, 13004 Marseille.**

● En vue de réaliser une brochure de présentation et de réflexion sur ce qu'on appelle «l'écologie profonde», nous recherchons des textes et des références en langue française sur le sujet. Plutôt que des articles superficiels, nous cherchons des textes ayant déjà une certaine épaisseur : textes de théoriciens (Naess, Dewall, Sessions...), de praticiens (Formean, Earth First, activistes anglais, allemands...). Un des objectifs de cette brochure pourrait être de clarifier les rapprochements parfois faits avec les dérives type «nouvelle droite». Prendre contact avec **ARNV, La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.**

● **Alex Bourquin, 8, place du 11 novembre, 26000 Valence,** cherche à se procurer une copie du film *Moruroa*, le grand secret de Michel Daéron, datant de 1993.

## Logement

- Prête petite maison contre bons soins, d'aujourd'hui à janvier 2000. Dans la Creuse, à 15 km d'Aubusson. Quatre hectares de terres cultivables, une centaine de jeunes fruitiers, jardin abandonné depuis septembre 98, ruche, wc bio. Prête également ou vend (65 000 F) une autre maison à rénover (avec un demi-hectare de terre), électricité mais pas d'eau courante (puits). Contacter **Chloé Dequeker, Les Pierres, 23250 Saint-Georges-la-Pouge.**
- Couple de professeurs avec enfant cherche maison et potager départements 83 ou 06 ; petit loyer contre entretien ou aide à personne âgée, handicapée, cours, etc. **Tél : 01 64 25 44 82.**

## Vacances

- **Au coin fleuri, 2, route des Fourmeaux, 88430 Gerbépal, tél : 03 52 43 68 23,** accueille des retraités écologiques dans une grande ferme vosgienne (650 m). Repas végétariens et essentiellement biologiques. Jardin de fleurs et potager biologique. Possibilité échange logement et repas contre travail 25 heures par semaine. Dépliant contre 3 timbres à 3 F.
- Ferme pédagogique et camping à la ferme, produits fermiers. **Berger du Val de Serre, 2, rue des Etangs, 02250 Marcy-sous-Marle, tél : 03 23 20 00 04**
- Loue gîte solaire 8/9 places dans parc des volcans d'Auvergne, cadre pleine nature, 2000 F par semaine de mai à octobre. **Valérie Hébert, Le Puy**

**Basset, 15140 Fontanges, tél : 04 71 40 73 39.**

● La Méditerranée sans la foule, c'est possible à Frontignan-Village, avant le 17 juillet et à partir du 28 août. Location de mobil-home ou maison de 900 F à 1800 F la semaine. Renseignements : **Odile Ferrières, tél : 04 67 48 31 29.**

● **Association Le Merlet, route de Nîmes, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 18 19** propose des séjours de vacances pour les 7 à 17 ans. Alimentation biologique. Catalogue sur demande.

● Venez vous reposer dans notre camping à la ferme (6 places) situé à l'écart d'un petit village du Doubs, à 25 km de Besançon. Elevage chèvres et porcs en agriculture biologique. Randonnées possibles. **Anita et Didier Michaud, le Moulin de Guigot, 25360 Glamondans, tél : 03 81 63 00 15.**

● A deux pas du chemin de Saint-Jacques de Compostelle, toute l'année, chambres d'hôtes + tables d'hôtes bio-végétarienne. Stage cuisine et jardinage en biodynamie. **La coccinelle jaune, 46270 Linac, tél : 05 65 14 13 49.**

● Les Compagnons Bâtisseurs, depuis 1957, organisent des chantiers à but social. Ils proposent à des volontaires (contre une indemnisation, le logement, la nourriture), de participer à des chantiers et de se former sur le terrain. Travail en équipe, action sociale. Possibilité de poursuivre au delà par des périodes de volontariat d'un ou deux ans. Pour en savoir plus : **Compagnons Bâtisseurs, 2, rue Molière, 37000 Tours.**

● L'association APPECIM propose à des jeunes de 18 à 25 ans deux rencontres internationales : «villages et photographie» du 22 au 31 juillet, et «la préhistoire» du 16 au 25 août dans un gîte international à 800 m d'altitude. Renseignements : **Apecimm, 38930 Avers-Lalley, tél : 04 76 34 74 71.**

## A vendre

- Vends chauffe-eau solaire compact à haut rendement sans entretien **Heat Pipe** de Foco. Parfait état, cause déménagement, servi six mois. Prix : 3800 F. **Jean-Philippe Batteux, tél : 05 49 06 16 80 ou 05 49 06 03 87.**
- Dans le centre de l'Indre (36), à vendre maison berrichonne à rénover plus une grande dépendance sur 6000 m<sup>2</sup> de terrain, 150 000 F. Etudieras toutes autres propositions. **Tél : 02 54 30 71 91.**

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



## Dettes du tiers-monde

La campagne pour l'annulation de la dette du tiers-monde suscite débats et prises de position. Ainsi, la France proposera au prochain G7 un plan qui vise à annuler pour trente ans tout paiement des intérêts de la dette. La Grande-Bretagne s'est prononcée, après l'Allemagne, pour une autre proposition visant à un allègement de 50 milliards de dollars. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), «le remboursement de la dette absorbe entre un quart et un tiers des recettes publiques, déjà limitées, des pays en développement, et évince ainsi les investissements publics dans le développement humain, pourtant cruciaux». En 1996, la dette du Sud se montait à 167 milliards de dollars. De nombreuses organisations non-gouvernementales demandent l'abolition pure et simple de cette dette.

## Burkina Faso victime du Paris-Dakar

Un lecteur de Peuples en marche qui se trouvait au Burkina-Faso au moment de la célèbre course signale que lors du passage des véhicules du Paris-Dakar, un policier a été renversé et tué sur le coup par un concurrent. Non seulement la course ne s'est pas arrêtée, mais en plus en France aucun média n'en a fait l'écho.



## Philippines Retour de la peine de mort

Abolie en 1976, la peine de mort a été rétablie cette année. Terre des Hommes relaie une campagne de Pahra (alliance philippine pour les droits de l'homme). L'association dénonce la présence de prisonniers politiques qui pourraient être les victimes de cette peine. Pour en savoir plus : *Xavier Renard, Terre des Hommes, 4, rue Franklin, 93200 Saint-Denis.*

## Réseau France-Congo

Pour informer sur la situation mouvante de la région des Grands Lacs, un collectif d'ONG s'est mis en place. Une campagne d'explication de la situation vient de commencer et se poursuivra jusqu'en 2002. Une vidéo «ABC de la RDC» est d'ores et déjà disponible auprès de la coordination de la campagne : *Cosi, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 03 86.*

## Y'a comme un pépin !

A l'automne, l'OMC, organisation mondiale du commerce (ex-GATT) doit se réunir pour redéfinir les accords commerciaux qui fixent les limites des tarifs douaniers et des subventions nationales, en particulier en ce qui concerne les produits agricoles. Ceci devrait aller dans le sens d'une plus grande «ouverture» du marché, c'est-à-dire vers une exploitation accrue du Sud par les multinationales du Nord. Le réseau européen des magasins Artisans du Monde (NEWS, network of european world shops) a lancé, le 8 mai dernier, une campagne intitulée «y'a comme un pépin !». Cette campagne revendique la transparence des négociations en présence des représentants des petits paysans du Sud. La campagne demande également que l'OMC laisse la place à une organisation démocratique qui puisse peser le pour et le contre de chaque décision internationale. Cette campagne, qui va prendre différentes formes (interpellation du ministre des affaires étrangères, petit déjeuner solidaire dans la rue...) devrait durer jusqu'en 2001. Des tournées de producteurs dans les domaines du sucre, du café, du riz et du cacao sont également programmées. Pour en savoir plus : *Jérôme Leclercq et Karine Greuet, Fédération Artisans du Monde, 3, rue Bouvier, 75011 Paris, tél : 01 43 72 37 37.*

## Madagascar Criquets & déforestation



Nous signalions dans notre numéro d'avril les dangers des traitements aux pesticides des nuages de criquets à Madagascar (les gens s'intoxiquant en mangeant les criquets morts). Il existe un moyen de barrer la route aux nuages : la forêt. Incapable de s'élever beaucoup au-dessus du sol, les criquets sont facilement arrêtés par une forêt. Le problème est que Madagascar est soumis à la déforestation et qu'en particulier la chasse aux grumes de palissandre fait que les compagnies ouvrent des pistes forestières à travers la forêt. Ces pistes deviennent des autoroutes pour les criquets. Alors que les criquets étaient autrefois confinés dans le sud du pays, ils ont envahi aujourd'hui toute l'île jusque dans les jardins de la capitale, Antananarivo.

(source : *Défis-Sud*, 1er trimestre 1999)



## Cantal Collecte de médicaments

Le SEL du Cantal récupère les médicaments pour les envoyer dans des dispensaires du Sud. Vous pouvez les amener au *local intercontinental et solidaire*, 25, rue de l'Égalité, 15000 Aurillac.

# Les droits du pétrole



Ci-dessus : Travail forcé sous contrôle de l'armée. Ci-contre : Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition démocratique



Un récent rapport gouvernemental américain indique que, si l'utilisation du travail forcé par Total n'est pas prouvée, un faisceau de preuves rend crédible cette accusation des réfugiés birmans. Cela tombe mal pour la firme française, dont le gazoduc controversé (1) est terminé, mais qui doit toujours faire face à un procès devant une juridiction américaine de pratiques esclavagistes en Birmanie.

## Total bénéficie de l'immunité en France, mais peut-être pas aux Etats-Unis.

Total est accusée devant la Cour fédérale de Los Angeles, avec son partenaire Unocal, de complicité de violations graves et répétées des droits humains pour son association avec le gouvernement birman dans la construction du

de la plainte contre Total (2). La réponse du gouvernement à une question écrite à l'Assemblée est éloquente : «La production par les conseils de Total d'un document approuvé par le ministère français des affaires étrangères visait d'abord à trancher une question de principe : il s'agissait d'éclairer l'opinion

du juge sur l'irrecevabilité d'une instance aux Etats-Unis contre une société française pour des faits allégués qui auraient été commis dans un pays tiers. [...] En tout état de cause, la France n'est pas favorable à des sanctions économiques qui, en accroissant l'isolement du pays, seraient susceptibles d'avoir des conséquences négatives sur les possibilités d'évolution et sur les conditions de vie très difficiles de la population» (3). Faut-il comprendre que ce gazoduc, en délivrant du gaz à la Thaïlande et en enrichissant la junte au

taillons, des véhicules 4x4 pour les commandants et du pétrole. Des hélicoptères et des camions de Total auraient aussi été utilisés pour transporter des troupes et des munitions (4). Une mission d'information de l'Assemblée nationale sur les activités des compagnies pétrolières, présidée par Marie-Hélène Aubert (Verts/Eure-et-Loir), se penche particulièrement sur les cas d'Elf et de Total. Au même moment, le directeur de la communication de Total, Jo Daniel, quitte ses fonctions pour rejoindre le cabinet de Laurent Fabius. Il aura notamment en charge la publicité des travaux de la mission d'information (5). A noter que les PGD de Total et Elf n'ont accepté de venir témoigner devant la mission, que si leur audition avait lieu à huis clos (6)...

David Boilley ■



Camp de travail sur le chantier du gazoduc

tronçon terrestre du gazoduc transportant du gaz destiné à la Thaïlande, charges aggravées par une suspicion d'implication directe dans le blanchiment des revenus du trafic d'héroïne. Les pétroliers jouissent de la protection de l'armée birmane, réputée pour ses violations massives des droits humains et son utilisation systématique de travaux forcés, et dont l'équipement est financé substantiellement par l'argent de la drogue. Le gouvernement français a, selon les termes d'une requête *Amicus Curiae* (Ami de la Cour) présentée en septembre 1997 par des avocats américains, demandé le classement sans suite

pouvoir aura des conséquences positives pour la population ? La construction et l'entretien des camps des dix bataillons qui protègent actuellement le gazoduc, se fait en ayant recours aux travaux forcés. La population doit aussi fournir les matériaux de construction et la nourriture, sans compensation. Des estimations locales évaluent à 15000 le nombre de réfugiés qui ont fui le chantier du gazoduc. Selon le *Bangkok Post*, les compagnies pétrolières auraient aidé financièrement cette protection militaire. Malgré les dénégations d'Unocal, le journal précise que Total aurait donné 5 millions de kyat pour chacun des ba-

- (1) Voir *Désespoir TOTAL en Birmanie*, Silence n°201 (janvier 1996) ; *La Birmanie, TOTAL et les droits de l'Homme : dissection d'un chantier*, Rapport de situation, FIDH N°224 (octobre 1996) 48 pages, 50 F
- (2) Voir Francis Christophe, *Birmanie, la dictature du pavot*, Editions Philippe Picquier (avril 1998), qui publie en annexe des extraits de la requête française.
- (3) *Politique extérieure* (Birmanie - attitude de la France), JO du 8 juin 1998, repris dans *Info-Birmanie* n°12, août 1998 (14, passage Dubail, 75010 Paris).
- (4) *The Bangkok Post*, 14 février 1999
- (5) Note d'information du Réseau Voltaire n°181 (du 04/11/98 au 10/11/98, <http://www.reseauvoltaire.net>).
- (6) *Le Canard Enchaîné*, 27 janvier 1999.



## Suisse Fête contre Superphénix

Le WWF, dans le cadre de la campagne «sortie du nucléaire» en Suisse, organise le 5 juin à Genève une fête sur le thème de la victoire contre Superphénix.

Pour en savoir plus : *Françoise Chappaz, WWF, chemin de Poussy, 14, CH 1214 Vernier, tél : 022 939 39 90.*

## Superphénix vaut un franc !

Alors que le surgénérateur a déjà englouti de l'ordre de 60 milliards de francs, les négociations entre le gouvernement et la NERSA, société européenne propriétaire du site ont conduit à la solution suivante : Superphénix est vendu à EDF pour 1 F symbolique et reprend à son compte les dettes accumulées (au moins 4,1 milliards). Les anciens partenaires d'EDF regroupés au sein de la NERSA (ENEL italienne, SBK consortium avec des participations allemandes, anglaise et néerlandaise) restent par contre co-proprétaires des déchets engendrés, EDF ne voulant pas payer pour cela. Cela leur coûtera au moins 2,7 milliards en tout. Enfin, la société NERSA a été mise en liquidation début février 1999.

(source : *Investigation Plutonium, février 1999*)

## 10 F pour Stop-Golfech

Pour demander un débat sur le nucléaire, trois militants de Stop-Golfech ont passé quelques jours sur une tour de refroidissement de la centrale située près d'Agen. Cela leur vaut aujourd'hui une amende de plus de 15 000 F. Si une souscription qui a rapporté aujourd'hui environ 30 000 F a permis de couvrir les frais de justice, le comité lance une action originale pour payer l'amende : elle cherche 1500 personnes se déclarant solidaires des trois personnes condamnées. Ces personnes sont



## Manifestations antinucléaires ▲

**A** un mois d'intervalle, deux manifestations antinucléaires se sont déroulées dans le nord-est de la France. La première, le 21 avril (que nous n'avons pas eu le temps d'annoncer car organisée dans des délais très courts) a réuni, malgré une pluie abondante, environ 1500 personnes dans les rues de Verdun (photo de gauche) contre le projet d'enfouissement des déchets dans la région. Les élus opposés au projet, organisateur de la manifestation, ont rappelé pourquoi il ne fallait pas enfouir les déchets. Le Réseau Sortir du nucléaire a rappelé que la seule solution aux déchets, c'est d'arrêter d'en produire.

La deuxième, le 25 avril, a été organisée par des groupes allemands, luxembourgeois et le Réseau Sortir du nucléaire, à la limite des trois pays. Il s'agissait d'une tentative de record de la banderole la plus longue du monde (photo de droite). Si le record n'a pas été battu (4,2 km réalisés selon des huissiers contre un record de 10,7 km), cette action mise en place sur place par environ 800 personnes (dont 200 Français) a permis le lancement de la nouvelle campagne du Réseau : 100 000 signatures contre une nouvelle génération de centrales nucléaires (le document devrait être mis dans un prochain numéro de Silence). A Poitiers, une manifestation a également réuni environ 200 personnes pour l'anniversaire de Tchernobyl. Cette manifestation dénonçait un nouveau redémarrage de la centrale de Civaux qui connaît depuis le début des incidents qui n'annoncent rien de bon.

Le Réseau fédère aujourd'hui près de 350 groupes en France, un record inégalé depuis le début des luttes antinucléaires.

Contact : Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22, site internet : [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org).

## Isère Surveillance de Saint-Maurice- Saint-Alban

Après le renouvellement des autorisations de rejets, l'association pour l'information rhodanienne sur l'énergie, AIRE, organise une quatrième campagne de surveillance radiologique indépendante afin de surveiller les pollutions radioactives possibles autour de la centrale de Saint-Maurice Saint-Alban, à 40 km au sud de Lyon.

Pour aider au financement de cette campagne, il est possible de faire un don à : AIRE, Foyer Henri Barbusse, 38150 Roussillon.

## Japon Monju toujours en panne

**D**epuis décembre 1995, le surgénérateur de Monju (280 MW soit le quart de Superphénix) est à l'arrêt suite à un feu de sodium (une tonne a brûlé, photo du bas). Depuis, la théorie nucléaire du Japon est en panne : l'idée d'un cycle complet du nucléaire (comme prévu également en France) a du plomb dans l'aile. Le réacteur ne redémarre pas pour plusieurs raisons : d'abord une opinion devenue extrêmement antinucléaire, deuxièmement, la peur qu'une nouvelle panne discrédite encore plus le programme nucléaire, troisièmement, le Japon se trouve isolé depuis la décision d'arrêter Superphénix en 1997, enfin, le crack boursier de 1998 fait que le gouvernement hésite à poursuivre le programme nucléaire. (source : *La Recherche, avril 1999*)



## Electroménager économe

En 1960, un lave-linge de 5 kg consommait environ 230 litres d'eau et 5 kWh à chaque utilisation. En 1980, on en était encore à 130 litres et 3 kWh. Aujourd'hui, on en est en moyenne à 50 litres et 1 kWh. L'appareil le plus performant sur le marché est, début 1999, l'Öko-Lavamat 86820 de A+T électroménager qui consomme 39 litres et 0,89 kWh. (source : WWF Magazine, 2e trimestre 1999)

## TVA : ministre contre députés

En 1997, puis en 1998, l'assemblée nationale a voté à deux reprises un taux de TVA réduit à 5,5 % pour l'énergie bois. A deux reprises, le ministre des finances n'a pas appliqué cette décision. Lors de l'adoption du projet de loi de finance pour 1999, deux amendements votés à l'unanimité ont été retirés par le ministère des finances. Ces deux amendements proposaient un taux réduit de TVA sur les abonnements aux réseaux de chaleur pour l'un et sur les bois-énergie pour l'autre. Cette même loi de finance fait baisser de 20,6 % à 5,5 % les abonnements EDF et GDF à partir du 1er janvier 1999. Conclusion : cherchez où est la démocratie, cherchez pour qui travaille Dominique Strauss-Kahn.

(source : Ajena-contact, avril 1999)

## Chauffage électrique : EDF contre-attaque

Nouvelle campagne de publicité à la télévision pour le chauffage électrique. Mais ce n'est



## Cogénération : France à la traîne

La cogénération consiste à récupérer la chaleur dégagée par une turbine produisant de l'électricité. La turbine peut être alimentée par différentes sources d'énergie (bois, gaz, biogaz...). L'utilisation combinée d'électricité et de chaleur peut permettre de fortes économies d'énergie lorsque les deux besoins se font sentir. Ainsi, dans le secteur industriel, la cogénération a trouvé des débouchés intéressants, de même dans le milieu hospitalier. La cogénération de petite taille peut également être adaptée au logement si par exemple, on a besoin de chaleur en été (complexe nautique). La France dans ce domaine est à la traîne : fin 1997, on comptait 1566 installations en Allemagne (303 MW électrique), 857 en Grande-Bretagne (102 MWe), 58 en Espagne (11,3 MWe), 53 au Danemark (14,6 MWe), 50 en Italie (5,1 MWe) et 12 en France (3,2 MWe). GDF a réalisé une étude pour connaître les emplacements où la cogénération serait rentable. Elle estime que 250 à 500 installations par an sont possibles soit un potentiel de plusieurs dizaines de MWe par an. EDF ne fait pas contre rien pour inciter à l'autoproduction des industriels et des collectifs. (source : Rhône-Alpes Energie, mars 1999)

pas tout. Sous prétexte d'une enquête sur les modes de chauffage, EDF fait de la prospection téléphonique dans certaines classes de population sensées être en âge d'acheter une résidence individuelle. La propagande continue. Voynet reste impuissant.

## Lausanne Solaire & développement durable

L'école polytechnique de Lausanne (Suisse) organise les 22 et 23 septembre une

conférence internationale sur l'énergie solaire dans le bâtiment et le thème du développement durable. Contact par fax au 021 693 27 22 ou internet <http://lesowwww.epfl.ch>.

## Drôme Lampes économes

Les HLM de la Drôme ont décidé d'offrir deux lampes économes à tous leurs nouveaux locataires. Une excellente initiative.

(source : Environnement magazine, décembre 1998)

# La Gaudriole

## La Foire Bio de Bourgogne



## Plus de 100 exposants

Produits bio : vins, pains, fromages, légumes ...  
Artisanat régional,  
Écoproduits, Habitat

Nombreuses animations : sur 800 m<sup>2</sup>, "la ferme bio", pour tout savoir sur l'élevage biologique et "Le parcours bio", pour devenir un parfait jardinier bio.

Animations musicales et animations pour les enfants.

Le samedi : conférence "vin et santé", exposition et dégustation "les vins bio en Bourgogne"

samedi 26 et dimanche 27 juin

Parc du Château de Pierre de Bresse (71) à 1 h 30 de Lyon

Programme et renseignements : 03 85 76 27 16  
et pour organiser votre W-E : 03 85 75 05 02

|                      |   |                  |   |
|----------------------|---|------------------|---|
| Châlon<br>A6<br>Lyon | + | Dijon            | Groupement des Agrobiologistes de Saône et Loire<br>Economistes de la Bresse Bourgignonne<br>Confédération des Groupements des Agrobiologistes de Bourgogne |
|                      |   | Pierre de Bresse |   |
|                      |   |                  |   |
|                      |   |                  |   |



# Le ni-ni écologiste

**J**e me propose de fournir quelques clés pour s'y retrouver dans la cacophonie des partis et particules qui prétendent représenter les écolos, mais touchent en fait des électorats si différents qu'on ne peut les affubler du même nom.

**Il serait stérile de reprendre le vieux débat sur l'intérêt ou la nécessité de la présence d'élus écolos sur l'échiquier politique, vu qu'ils y sont. Mais que représentent-ils ?**

## Milieu ou environnement ?

Première distinction : les écologues parlent de *milieu*, le grand public (entendez les journalistes) parle plutôt d'environnement. Or cette question de mots n'est pas innocente : l'environnement, c'est la verdure autour de nous : quand elle jaunit, on manifeste. Si l'environnement est autour, c'est que nous sommes au centre.

Cet anthropocentrisme, héritage judéo-chrétien repris par Marx qui préconise la domination de la nature, a fait apparaître une espèce particulière : les environnementalistes. Pour eux, le cœur du système socio-économico-politique actuel est bon (le travail c'est la santé, l'argent, c'est la liberté), mais il y a des effets périphériques pervers, c'est-à-dire dangereux pour le centre : chômage, immigration, pollution... Cette liste sert de substitut électoral à ceux qui sont en panne de programme politique. Une autre espèce particulière, les écologistes, pensent au contraire que c'est le cœur du système qui n'est pas bon et qu'il faut agir sur les causes centrales.

D'où ma première question aux élus : pensez-vous qu'il est possible de viser les deux clientèles à la fois ou qu'il faut choisir clairement son camp ? Si oui, lequel ? Ce qui permet déjà un joli tri parmi les élus actuels.

## Abstrait ou concrets ?

Deuxième distinction : il y a des gens qui sont concrètement écolos et d'autres abstraitement.

Exemple 1 : ceux qui sont concrètement antinucléaire courent leur compteur et fabriquent leur électricité ; ceux qui sont abstraitement antinucléaire vont aux manif, mais financent les centrales nucléaires en payant leur redevance, ou piratent EDF et laissent la lumière allumée jour et nuit pour mieux faire tourner les centrales.

Exemple 2 : ceux qui roulent au GPL et ceux qui roulent avec des diesels qui fument (1)

Exemple 3 : ceux qui boycottent les produits des monocultures du tiers-monde et ceux qui achètent «commerce équitable».

Ne devrait-on pas plutôt dire : les écolos et les pro-écolos, comme on disait les pro-situs dans les années 60 ? A noter que les autres partis ont le même problème : il y a les socialistes et les pro-socialistes qui aiment le caviar... Disons les écolos et les sympathisants écolos. Cette distinction est importante pour les élus, parce que ce n'est pas par nous, les écolos, que vous êtes élus (nous ne sommes pas assez nombreux) mais par les sympathisants écolos.

D'où ma deuxième question aux élus : pensez-vous que votre électorat souhaite un aménagement écologique des autres politiques de gauche ou de droite ? Ou qu'il attend de vous que vous inventiez un projet de société ? Dans le premier cas, vous représentez les sympathisants, pas les écolos. Dans le deuxième cas, vous pouvez cumuler. Ce qui permet un nouveau tri parmi les élus actuels. On peut d'ailleurs se demander s'il en reste pour représenter les écolos.

## Droite ou gauche ?

Troisième distinction : une troisième espèce particulière est apparue : les «nini» (ni gauche, ni droite), ce qui laisse entendre qu'il y aurait trois choix politiques possibles. Je vais essayer de mettre en évidence qu'il n'y en a qu'un : d'abord la droite n'est pas un projet politique, c'est une situation réalisée et cogérée par tous les partis. Et ce n'est ni une gestion néoécologiste, ni une gestion néosocialiste du capitalisme, ni les deux à la fois de la gauche plurielle qui changeront fondamentalement cet état de fait. Resterait donc deux alternatives de société : le socialisme (au sens du 19<sup>e</sup> siècle) et l'écologie politique.

Or la question se pose autrement : au 19<sup>e</sup> siècle, les choses étaient claires (et dramatiques) : le prolétariat produisait, la bourgeoisie consommait. Les bourreaux et les victimes. Les riches et les pauvres. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, quelques-uns eurent l'idée géniale d'enrichir le prolétariat pour s'enrichir davantage encore. Consommation de masse = production de masse = profits en pagaille. Phénomène analysé par Lipietz sous le nom de fordisme. D'où l'idéal «tous riches» que la planète entière s'est mise peu à peu à partager.

Double d'un autre mirage : la fin du travail. Au lieu de faire travailler les humains, on fait travailler les machines (aujourd'hui, le plus rentable est de faire travailler le capital). Nos grands-parents doivent se retourner dans leur tombe lorsqu'il nous entendent nous plaindre que les machines nous piquent notre travail !

## Producteur ou consommateur ?

La grande nouveauté tragi-comique dans cette affaire, qui s'est révélée peu à peu, c'est que le pouvoir a changé de côté, le pouvoir réel, c'est-à-dire le pouvoir sur le réel : par l'ensemble de nos comportements d'achat, nous les consommateurs, façonnons la surface de la planète. Par cet acte grave qu'est l'achat (que nous commettons les doigts dans le nez) à cause de tout ce qu'il induit en amont et en aval, nous décidons du niveau de vie des producteurs, des famines, des guerres du pétrole, de la pollution atmosphérique, de la couleur des paysages... sans cesser pour autant d'être exploités en tant que producteurs.

Les exploitants dominés et les exploités dominants. La grille de lecture marxiste en est toute retournée. Les signes d'allégeance des propriétaires des moyens de production à l'égard des consommateurs sont évidents : le client-roi, la dictature de l'audimat, les études de marché, les sondages d'opinion qui dictent leurs discours aux élus et aux gouvernants.

On pense à La Boétie qui disait au 16e siècle dans son *Discours de la servitude volontaire* que le prince tient son pouvoir du peuple. Si le peuple détourne les yeux du prince, le prince n'est plus prince.

Si nous arrêtons d'acheter Nestlé, Nestlé disparaît. Si nous coupons nos compteurs, EDF disparaît. C'est un pouvoir de fait collectif que personne ne détient individuellement. La somme de nos impuissances est toute-puissante. Les grands propriétaires des moyens de production autrefois tout-puissants sont passés sous la domination des innombrables pe-

tits propriétaires des moyens de consommation. Et du coup, nous ne savons plus où nous sommes, tantôt du côté des victimes, dans nos bureaux et nos usines, tantôt du côté des bourreaux dans nos supermarchés.

Mais il ne s'agit pas là d'une troisième voie : le nini. Il faut se rendre à l'évidence : l'écologie comme projet de société annule et remplace dans une société fondée sur la consommation ce qu'était le socialisme dans une société fondée sur la production. C'est donc rigolo de voir les Verts se jeter dans les jupes de Jospin, alors qu'on s'attendrait plutôt à voir les socialistes se jeter dans le pantalon de Voynet.

D'où ma troisième question aux élus : êtes-vous prêts à défendre un programme politique de société post-libérale fondé sur la décroissance ? Vous allez me dire que ce n'est pas tenable. Je vous rétorque que le contraire non plus, alors choisissez !

## Conclusion ni verte ni rouge

L'écologie est fondamentalement politique, mais la politique de nos élus n'est pas encore écologique. Ce n'est donc pas nous qu'ils représentent. Pour l'instant.

Parfois nous nous demandons si nous ne devrions pas faire de l'*entrisme* chez les Verts. Mais ils risqueraient de voir rouge, ce qui n'est pas le but recherché.

Diogène ■

La Nef des Fous

(1) ndlr : et ceux qui font du vélo, du train... ?

ROMILLY - SUR - SEINE (AUBE)

# Terre nature

1ère Foire de la Bio, des Produits Nature et de l'Environnement

22-23-24 mai

Parc de la Béchère

- Nombreux exposants
- Vols captifs en montgolfière
- Animations diverses...

entrée gratuite

ROMILLY SUR SEINE

Renseignements : Mairie 10100 Romilly/Seine - 03 25 39 43 80





## Petites phrases

«Les écologistes se sont attirés une haine comme seuls en sont l'objet ceux qui ont eu raison trop tôt»

G. Dupuy, Libération, 9 février 1999.

## Chine les dix ans de Tian'anmen

Le 4 juin 1989, les chars chinois entrent en force sur la place Tian'anmen, noyant dans le sang les revendications à la démocratie des jeunes. Dix ans après, une manifestation du souvenir se déroulera à Paris avec le 3 juin, une veillée et le 4 juin un colloque sur le thème de la démocratisation en Asie.

Renseignements : Marie Holzman, 129 bis, avenue de Choisy, 75013 Paris.

## Liste Verte : timide ouverture !

La première personne non verte sur la liste des Verts est Jean-Pierre Galland, animateur de la lutte pour la dépénalisation du cannabis... mais il est en 25e position... Il faudrait que les Verts fassent 28 % pour qu'il soit élu ! Les neuf autres personnalités sont encore plus loin.

## Etats généraux de l'écologie

A l'image de ce que font leurs homologues belges, les Verts français lancent un appel général pour la mise en place chaque été d'Etats généraux de l'écologie. Ceux-ci devraient comprendre 70 à 80 forums thématiques et permettre d'ouvrir le débat entre les Verts et les milieux associatif, syndicaliste, intellectuel... Cela reste toutefois une chasse gardée des Verts puisque ceux-ci annoncent que chaque forum sera préparé

par dix personnes dont cinq Verts. Et comme le dit ouvertement Denis Baupin, chargé de cette initiative au sein des Verts, cela permettra «d'attirer des milliers de nouveaux adhérents».

Pour en savoir plus : Les Verts, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 45 55 10 01.

## Ecologie, socialisme, distributisme

Jean-Paul Lambert, auteur de nombreux ouvrages sur le distributisme et du tout récent «écologie et distributisme» (livre du mois de mars) se propose éventuellement de mettre en place des journées d'études sur le thème «socialisme, écologisme, distributisme». Ces journées commencent par une analyse du fonctionnement re-distributiste actuel, sur les conséquences de ce modèle, sur ce que propose le distributisme, ses conséquences sociales, sur l'histoire du mouvement distributiste, sur les problèmes politiques et techniques qui se posent, sur les possibles rapports entre le distributisme, le socialisme et l'écologisme. Si cela vous intéresse, vous pouvez écrire à : Jean-Paul Lambert, c/o Silence, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon avec une enveloppe timbrée à votre nom pour une première correspondance.

## Alternative libertaire à la rue

L'immeuble voisin des locaux de la revue Alternative Libertaire devaient être détruits au bénéfice de la ville de Paris. Le chantier a pris ses aises : le local militant a été saccagé et un mur a disparu dans la bavure. Plainte a été déposée pour essayer de savoir s'il s'agit vraiment d'un accident, mais en attendant, la revue est à la rue. Elle cherche un local pas cher et a besoin d'argent pour racheter le matériel endommagé.

Alternative Libertaire, BP177, 75967 Paris cédex 20.

## Reims Militant libertaire condamné

Après une manif contre un meeting du FN, le 14 février 1998, à Reims, une soixante de jeunes restés sur place sont pris à parti

par les occupants d'une voiture. Les jeunes se défendent croyant avoir affaire au service d'ordre du FN. Il n'en est rien, ce sont des policiers des renseignements généraux. Cela vaut à Jean-Noël d'être traîné au tribunal pour «dégradation d'un véhicule de police». En première instance, en juin 1998, il est relaxé, le jugement dit «qu'à aucun moment, les occupants du véhicule n'ont informé les manifestants de leur qualité de policier» (...) «les lieutenants Rosso et Messien ont eu un comportement pour le moins incompréhensible». La police fait appel. Le 3 mars 1999, nouveau procès. Autre juge, autre temps. Le 31 mars, le verdict tombe : 3 mois ferme + 5 mois de sursis, 30 000 F de frais d'amende. Un recours en cassation a été engagé.

Soutiens à : Egrégoire, BP1213, 51058 Reims cedex.

## Rhône Café politique

Les Verts du nord du Rhône organise depuis le début de l'année un café philosophique à Villefranche-sur-Saône. Le prochain, le 1er juin à 19 h, au café Corto, rue des Jardiniers, portera sur «la santé dans notre assiette». A partir de septembre, un café philosophique se tiendra chaque premier mardi du mois.

Renseignements : Les Verts, 47, passage de l'ancienne mairie, 69400 Villefranche, tél : 04 74 65 33 27.

## GREENPEACE plus démocratique

Un des reproches faits à Greenpeace est son fonctionnement peu démocratique. Copiant le fonctionnement des entreprises, la multinationale écologiste voyait ses campagnes dictées d'en haut. Sous la pression du nouveau directeur de Greenpeace-France, Bruno Rebelle, la direction internationale a accepté une modification des statuts qui va permettre aux quelque 25 000 donateurs français de devenir de réels adhérents selon l'esprit de la loi de 1901 sur les associations. Ces adhérents pourront désigner 15 représentants au sein d'une assemblée statutaire, 15 autres représentants étant désignés par l'assemblée statutaire sortante. Au total, les 30 personnes choisissent les campagnes menées en France et désignent un conseil d'administration chargé de les mener à bien. Ce vote par moitié permet d'éviter les risques d'infiltration et de déstabilisation qui ont déjà eu lieu à Greenpeace et donne enfin la parole aux adhérents. Cette mesure devrait s'accompagner d'une multiplication des groupes locaux en France (onze actuellement).

Contact : Greenpeace, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## Contre les politiques néo-libérales

ATTAC, la coordination contre les clones de l'AMI, le forum mondial des alternatives, le comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, le groupe féministe du sud Dawn, organisent du 24 au 26 juin à Paris une rencontre internationale «contre les politiques néo-libérales». L'un des enjeux de cette rencontre sera de donner la parole aux gens du sud, les plus touchés par le phénomène de la mondialisation de l'économie.

Programme : ATTAC, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris, tél : 01 43 36 30 54.



# Euro-magouilles

Elles et ils sont quelques un(-e)s à se vanter d'avoir provoqué la chute du collègue exécutif. Par exemple la socialiste Britannique Pauline Green, à la tête de la plus importante fraction à

quelques cas litigieux, y compris remontant à la décennie Delors (1985-1995). Comme le constate, un brin désabusé, Wilfried Telkämper, eurodéputé écologiste (3), "la presse a le pouvoir de porter

core aux côtés d'un intime, Abel Farnoux, l'ex-premier ministre cinq jours avant sa nomination à Bruxelles, se vit attribuer grâce à elle sept contrats pour un total de quelque 19,5 millions de F. Jean Louis Reiffers, un autre pote de miss "rien à cirer", arracha pour sa boîte de conseils un appel d'offres pour 530 000 F qu'il avait organisé alors qu'il émargeait sur les tablettes de la Commission. Dans son mémoire de 34 pages, qu'il avait transmis le 9 décembre 1998 à Magda Aelvoet, la présidente belge du groupe des Verts (28 élus) à Strasbourg, Paul van Buitenen (41 ans), fonctionnaire néerlandais suspendu de ses fonctions le 16 dé-

**Ni le premier rapport du "comité d'experts indépendants", qui a poussé Jacques Santer et ses dix-neuf collègues de la Commission bruxelloise à la démission, le 16 mars dernier, ni la majorité des députés strasbourgeois ne remettent fondamentalement en cause les orientations mêmes de la politique communautaire...**

Strasbourg. Or le 17 décembre 1998, elle avait déposé au nom de son groupe une motion de censure, destinée à être rejetée. Face au courroux grandissant de ses "troupes", elle informa Jacques Santer, dans la nuit du 15 au 16 mars, qu'elle ne pouvait plus le gratifier de sa bienveillance. Aujourd'hui elle se plastronne de sa rébellion, campagne électorale oblige... Diemut Theato (Union chrétienne-démocrate), Rosemarie Wemheuer (SPD) et Edith Müller (Alliance 90/Verts) ont abattu un travail scrupuleux de contrôles des finances. Cependant, l'harmonie, la méticulosité, l'opiniâtreté qu'elles ont déployées ne sauraient occulter qu'elles n'ont été choquées que par les dysfonctionnements et les détournements, et non par l'opportunité de tel ou tel programme.

## Arrogance mitterrandienne

Plusieurs journalistes rassemblèrent les fruits de leurs investigations ; parmi eux, Hartwig Nathe (du news magazine munichois *Focus*), Jean Quatremer (*Libération*), André Riche (*Le Soir* de Bruxelles). Le Luxembourgeois Jean Nicolas, collaborateur de quatre quotidiens belges du groupe Rossel (lié à l'empire Hersant) démonta patiemment à partir de l'été dernier et sans mollir le sidérant imbroglio du "watergate européen". Jouissant d'une "liberté totale" pendant son enquête, il a été licencié par son employeur le lendemain du retrait des "intouchables". Son ouvrage, *L'Europe des fraudes*, paru le 31 mars (1), fourmille de révélations explosives sur les affaires dont les cinq sages (2) n'ont pointé que



un dossier sur la place publique, le *Parlement, non !*, s'interrogeant si d'aucuns ne visent pas davantage le "scoop" que la recherche de la vérité. Alors que certain(-e)s commissaires épinglés tant par la presse que par la Cour des comptes européenne de Luxembourg et l'expertise susmentionnée ont fait semblant de battre leur coulpe, Edith Cresson, 65 ans, fidèle à elle-même, a répondu avec une arrogance toute mitterrandienne aux accusations formulées à son encontre. L'emploi grassement rémunéré (d'abord 24 400 F, puis 45 375 F mensuels) de son "ami" René-Marie Berthelot pour quelques notes rédigées sur la base de textes déjà publiés et études menées entre le premier septembre 1995 et le 31 décembre 1997 apparaîtrait presque bénin au regard d'agissements confinant à de la corruption caractérisée. Ainsi, la société Services Industries Stratégies Internationales et Environnement (SISIE), appendice du consortium Schneider, que dirigeait en-

cembre pour manquement à "l'obligation de réserve", relate non seulement quelques-unes des irrégularités commises par certaines de ces éminences mais aussi comment ses supérieurs s'échinèrent à les dissimuler. L'on apprend aussi de la plume de l'intègre Batave, lequel envisage d'ester devant la Cour de justice européenne à Luxembourg s'il ne réintègre pas son poste, que l'influence d'Edith Cresson s'étendait sur bien d'autres secteurs que celui de son ressort (sciences, recherche, éducation, formation et jeunesse). Mais un des plus énormes scandales remonte au printemps 1995, alors que l'ex-première ministre venait de prendre ses

(1) Aux Editions PNA, collection *Scoop* - BP 81 - L 8317 Cap - 158 pages - 145 francs.

(2) Inga-Britt Ahlenius (Suède), Juan Antonio Carrillo Salcedo (Espagne), Pierre Lelong (France), André Middelhoek (Pays-Bas) et Walter Van Gerven (Belgique).



quartiers outre-Quévrain. Les députés écologistes Nuala Ahern (Irlande), Hiltrud Breyer et Wilfried Telkämper (Allemagne) avaient réuni des preuves accablantes contre les cadres chargés du programme *JOULE*, lequel prévoyait



d'octroyer entre 1995 et 1998 quelque 1,82 milliard de francs aux énergies renouvelables. Les élu(e)s constatèrent noir sur blanc que les expertises avaient été singulièrement manipulées à la baisse : Ezio Andreta, un des directeurs du staff Cresson, avait sciemment déclassifié des offres sélectionnées comme prioritaires par les scientifiques, alléguant qu'en dépit des sommes allouées, il n'y avait pas suffisamment de projets solaires et éoliens susceptibles de concrétisation ! Paolo Vasella, le supérieur d'Ezio Andreta, avait siégé précédemment dans le conseil de surveillance d'EDF..

## “Bombe à retardement”

Entre 1990 et 1997, les Quinze avaient affecté 848,5 millions d'écus (5,5 milliards de francs), dont 786,1 millions d'écus (5,1 milliards de francs) dans le cadre

des programmes *PHARE* et *TACIS*, à la sécurité du parc nucléaire dans les pays situés jadis derrière le *rideau de fer*. Seuls 306,6 millions d'écus (2 milliards de F) avaient été dépensés au 31 décembre 1997. Quid de l'imposant reliquat ? Le rapport relatif à l'exercice 1997 que Bernhard Friedmann, le président de la Cour des comptes européenne de Luxembourg, avait publié le 17 novembre dernier indique par exemple qu'un tiers des marchés d'assistance sur

site avait été passé sans mise en concurrence préalable, que les modalités de sous-traitance avaient permis aux contractants de “réaliser des marges importantes et incontrôlables”, que le démantèlement des réacteurs du type RBMK, les plus dangereux, ne figure pas, hormis l'unité de Tchernobyl, dans les objectifs de la Commission de Bruxelles et que la mobilisation des crédits dégagés pour le “massif de protection” du bloc 4, qui avait explosé le 26 avril 1986, reste “particulièrement faible” : sur les 59 millions d'écus (383,5 millions de F) dévolus à cette opération, 12 millions (78 millions de F) ont fait l'objet de commandes fermes. “Plutôt que de désamorcer la bombe à retardement à l'est, la Commission sert les intérêts du lobby atomique occidental”, insistèrent Udo Lielischkies et Stephan Stuchlik dans leur remarquable reportage, diffusé le 17 décembre 1998 sur l'ARD, la première chaîne allemande. L'exécutif ukrainien avait

signé le 20 décembre 1995 à Ottawa avec les délégués du G7 un mémorandum afférent à la fermeture d'ici 2000 de la centrale de Tchernobyl, dont le principe avait été retenu lors du sommet de Naples en juillet 1994. Qui parle encore des 337 millions de dollars (1,9 milliard de F) octroyés pour un second sarcophage ? Alors qu'avec des mesures ciblées l'Ukraine pourrait économiser jusqu'à 57% de sa consommation électrique et que ses dirigeants avaient préconisé l'édification d'une usine à gaz et à vapeur de 600 mégawatts, Bonn et Paris tentent de convaincre la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, sise à Londres, de faire un prêt de 1,2 milliard de F pour la modernisation de deux réacteurs atomiques VVER de 1000 mégawatts, proches des conceptions occidentales, à Khmel'nitsky et Rovno (3). Euratom, l'autorité européenne en matière de nucléaire, sollicitée par ailleurs pour contribuer à la finition du réacteur 3 de Kalinine, à 300 kilomètres au nord de Moscou, injecterait 3,15 milliards de F dans ce projet évalué à 10,8 milliards de F. La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et son homologue d'outre-Rhin Hermes se porteraient garantes pour un volume d'environ 2,9 milliards de F. Bien que des experts indépendants aient émis les plus sérieuses réserves, la BERD, présidée depuis le 19 mai 1998 par le Germain Horst Köhler, suivra-t-elle les recommandations des politiciens plus soucieux des desiderata de Siemens et de Framatome que des inquiétudes des populations encore sous le choc de la catastrophe d'il y a treize ans ? Des ingénieurs et techniciens d'EDF interviennent dans les complexes de Rovno et Kozloduy (Bulgarie), lequel présente aux yeux de tous les experts les plus grands risques ; des agents de la Nersa, exploitante de Superphénix, œuvrent à Beloyarsk (Russie). La Riskaudit, groupement de l'Institut pour la protection et la sécurité nucléaire et de son homologue d'outre-Rhin, avait offert ses services grassement rémunérés aux autorités moscovites. Détail piquant : le directeur des programmes *PHARE* et *TACIS* fut le juriste François Lamoureux, ex-chef de cabinet d'Edith Cresson...

(3) L'interview de Wilfried Telkämper, le descriptif de quelques sombres combines et un panorama des aberrations communautaires ont paru dans *A Contre-Courant syndical et politique* de mai 1999, BP 2123, 68060 Mulhouse cedex, tél/fax : 03 89 46 29 79.



## De mèche avec les viandeurs

Changement de continents. L'UE a favorisé, à hauteur de 33 millions d'écus (205,15 millions de F), la prospérité du Barito Pacific Group, le principal conglomérat forestier indonésien, lequel avait

acquis la concession d'Aya Yayang (95 000 hectares) au sud de Kalimantan (Bornéo). A l'automne 1997, le BPG, qui sévit sur un territoire de 5,5 millions d'hectares, et d'autres compagnies avaient soudoyé des hommes de main pour allumer d'immenses brasiers ; de janvier à mars 1998, 63 000 hectares partaient en fumée sur Bornéo. Au total plus d'un million d'hectares flambèrent dans

l'archipel, obscurcissant durant de longues semaines le ciel et polluant l'atmosphère jusqu'en Thaïlande et au Sri Lanka. L'Indonesian Forest Programme, doté de 109,8 millions d'écus (719,20 millions de F), comprend un chapitre sur la prévention des incendies... Ces cinq dernières années, l'UE a permis la construction de 2000 kilomètres de routes trouant la forêt pluviale camerounaise aux écosystèmes si sensibles (4). Les 52 kilomètres de l'ancienne piste coloniale restaurée, entre Abong Mbang et Lomié, jouxtent la réserve de Dja, classée "patrimoine mondial de l'humanité" par l'UNESCO. Des chasseurs professionnels profitent du déblayage par les bûcherons et massacrent sans vergogne gorilles, chimpanzés, éléphants, impalas... vendus entiers ou dépecés sur les marchés. Les policiers, de mèche avec les viandeurs, fournissent souvent carabines et cartouches. Les 17 millions d'hectares de forêts tropicales au Cameroun, au fin fond desquelles vivent 40 000 pygmées Baka, abritent une faune et une flore très variées en butte à maintes menaces. La nouvelle Commission que dirigera l'Italien Romano Prodi rendra-t-elle caduc le cadeau de 55 millions d'euros (360,25 millions de F) pour de nouvelles voies promises au dictateur Paul Biya et dont profiteraient aussi les firmes françaises Pallisco (du groupe Pasquet à Argentré du Plessis) et la Société d'exploitation des bois du Cameroun (consortium Thanry de Nancy) ?

Le 17 décembre 1998, 270 députés européens n'avaient pas accordé le quitus à la Commission pour sa gestion de 1996. Le 14 janvier 1999, une courte majorité d'entre eux avait refusé de voter la motion de censure contre Emma Bonino, Ritt Bjerregaard, João de Deus Pinheiro and co.

Le traité d'Amsterdam, adopté le 18 juin 1997, confère au Parlement européen un "pouvoir de codécision" étendu et renforce ses prérogatives vis-à-vis de la Commission. Toutefois, les privilèges exorbitants dont jouissent les députés suscitent bien des tentations d'abus. La "démocratie" et la "transparence" tant prisées dans les proclamations, surtout à l'approche du scrutin du 13 juin, concernent également leurs pratiques internes comme leur comportement individuel...

**René Hamm** ■

(4) Les germanophones lironent avec profit la revue trimestrielle *Regenwald Report* du mouvement Rettet den Regenwald, Pöselorfer Weg 17, D 20148 Hamburg, tél : 00 49 40 410 38 04, fax : 00 49 40 450 01 44.



## France, poubelle nucléaire

de **Perline**  
Ed. **Raymond Castells**  
1999 - 224 p. - 125 F



Préfacé par Daniel Cohn-Bendit, ce livre est un nouveau brûlot de Perline contre les nucléocrates pris cette fois sous l'angle de l'héritage du nucléaire : effluents radioactifs, déchets et risques génétiques pour les générations futures. Avec un humour mordant qui rend la lecture du livre fort agréable, Perline vous emmène découvrir les textes officiels, ceux des organismes nucléaires et vous décrypte tout ça en rondelle pour vous montrer comment EDF, Cogéma et les autres sont avant tout des spécialistes de la propagande.

Pourquoi s'opposer au nucléaire ? « Comme me le faisait remarquer un chercheur physicien du CNRS, par ailleurs paradoxalement convaincu que sans nucléaire point de salut, « le seul et unique problème du nucléaire ce sont les conséquences génétiques » : un détail... La voilà, en effet la seule et unique raison pour laquelle il est inconcevable de fabriquer, d'utiliser, de poursuivre le nucléaire. Simplement parce c'est la mise à mort de la Vie, de ce qui a mis tant de temps à se construire, à se frayer des chemins, à évoluer, en fonction des événements extérieurs, géographiques, climatiques

et géologiques. Le soleil qui permet la vie sur terre est naturellement radioactif. La terre, qui nous permet de vivre, est naturellement radioactive, et c'est seulement lorsque cette radioactivité naturelle a naturellement décliné, selon les lois maintenant parfaitement connues et immuables, que la vie a pu, peu à peu, se révéler et évoluer. Le nucléaire, c'est l'augmentation de la radioactivité sur terre, la régression et le retour à la terre stérile. Aussi, faut-il retourner le fallacieux argument des pro-nucléaires et proclamer que c'est justement parce qu'il existe de la radioactivité naturelle qu'il ne faut surtout pas l'accroître » (p.14-15).

Vous croyez que l'on pourra résoudre le problème des déchets ? L'Andra vous annonce que les fûts tiendront des centaines d'années dans le sous-sol. Perline vous annonce que « A Marcoule, ce sont 2500 conteneurs qui sont stockés dans des puits ventilés (...) 60 000 tonnes conditionnées à partir de 1966 (...) Après seulement quatre décennies, alors que le CEA n'a jamais manqué d'argent pour la recherche pendant cette période, il faut tout reprendre ! » (p.43).

Après avoir fait un tour complet de toutes les formes de déchets plus ou moins connues, dans une deuxième partie, Perline montre quelles sont déjà les conséquences pour la santé et quelles sont les conséquences prévisibles. La conclusion de l'ouvrage est sans appel : « La France n'est pas le pays des droits de l'Homme. La politique d'un clan qui a su se reproduire en a fait un pays bloqué énergétiquement qui construit pour ses enfants, dans la plus grande opacité, la poubelle nucléaire de l'Europe » (p.198). Solide et agréable à lire. MB.

## Pratiques de la dissidence économique

**Réseaux rebelles et créativité sociale**  
sous la direction  
d'**Yvonne Preiswerk & Fabricio Sabelli**  
Ed. **IUED (Genève)**  
1998 - 202 p

Sous ce titre ambitieux, on retrouve une série de contributions qui sont en deçà du titre annoncé. En fait de dissidence, seules sont abordées l'économie informelle des pays « en développement » et

la pratique des SEL ou des LETS dans les pays « développés ». Certains textes sont purement théoriques autour de la question du rôle de l'économiste et de son incapacité à analyser le « hors-norme ». Reste donc quand même des pages de réflexions de haute tenue comme le texte de Gilbert Rist qui rappelle que « l'économie classique (...) ne veut considérer que les transactions liées à l'existence présumée d'un homo oeconomicus vivant dans la rareté et tenaillé par des « besoins » illimités. Tout se passe donc comme si cette croyance moderne réduisait le monde à la partie que l'on est capable d'apercevoir, comme si le film tourné en noir et blanc pouvait constituer la (pseudo)preuve que le monde est réellement dépourvu de couleurs » (p.21). Et encore : « Imaginons un spécialiste des abeilles et des fourmis qui estimerait que les connaissances qu'il a acquises sur ces « insectes sociaux » suffisent pour expliquer l'ensemble des relations humaines. Il passerait pour un monomaniaque réductionniste et serait immédiatement déconsidéré. Or, les économistes — qui font exactement la même chose — échappent au ridicule. Il serait temps de se demander pourquoi » (p.38). L'économie ne dispose pas de moyens pour comprendre les autres relations humaines que celles faites par des transactions marchandes. Gilbert Rist en conclut « admettre son Incompétence constitue une forme de courage plutôt que de lâcheté » (p.39). Il manque clairement une recension de toutes les formes de dissidence économique possible (des activités vernaculaires à la mafia) ce qui aurait permis de constater que le livre n'aborde que quelques sujets. Travaux à poursuivre donc... MB.



## Dominique Voynet, une vraie nature

de **Murielle Szac**  
Ed. **Plon**  
1998 - 268 p. - 120 F



Livre à la gloire de Dominique Voynet qui retrace dans une première partie son ascension au sein des Verts puis dans une deuxième partie, ses premiers pas comme ministre. Tel un réquisitoire d'avocat, les choses sont embellies, les points négatifs abordés rapidement et l'histoire parfois caricaturale, en particulier sur les idées du courant Waechter : « Waechter, le rigoureux incarne une écologie détachée du social, recentrée sur les problématiques environnementalistes, en rupture avec ses origines soixante-huitardes » (p.73). L'auteure aurait pu regarder de quand datent les prises de position des Verts pour constater que l'époque Waechter n'a jamais mis le social de côté. L'auteure rappelle quand même que Voynet, en tant que candidate plus sociale que ses prédécesseurs aux élections présidentielles a fait moins bien qu'eux (3,35 % contre 3,87 % pour Lalonde et 3,77 % pour Waechter) de même que les meilleurs résultats aux élections l'ont été à un moment où les Verts faisaient du « ni-ni ». La deuxième partie sur l'expérience ministérielle est plus intéressante car peu de militants écologistes ont un juste retour de ce que Dominique Voynet vit au quotidien et de ce qu'elle en pense : « la machine d'Etat ne permet pas de dire tout ce qu'on a envie de dire. C'est un réel appauvrissement de la personne » (p.160). On



# Quand les habitants gèrent vraiment leur ville

Tarso Genro  
Ubiratan de Souza

## quand les habitants gèrent vraiment leur ville

le Budget Participatif :  
l'expérience de Porto Alegre  
au Brésil



EDITIONS Charles Léopold Mayer

de Tarso Genro  
& Ubiratan de Souza  
Ed. Charles Léopold Mayer  
1998 - 104 p. - 35 F

**L**e rêve des écologistes et des libertaires serait une forme de démocratie participative pour éviter les inévitables élus qui une fois au pouvoir oublient leurs promesses. Eh bien ceci ne relève pas seulement de la théorie (voir le livre «Le municipalisme libertaire» de Janet Biehl), il existe une expérience en cours depuis plus de dix ans au Brésil à Porto Alegre, une agglomération de la taille de Lyon ou de Marseille. Tout commence en 1988, quand le Parti des Travailleurs propose «de mettre en tension

société et Etat en plaçant ce dernier au service des intérêts du peuple». Le programme propose de «démocratiser la démocratie» et de «gérer en s'appuyant sur des conseils populaires. L'objectif étant de permettre à chaque citoyen d'intervenir dans l'élaboration des politiques publiques et dans l'ensemble des décisions de la municipalité qui engageait l'avenir» (p.25). A la démocratie «sortie des urnes» doit se substituer progressivement la démocratie directe. Le programme n'indiquait au départ ni comment cela se ferait ni ce qui resterait de la compétence des élus, en particulier comment ceux-ci pourraient gérer les relations de la ville avec l'Etat. Le Parti des Travailleurs gagne les élections et immédiatement convoque les associations populaires pour mettre en place ces fameuses commissions de quartiers. Après de multiples consultations, la ville est découpée en 16 quartiers. Dans chaque quartier, les réunions sont mises en place.

Pour y participer, il faut simplement justifier, par sa carte d'électeur, que l'on habite le quartier. Lors des premières réunions, ce qui est annoncé c'est que les habitants doivent se mettre d'accord pour arriver à définir le budget de la ville. Au départ, les réunions attirent beaucoup de monde mais tout le monde présente ses priorités et très vite la municipalité ne sait pas comment concilier toutes les demandes. Des votes sont alors faits pour définir les questions jugées prioritaires, puis des commissions sont mises en place pour permettre aux personnes qui sont élues par les assemblées d'aller en discuter avec les autres quartiers, enfin les habitants se retrouvent pour connaître l'état des discussions et trancher sur la question du budget. Après un an, cela fonctionne très mal et les gens viennent de moins en moins aux réunions. La municipalité comprend alors que pour que cela marche, il faut aussi associer les gens à

l'autre pendant du budget : les recettes. Malgré les hésitations du début, progressivement les choses s'arrangent, des règles de fonctionnement voient le jour et après quatre ans, l'équipe municipale est réélue. Ce n'est qu'au bout de sept ans que les élus estiment avoir trouvé une vitesse de croisière et ils seront de nouveau réélus au bout de huit ans. L'expérience se poursuit aujourd'hui. Le principal argument qui a joué en faveur de l'équipe à la mairie a été qu'ils ont respecté les décisions prises par la population.

Un des gros problèmes que la mairie a rencontrés a été le boycott du processus par la grosse majorité des médias. Ceux-ci étant propriété des grands entrepreneurs, ces derniers voyaient d'un très mauvais œil la fin du clientélisme, le contrôle des projets par la population et craignait qu'après le contrôle des projets municipaux, cette situation «révolutionnaire» ne s'étende à d'autres domaines d'activités comme l'économie par exemple. Pour contrer cela, la mairie a pu bénéficier du soutien des petits revues de quartier (une quarantaine) gérées par les habitants et prenait le temps de rappeler les réunions en faisant circuler un véhicule équipé d'un haut-parleur dans les lieux passants des quartiers concernés.

Afin de faciliter les débats, la mairie s'est progressivement équipée en vidéo afin de présenter en début de réunion de manière plus agréable que des tableaux de chiffres, les résultats des décisions antérieures et comment la mairie a appliqué les décisions.

En 1996, lors du sommet sur l'Habitat de l'ONU à Istanbul, le projet participatif de Porto Alegre a été présenté comme une des meilleures gestions parmi 42 villes présentées. Cela a été une reconnaissance internationale qui fait qu'aujourd'hui des urbanistes et des politiques du monde entier se penchent sur ce modèle que l'on croyait jusqu'alors utopique.

Il serait temps que nos élus écolos étudient sérieusement la question et la mettent en pratique : «le mandat principal délégué à un élu est de construire la société avec le citoyen et non à sa place» (p.86). Sinon, il ne faudra s'étonner ni de l'abstention qui monte ni du score du Front National. MB.

y apprend que Jospin était convaincu de l'arrêt de Superphénix même si les Verts n'avaient pas été au gouvernement, par contre, Voynet a sans doute été décisive dans l'arrêt du canal Rhin-Rhône et de l'A.51. Elle n'a par contre pas pu enlever le mor-

ceau pour la vallée d'Aspe ou pour La Hague. On y découvre une Voynet non-conformiste qui bouscule les habitudes : elle n'hésite pas à obliger ses accompagnateurs à se déplacer à pied, elle renonce aux protocoles, elle a su rester humaine, mais la déception

se fait sentir : «Je rêvais de contribuer à l'émergence d'une nouvelle culture politique. Pour moi, cette alliance n'avait pas pour but de digérer ses partenaires mais de s'en enrichir. Et d'accoucher ensemble d'un nouveau modèle. Quelque chose qui aurait pris le meilleur de

la social-démocratie et le meilleur de l'écologie politique (...) Je suis déçue de voir que les heures passées à convaincre Lionel Jospin qu'il fallait inventer autre chose n'aient débouché sur rien» (p.240). Cette deuxième partie vaut le détour. MB.



## ATTAC et la taxe Tobin

La taxation proposée est de 0,5 % (certains proposent davantage, d'autres moins). Cela ne laisse pas aux spéculateurs 99,5 % de leurs bénéfices. Si j'achète un titre 1000 F et que je le revends 1100 F, la taxation de 0,5 % me prend 5 F pour l'achat et 5,50 F pour la vente soit 10,50 F et donc 10,5 % du bénéfice (ici 100 F).

Mais ce n'est pas tout : s'il s'échange chaque jour près de 1200 milliards de francs sur les marchés de change du monde entier (environ 30 marchés), soit l'équivalent de ce que la France produit en près d'un an et demi, et si ce montant ne cesse de grossir, c'est parce que la spéculation multiplie les aller-retours sur les titres ou les monnaies concernées. J'achète 1000, je revends 1040 le lendemain, mon acheteur revend lui-même à 1080, etc. Cette technique permet de limiter les risques pour chacun tout en provoquant des mouvements de yoyo nuisibles à tous : l'ensemble des spéculateurs pratiquent à fond le jeu de la patate chaude. Si à chaque aller-retour, la taxation s'applique — proposition d'ATTAC — très vite le montant cumulé rend dissuasifs ces aller-retours. En moyenne, un titre libellé en devises (dollar par exemple) change une fois par jour de mains. Une taxe de 0,5 % par jour, cela représente plus de 100 % par an, soit un niveau très élevé qui annule — et même au-delà — les espérances de bénéfice spéculatif, sauf dans des cas particuliers (les phénomènes de panique ou d'emballlement où un titre peut gagner ou perdre 5 à 10 % en un jour). C'est le but de la taxe : non pas de supprimer toute spéculation, mais la renchérir de telle sorte qu'elle ne soit plus qu'un cas pathologique au lieu d'un mode normal de fonctionnement des marchés de change. La taxe réglera 80 à 90 % des problèmes et on n'aura pas besoin de « redistribuer l'argent » puisqu'il n'y aura guère de produit fiscal à redistribuer. Tobin l'évaluait à une dizaine de milliards de dollars : une recette de poche pour les Etats concernés. Il est clair que, si l'on veut transférer aux pays (ou plutôt aux peuples) du Sud des ressources financières, la taxe est un mauvais moyen. Ce n'est pas son objet.

(...) La taxe Tobin est un mécanisme économique certes, mais sa finalité est fondamentalement politique : il s'agit d'affirmer haut et fort que les citoyens ont un droit de regard sur les marchés dès lors que ces derniers ont des effets perturbateurs sur leur vie de tous les jours. C'est la même inspiration que le SMIC ou le droit du travail à propos du marché du travail : ce n'est pas aux mécanismes du marché et à seuls de déterminer comment traiter les hommes.

Denis Clerc,  
Alternatives Economiques  
Côte-d'Or.

Est-ce que Silence travaille régulièrement avec d'autres associations écolos ? Suite à la lettre de Bruno Cléménçon qui demande s'il existe un fichier pour effectuer des échanges entre abonnés, pourquoi ne pas lancer un appel à chaque département pour avoir une personne de référence, style correspondant local ? Que pouvons-nous faire pour vous aider si nous sommes loin de la région de Lyon ? Pourquoi ne pas intégrer comme pour McDo, régulièrement un tract pour inciter les abonnés à le photocopier et à le diffuser ? (...)

Marie-Christine Pitarch  
Gironde

Silence : *Silence est une revue indépendante gérée par une quinzaine de personnes régulières, deux salariés, et quelques collaborateurs réguliers (surtout parisiens d'ailleurs). Nous relayons dans la mesure de nos moyens les initiatives que nous jugeons intéressantes, ceci de manière assez large, avec parfois des approches qui peuvent être complémentaires ou non. En ce sens, de nombreuses associations s'expriment dans la revue, mais nous ne sommes liés à aucune d'elles. Nous ne cherchons pas à assaïmer localement avec des groupes particuliers, mais les lecteurs peuvent prendre ce genre d'initiatives. Il existe déjà au moins à Paris et en Suisse romande des rencontres de lecteurs. Si d'autres personnes veulent en faire autant, elles nous le signalent et nous passons l'annonce. Les personnes éloignées peuvent nous découper et nous envoyer des articles de la presse quotidienne locale, nous faire des traductions d'article, nous faire des recherches documentaires sur un thème déjà abordé ou que vous souhaiteriez voir aborder. Enfin, nous essayons de mettre en place depuis quelque temps des numéros hors-série régionaux, mais pour le moment seul le numéro sur l'Alsace a vu le jour. Il y a un mode d'emploi à nous demander. Pour ce qui est des tracts, celui de McDo a été conçu par nous, mais depuis nous avons passé des tracts divers (fiches écologiques, pétition LPO, campagne chauffage électrique, CNIID...). L'insertion de tracts dans la revue est assez peu coûteuse et permet aux groupes de toucher rapidement des milliers de personnes bien ciblées : on ne demande que de nous payer les suppléments de frais d'envoi à la poste et d'assurer la présence de trois personnes le soir de l'expédition pour nous aider à glisser les tracts dans la revue. Nous n'acceptons que les campagnes militantes, pas les tracts publicitaires.*

## De l'antispécisme

En l'espace de quatre mois, j'ai eu l'occasion de voir par deux fois les mots « spécisme » et « antispécisme » cités dans vos colonnes.

(...) La première fois, c'était dans le numéro 238, dans l'article de Laurent Ozon « écologie et libéralisme, deux visions du monde inconciliables » où je cite « de la même manière les écologistes radicaux relativisent l'appartenance à l'espèce humaine et dénoncent l'attitude spéciste... en rappelant qu'au delà de l'humanité nous appartenons à la communauté biotique planétaire, la biosphère et que notre solidarité doit s'exercer à l'endroit des animaux, des plantes et de toute vie en général ». Le rapprochement qui est fait ici avec l'antispécisme (je n'ai pas encore rencontré d'autres mouvements qui dénonçaient explicitement le spécisme) est un contresens total. Je me permets de reprendre simplement un tract de présentation diffusé par les antispécistes figurant aussi dans la plate-forme politique de la caravane pour l'égalité animale qui s'organise pour le mois de mai : « de même que le mouvement pour l'égalité animale ne s'inscrit dans aucune religion, il ne se situe pas dans une optique de pureté ou de mystique. Il ne doit pas se confondre avec les modes de pensée naturalistes, qui attribuent une valeur morale ou pas aux individus sensibles mais à un 'ordre naturel', aux écosystèmes, à des espèces précises, ou à la 'vie' avec un grand V ». Néanmoins, j'ai du mal à croire que votre connaissance de l'antispécisme s'arrête à celle de Laurent Ozon et, le fait que vous ayez publié ceci en l'état, me laisse un goût amer.

La deuxième fois, c'est dans le numéro de mars qui justement est censé annoncer la caravane. Vous dites que « le spécisme consiste à placer l'humain comme différent des autres animaux ». Imaginons un instant la présentation d'une caravane antisexiste qui commencerait par « le sexisme consiste à placer les hommes comme différents des femmes ». (...) L'antispécisme ne nie pas les différences entre les animaux non-humains et les autres, mais dénonce le caractère discriminatoire qui est donné à ces différences. La définition que vous donnez est tellement laconique et hasardeuse que la seule impression qui peut en ressortir, c'est associer aux antispécistes une image de Don Quichotte ! Peut-être est-là votre intention ? (...)

Sébastien Arsac  
Lyon

Silence : *nous parlons plus souvent d'anthropocentrisme, vision du monde centrée sur l'homme, qui bien que pouvant être critiquée est la seule que nous connaissons tant que nous ne communiquerons pas avec d'autres espèces.*

LE ZEBULHAMAC  
de la naissance à 3 ans

1 place du Cloître  
82400 MOISSAC

Tél : 05 63 04 27 54  
Fax : 05 63 04 32 05

## Au loup, au loup...



Nous réagissons à l'encart « au loup au loup » paru dans le numéro de février. Nous avons une sensibilité écolo et souhaitons vivre en montagne d'élevage extensif de brebis et de chèvres lait, et de transformation fromagère de qualité. A chaque fois que nous lisons un article sur le loup, « pro » ou « anti », nous tombons sur des propos extrémistes, souvent étroits d'esprit, avec des arguments peu subtils et mesquins, qui sont loin d'être constructifs et dans lesquels nous ne nous retrouvons pas.

Du côté des pro-loup, on retrouve surtout des écolos-citadins qui ne jurent que par la nature, sans y vivre au quotidien et sans la faire vivre directement. Nous sommes d'accord avec leurs revendications (biodiversité, équilibre, entretien du paysage, anti-chasse...) mais il nous semble que la question du loup n'est pas abordée dans sa globalité, dans sa complexité, et qu'elle ne peut se limiter à une idée légendaire.

Il faut réfléchir à quelle nature on veut aboutir avec le loup. En effet, on assiste toujours au développement de la société industrielle et de consommation, où la nature est un produit, et sur lequel se combine une idée de nature sauvage originelle, ce qui nous semble antinomique et peu souhaitable.

Nous ne voulons pas d'une montagne-zoo, sous cloche, où le loup serait à la disposition d'un hypothétique « touriste-écolo » débarquant par l'autoroute du supermarché du coin (et où l'agneau naturel est en promo à 7 F le kilo !).

Du côté anti-loup, on retrouve certes de gros éleveurs assimilables parfois aux violents casseurs de ministère de la FNSEA, mais attention à la généralisation !

Lés éleveurs qui vivent et travaillent en zone loup, sont souvent des « petits » qui sont là par choix d'une passion et d'un mode de vie et pas par intérêt économique. Ces petits éleveurs qui galèrent (avec des prix toujours plus bas, un travail sous estimé) sont confrontés à des attaques fréquentes d'animaux domestiques ou errants, et l'arrivée du loup est pour eux la goutte d'eau qui fait déborder le vase de leur inquiétude.

L'élevage ovin et caprin en montagne répond à des critères écologiques évidents et dans le contexte actuel, un éleveur ne peut travailler sans des primes de soutien indispensables. Si on veut supprimer ce système artificiel, il faut savoir quels produits nous voulons, et quels choix de consommation nous sommes prêts à faire : de l'agneau pas cher élevé au mais transgénique avec en parallèle un loup naturel et libre dans un parc sans habitants ; ou de l'agneau de qualité, plus cher, mais qui prend en compte le travail de production, d'entretien du milieu, les conditions de travail (avec le loup) et la recherche de qualité.

Face à des attaques souvent injustes de citadins, on débouche sur une réaction extrémiste anti-écolo, anti-citadin et forcément anti-loup.

**Célia Barouillet et Manu Allard**  
Ardèche

Silence : le loup mangeant toute l'année, en hiver il tue nombre de chiens errants qui sont les principaux prédateurs des troupeaux. Même si les loups tuent en été quelques brebis, le bilan sur l'année est-il négatif ?

# BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie toujours
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Ecologisme et Etat
- 216 Femmes et santé
- 217 L'impasse nucléaire
- 218 Alternatives en Alsace
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- 220-221 Environnement au féminin
- 225 Gandhi aujourd'hui
- 226-227 Vivre ensemble
- 229 Finances solidaires
- 230 Plantes folles en accusation
- 231 La télé... visée
- 232 EDF ment !
- 235 Lien social et jardinage
- 236 Contre la MacDomination
- 237 Alternatives à la mondialisation
- 239-240 Enquête sur les écologistes
- 241 OGM, mauvaise réponse à la faim
- 242 Eau, la pollution de nos WC
- 243 Pesticides, les enfants face au cancer
- 244 La bioclimatisation

## Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Le municipalisme libertaire ..... 85 F
- TchernoByl ..... 72 F
- La critique sociale ..... 65 F
- Ambiance bois ..... 90 F
- L'habitat écologique ..... 98 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord ..... 25 F
- La menace climatique ..... 30 F
- Radioactivité, les faibles doses ..... 30 F
- Les métiers de l'écologie ..... 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 30 F
- SEL : pour changer échangeons ..... 50 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table ..... 89 F
- Séphastoche, mon premier cuisinier ..... 36 F
- Un cuisinier solaire facile à faire ..... 20 F
- Construisez votre cuisinière solaire ..... 30 F
- Cuisiniers solaires pliable ..... 20 F
- Nucléaire ? Non merci ..... 75 F
- Le nucléaire détruit ..... 30 F
- La liberté de circuler ..... 70 F
- Quelle écologie radicale ? ..... 70 F
- Où va le climat ? ..... 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)
- La belle vie ..... 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie ..... 65 F
- Pour un pays sans armée ..... 65 F
- Pour que demain soit ..... 65 F
- L'écophilosophie ou la sagesse de la nature ..... 65 F
- Moi, ma santé ..... 80 F
- Deux roues, un avenir ..... 80 F
- L'écologie politique ..... 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés ..... 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait ..... 85 F
- Des ruines du développement ..... 65 F
- Les carnets d'un militant ..... 80 F
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste ..... 110 F
- La simplicité volontaire ..... 80 F
- Ed. Delectus (Angers)
- La dictature de la croissance ..... 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..... 35 F
- Société à refaire : une écologie de la liberté ..... 88 F
- Philo écologie et politique de l'anarchisme ..... 38 F
- Sociobiologie ou écologie sociale ..... 20 F
- Le rêve au quotidien ..... 75 F
- Pensée sociale d'Elsée Reclus ..... 70 F
- Ed. Uthvie (Landes)
- Nous sommes peut-être frères ..... 36 F
- L'homme qui plantait des arbres ..... 36 F
- N'hésite pas à le dire ..... 36 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le salaire pour tous ..... 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)
- Découvrez les vraies richesses ..... 96 F
- Ed. Voici la Cité (Québec)
- Les affranchis de l'an 2000 ..... 110 F
- Ed. Ruralis (Lot-et-garonne)
- L'exode urbain est-il pour demain ? ..... 89 F
- Ed. d'en bas (Lausanne)
- L'énergie au futur ..... 120 F
- Ed. Georg (Lausanne)
- Additifs alimentaires ..... 98 F
- Gestion des déchets ..... 98 F
- Les sols ..... 98 F
- L'eau ..... 98 F
- La radioactivité ..... 98 F
- L'alimentation ..... 98 F
- La diversité biologique ..... 98 F
- L'air ..... 98 F
- Le bruit ..... 98 F
- Les déchets dangereux ..... 98 F
- Ed. Ostal del libre (Català)
- Jouets de toujours ..... 120 F
- Jouets sonores ..... 120 F
- Ed. du Fraysse (Lot)
- Le guide des alternatives ..... 95 F
- Ed. Terre Vivante (Mens)
- Facteur 4 ..... 118 F
- Ed. Esprit Frappeur
- Tout nucléaire, une exception française ..... 10 F
- Rwanda, un génocide français ..... 10 F

### Frais de port

- 1 ouvrage ..... 15 F
- 2 ouvrages ..... 28 F
- 3 ouvrages et plus ..... 40 F

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

| FRANCE METROPOLITAINE  | BELGIQUE  |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Particulier 12 n° ..... 240 FF          | <input type="checkbox"/> Particulier 12 n° ..... 1740 FB          |
| <input type="checkbox"/> Institution 12 n° ..... 480 FF          | <input type="checkbox"/> Institution 12 n° ..... 2880 FB          |
| <input type="checkbox"/> Soutien 12 n° ..... 300 FF et +         | <input type="checkbox"/> Soutien 12 n° ..... 1800 FB et +         |
| <input type="checkbox"/> Petit futé 24 n° ..... 420 FF           | <input type="checkbox"/> Petit futé 24 n° ..... 2520 FB           |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 3 x 12 n° ..... 630 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 3 x 12 n° ..... 3780 FB |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 5 x 12 n° ..... 950 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 5 x 12 n° ..... 5700 FB |
| <input type="checkbox"/> Petit budget France 12 n° ..... 190 FF  |   |
|  | <b>AUTRES PAYS ET DOM-TOM</b>                                     |
|  | <input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger 12 n° ..... 290 FF   |

Je règle un total de :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....



# Rompre avec la technique moderne

**D**ans la panoplie des moyens utilisés par l'entreprise pour obtenir la rentabilité maximale du capital, les gains de productivité du travail occupent une place de choix. (...) Si ces gains additionnés de l'accroissement de la population active sont supérieurs à la croissance, alors le chômage ne peut pas être évité. A l'heure actuelle, ils sont relativement faibles (de l'ordre de 2 % par an en France). Comme la population augmente de 0,5 % par an, il suffit théoriquement d'une croissance de 2,5 % environ pour stabiliser le chômage. (...) Un tel taux de croissance suppose un doublement de la production en moins de 30 ans, ce qui accroît notablement nos prélèvements sur les ressources de la planète.

(...) Nous devrions assister, dans les prochaines années, à un accroissement de la productivité rendu nécessaire par la mondialisation qui exacerbe la concurrence. (...) Nous allons assister à une industrialisation du tertiaire avec suppression d'emplois.

(...) Les chômeurs, de plus en plus nombreux, acceptent des salaires plus bas, ce qui accroît encore le profit. Tout se passe comme si on avait une boucle de rétroaction positive avec accroissement du chômage à chaque boucle.

Le remède ? La croissance qu'appellent de leurs vœux tous nos politicien(ne)s qu'ils soient de droite ou de gauche ? C'est une illusion. Selon les estimations de l'ONU, dans les 50 prochaines années, la population devrait passer de 6 à 9,4 milliards de personnes soit un accroissement de 0,97 % par an... pour compenser avec une augmentation de la productivité du travail de 2 % par an, il faudra que la production s'accroisse de 3 %, ce qui, en 50 ans, la multipliera par 4,4 ! La planète n'y résistera pas.

(...) La montée en puissance, à coups de fusion d'entreprises, d'unités énormes au chiffre d'affaires, engendre un pouvoir jamais égalé dans l'histoire, en particulier dans le domaine de l'alimentation. Comme le relève George Monbiot (Le Temps, Lausanne, 9 janvier 1999) : « avec une rapidité stupéfiante, une minuscule poignée d'entreprises est en passe de contrôler la conception, la production, le traitement et la commercialisation de la plus essentielle des marchandises : la nourriture. Face au pouvoir et à l'emprise stratégique qu'elles cumulent aujourd'hui, l'industrie pétrolière fera bientôt figure d'épicier de quartier ». (...) Cet extension planétaire du capital « pulvérise les nations » comme le souligne le sous-commandant Marcos. (...) La conséquence politique immédiate, c'est à tous les niveaux, la diminution du contrôle démocratique, l'Union européenne avec un parlement élu mais sans pouvoir réel en étant l'illustration la plus vivante. (...)

## Technique moderne & domination culturelle

Aujourd'hui, à cause de la division du travail, nous dépendons quasi exclusivement de biens que nous sommes incapables de produire nous-mêmes pour assurer nos nourritures, nous vêtir, nous loger, nous chauffer, nous soigner et même nous déplacer. Ceci est dommage car la première liberté d'une personne est de dépendre le moins possible de forces extérieures pour satisfaire ses besoins de survie. Or, nous sommes captifs d'un système intégré de plus en plus centralisé. Et ce n'est d'ailleurs pas par hasard si, par exemple, EDF qualifie de « captif » le marché de la climatisation ou du chauffage électrique des appartements sans conduits de fumée. Et quelle est la liberté de l'usager de l'ordinateur qui non seulement ne sait ni concevoir, ni fabriquer, ni réparer l'outil qu'il utilise, mais aussi se trouve complètement à la merci du fournisseur d'électricité.

Certes, nous disposons d'une assez grande « liberté » de choix pour, par exemple, nous déplacer : marche, vélo, train, auto, avion... Mais nous devons être conscients que ce choix est à la merci de la croissance des marchés et que la logique des multinationales est d'en raffer le plus possible. Ainsi MacDonald's ne se contentera pas seulement de faire disparaître les petits restaurants populaires, il s'attaquera très probablement à la « pizza à domicile » et, en phase terminale, à la réalisation de repas à la maison. Car la logique du système technicien, c'est la disparition de toutes les activités vernaculaires — activités qui ne passent pas par un échange selon la définition d'Ivan Illich. Cette disparition sera très probablement accélérée par la fin de la croissance (...).

Ceci s'accompagne pour l'être humain moderne de la rupture progressive avec la nature. La technique moderne nous permet d'utiliser toute une gamme de prothèses qui nous éloignent du monde des sens. Nous sommes protégés des intempéries et du froid dans des habitations surchauffées et les voitures, gavées de béton et de bitume, coupées de la terre qui reste pourtant notre base nourricière, par une panoplie d'instruments qui nous font vivre dans un environnement tous les jours un peu plus artificiel. Internet en est l'illustration la plus parfaite : contacts en temps réel sans aucun effort de déplacement et, surtout, relation avec un correspondant uniquement à travers un instrument.

(...) Cette dénaturation de la personnalité est encore aggravée par ce que j'appelle la « dévitalisation » de notre lien avec les autres. Grâce à la technique moderne, nous avons l'illusion que

nous pouvons régler nos problèmes sans recours à l'entraide. La voiture, la télévision, le télé-achat, Internet, individualisent les activités humaines et leur jumelage avec l'idéologie du « chacun pour soi » conduit au repli sur la sphère privée. Nous croyons pouvoir vivre sans adresser la parole à nos voisins, dans une sorte d'archipel où, en plus, il ne saurait y avoir de solidarité et de souci pour l'état de la planète. Certes, l'entraide villageoise des sociétés anciennes était plus obligée que volontaire mais elle avait le mérite de mettre les êtres humains en relation. Aujourd'hui, elle n'a pas été remplacée et ce manque le plus élémentaire des relations aggrave notre intolérance devant tout acte de déviance. La peur de l'autre, l'inconnu, l'emporte sur le dialogue que nous ne savons plus mener ; le sentiment d'insécurité s'accroît et nous demandons presque « naturellement » plus de répression. Si la technique moderne se développe encore, nous serons non seulement de plus en plus éloignés des lieux où se prendront les décisions à notre égard mais aussi de plus en plus indifférents au sort de notre prochain et du monde.

## Casser les machines modernes

Il est vrai que le machinisme permet parfois de produire des biens de meilleures qualité et théoriquement plus durables. C'est le cas des voitures pour qui la robotisation du montage a permis une meilleure fiabilité... mais comme on roule beaucoup, certains avantages disparaissent. C'est également le cas des télécommunications : elles devraient éviter des déplacements en avion... mais les gens des pays industrialisés vivant dans un monde de plus en plus virtuel et déshumanisé, recherchent l'évasion outremer alors que le bonheur pourrait être à deux pas de chez eux, si la société était plus conviviale.

(...) Il faut donc casser les machines modernes (et les systèmes qui s'appuient sur elles) car, comme nous l'avons vu, elles suppriment l'emploi, sont facteur de puissance et de pouvoir, sont dangereuses (nucléaire, manipulations génétiques), changent radicalement notre rapport à la nature et aux autres (Internet). Certains préconisent, comme alternative, une maîtrise démocratique des techniques modernes qui permettrait de trier ce qui est bon et ce qui est dangereux. Cela me paraît d'une efficacité douteuse pour plusieurs raisons :

- les conséquences d'une découverte ne peuvent pas être évaluées : qui pouvait prévoir que la mécanique quantique conduirait simultanément au transistor, au microprocesseur, au laser utilisé en chirurgie et dans l'armement ou la bom-

be nucléaire ? Donc soit on arrête tout, soit on laisse aller.

- dans les réunions d'évaluation, la démocratie est quasi-impossible car les représentants des sciences techniques, qui peuvent s'appuyer sur des connaissances vérifiées expérimentalement, l'emportent toujours finalement sur les représentants des sciences humaines, où l'idéologie et la subjectivité interviennent, à juste titre d'ailleurs.

- il est illusoire et impossible de dissocier les bons et les mauvais aspects d'une technique. C'est ce que Jacques Ellul dans *Le système technicien* appelait « l'insécabilité des techniques ». Ainsi, en génétique, la fécondation « in vitro » peut servir aux couples en difficulté comme à sélectionner les « bons » embryons.

- les procédures d'évaluation prennent du temps. Or les applications vont très vite : alors que se multiplient depuis 1998, les clones d'animaux, les comités d'éthique discutent.

## Multiplier les alternatives

Mais la technique moderne n'est pas la cause première des atteintes à la personne humaine et à la nature : c'est la recherche de la rentabilité maximale du capital. Celle-ci ne saurait se développer sans l'accroissement des échanges marchands. Il faut donc lutter contre ces moyens indispensables au développement du Capital.

Auto-produire le plus possible sa nourriture, accepter de payer plus chez l'épicier du coin qu'au supermarché, acheter des produits locaux, ne pas manger des framboises surgelées à Noël, faire partie d'un SEL, habiter le plus près possible de son travail, réduire les espaces habités et chauffés, préférer la marche à pied et le vélo, et pour les trajets plus longs, utiliser l'auto-partage, la covoiturage ou le train... et voyager à deux pas de chez soi. « Jeter » son ordinateur, racheter un crayon, une gomme, une plume et de l'encre, laver la vaisselle à la main, remplacer la télé par une guitare, et, surtout, faire souvent la fête avec ses voisins : tout ce dont Silence nous parle depuis plusieurs années, qui existe déjà et qu'il suffit de multiplier.

Quant aux outils : préférer ceux qu'on peut modifier, réparer à l'aide d'un « centre technique » et utiliser souvent en énergie renouvelable par soi-même : l'huile de coude.

Tom Bender résume bien la problématique : « une technologie appropriée nous rappelle qu'avant de choisir nos outils et nos techniques, nous devons choisir nos rêves et nos valeurs, car certaines technologies servent leur réalisation, tandis que d'autres les rendent inaccessibles ».

Jean-Michel Corajoud